

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/SAU/4/Rev.3
27 janvier 2004

(04-0284)

**Groupe de travail de l'accession
du Royaume d'Arabie saoudite**

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Révision

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| INTRODUCTION..... | 1 |
| DOCUMENTS FOURNIS..... | 1 |
| POLITIQUE ÉCONOMIQUE | 10 |
| Politiques monétaire et budgétaire..... | 10 |
| Fiscalité et Zakat..... | 12 |
| Politique de change et paiements extérieurs..... | 13 |
| Politique de la concurrence | 14 |
| Politique des prix..... | 15 |
| Privatisation..... | 16 |
| Entreprises d'État | 20 |
| Régime de l'investissement | 21 |
| CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES..... | 29 |
| MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES | 36 |
| Droit de pratiquer le commerce (droit d'importer et d'exporter)..... | 36 |
| RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS | 40 |
| Contingents tarifaires et exonérations de droits | 41 |
| Autres droits et impositions | 42 |
| Redevances et impositions perçues à l'importation (pour services rendus) | 42 |
| Systèmes de licences d'importation..... | 44 |
| Restrictions quantitatives à l'importation, y compris les interdictions et contingents | 51 |
| Évaluation en douane | 53 |
| Règles d'origine | 55 |
| Autres formalités douanières | 56 |
| Autres mesures à la frontière..... | 57 |

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| Application de taxes intérieures..... | 57 |
| Mesures antidumping, mesures compensatoires et sauvegardes..... | 58 |
| RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS..... | 59 |
| Restrictions à l'exportation | 59 |
| Droits à l'exportation..... | 60 |
| Subventions à l'exportation..... | 60 |
| POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES . | 60 |
| Politique industrielle, y compris les subventions..... | 60 |
| Obstacles techniques au commerce | 61 |
| Transparence..... | 69 |
| Mise en œuvre des obligations au titre de l'Accord OTC..... | 70 |
| Inspection avant expédition | 70 |
| Mesures sanitaires et phytosanitaires | 72 |
| Mesures concernant les investissements et liées au commerce | 81 |
| Commerce d'État | 81 |
| Zones franches..... | 82 |
| Commerce de transit | 82 |
| Politique agricole..... | 83 |
| Commerce des aéronefs civils | 86 |
| Régime de protection de la propriété intellectuelle touchant au commerce | 86 |
| Généralités | 86 |
| Protection de la propriété industrielle | 86 |
| Organes responsables de la formulation et de la mise en œuvre des politiques | 87 |
| Participation aux conventions internationales sur la propriété intellectuelle | 87 |
| Application du traitement NPF et du traitement national aux ressortissants étrangers..... | 87 |
| Redevances et impositions..... | 88 |

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service | 88 |
| Normes de fond en matière de protection de la propriété intellectuelle, y compris les procédures d'acquisition et de maintien des droits y afférents | 88 |
| Droit d'auteur..... | 88 |
| Brevets | 89 |
| Marques de fabrique ou de commerce..... | 90 |
| Indications géographiques, y compris les appellations d'origine..... | 91 |
| Dessins industriels..... | 91 |
| Schémas de configuration de circuits intégrés..... | 91 |
| Protection des variétés végétales..... | 92 |
| Renseignements non divulgués | 92 |
| Respect des droits..... | 92 |
| MESURES INFLUANT SUR LE COMMERCE DES SERVICES..... | 93 |
| Marchés publics | 100 |
| Transparence..... | 101 |
| Notifications..... | 103 |
| Accords commerciaux | 103 |
| CONCLUSIONS | 104 |

INTRODUCTION

1. Le 13 juin 1993, le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite (ci-après dénommé l'Arabie saoudite) a demandé à accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947). À sa réunion du 21 juillet 1993, le Conseil des représentants du GATT de 1947 a établi un Groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession du gouvernement saoudien à l'Accord général au titre de l'article XXXIII et de présenter au Conseil des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession. Toutes les parties contractantes qui en exprimaient le désir pouvaient être membres du Groupe de travail. Conformément à la décision adoptée par le Conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) du 31 janvier 1995, le Groupe de travail de l'accession du Royaume d'Arabie saoudite au GATT de 1947 est devenu le Groupe de travail de l'accession du Royaume d'Arabie saoudite à l'OMC. Son mandat et sa composition sont précisés dans le document WT/ACC/SAU/2/Rev.17.

2. Le Groupe de travail s'est réuni les 2 et 3 mai, ainsi que les 6 et 8 novembre 1996; les 29 et 30 mai ainsi que les 2 et 4 décembre 1997; les 17 et 19 novembre 1998; le 22 septembre 1999; le 5 avril et le 17 octobre 2000; et le 23 octobre 2003 sous la présidence de S.E. M. l'Ambassadeur J. Weekes (Canada), ainsi que les 23 et 24 octobre 2003 et [...] sous la présidence de S.E. M. l'Ambassadeur Munir Akram (Pakistan).

DOCUMENTS FOURNIS

3. Le Groupe de travail disposait, comme base de discussion, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Arabie saoudite (L/7489) ainsi que des questions posées par les Membres au sujet de ce régime et des réponses données par les autorités saoudiennes (L/7645 et Add.1; WT/ACC/SAU/3; WT/ACC/SAU/6, Add.1 à 3 et Add.3/Corr.1; WT/ACC/SAU/8 et Corr.1; WT/ACC/SAU/10; WT/ACC/SAU/13, Add.1, Add.1/Corr.1 et Rev.1; WT/ACC/SAU/29, Add.1 à 4 et Corr.1 et 2; et WT/ACC/SAU/35 et Corr.1). Le gouvernement saoudien a aussi communiqué au Groupe de travail les renseignements suivants:

Plans de développement économique

- Sixième Plan de développement, Décret n° 142 du 19.11.1413 (10 mai 1993)
- Septième Plan de développement économique, Décret n° 126 du 28.05.1421 (29 août 2000)

Politiques économiques

- Politique des prix

- Résolution du Conseil des ministres de novembre 1992
- Résolution du Conseil des ministres n° 19756/R en date du 21.11.1422 (4 février 2002) (annulant la Résolution du Conseil des ministres de novembre 1992)

- Privatisation

- Programme de réforme économique du Royaume d'Arabie saoudite, WT/ACC/SAU/54 (4 avril 2003)
- Résolution du Conseil des ministres n° 60 du 1.4.1418 H (1997)
- Résolution du Conseil des ministres n° 257 en date du 11.11.1421 H (5 février 2001)
- Arrêté royal publié en 1417 (1997)
- Résolution du Conseil des ministres publiée en 1419 (1999)
- Résolution du Conseil des ministres n° 169 du 11.8.1419 (30 novembre 1998)

- Régime d'investissement

- Nouvelle Loi sur l'investissement étranger remplaçant la Loi sur l'investissement de capitaux étrangers, promulguée par Décret royal n° M/1 du 9 avril 2000 (5.1.1421 H)
- "Liste négative" (publiée par Décision du Conseil économique suprême n° [...] au titre de l'article 3 de la Loi sur l'investissement étranger)
- Règlements d'application du Décret royal n° M/1 du 9 avril 2000 (publiés le 24 juin 2002)
- Première Loi sur l'investissement étranger, 1979
- Loi sur le marché des capitaux publiée par Décret royal n° M/30 en date du 02.06.1414 H (13 juillet 2003)
- Décision du Conseil des ministres n° 50 en date du 21.4.1415 (27 septembre 1994)
- Lettre du Bureau du Conseil des ministres 8/490 en date du 28.6.1414 (13 décembre 1993)
- Guide concernant l'agrément de l'investissement étranger en Arabie saoudite
- Investissements étrangers, par secteur
- Informations sur les investissements étrangers récents effectués dans le cadre de licences

Cadre pour l'élaboration et l'exécution des politiques

- Loi fondamentale, Décret royal n° A/90 en date du 27 Shaaban 1412 H (1^{er} mars 1992)
- Loi sur le Conseil consultatif
- Loi sur le Conseil des ministres
- Loi sur le régime douanier commun du CCG et ses règlements d'interprétation
- Loi sur le registre commercial et ses règlements d'application
- Loi sur les agences commerciales et ses règlements d'application
- Loi sur les sociétés et ses règlements d'application
- Loi sur les procédures de licences d'importation et guide des licences d'importation
- Loi sur la lutte contre la fraude commerciale et ses règlements d'application
- Loi sur les instruments négociables et ses règlements d'application
- Loi sur les noms commerciaux et ses règlements d'application
- Loi sur le Comité d'examen des réclamations en date du 17.1.1402 H (14 novembre 1981)
- Résolution du Conseil des ministres n° 165 datée du 24.6.1423 H (1^{er} septembre 2002)

Politiques affectant le commerce des marchandises

- Droits commerciaux
 - Loi sur les noms commerciaux publiée par le Décret royal n° M/15 en date du 12.08.1420 H (20 novembre 1999) et les règles et règlements associés
 - Loi sur les sociétés professionnelles
- Tarif douanier
 - Loi douanière et ses règlements d'application
 - Tarif douanier
- Systèmes de licences d'importation
 - Décision du Conseil des ministres n° 84 (juillet 2000)
 - Loi sur les licences d'importation promulguée par la Décision du Conseil des ministres n° 88 du 6.4.1432 H (juillet 2002)
 - Article 39 de la Loi sur les télécommunications
 - Informations sur les demandes de licences d'importation

- Informations sur les arrangements commerciaux préférentiels
- Réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation
- Restrictions quantitatives à l'importation, y compris les interdictions et contingents
 - Décision du Ministère du commerce et de l'industrie n° 1308 en date du 27.5.1424 H (27 juillet 2003)
- Évaluation en douane
 - Décret royal n° 190 en date du 16 Dhu Al-Hujah 1409 H (19 juillet 1989)
 - Décret royal n° 425 en date du 5.3.1372 H (22 novembre 1952)
 - Réponses au questionnaire sur les procédures d'évaluation en douane
- Autres formalités douanières
 - Ordonnance n° 5 du Conseil des ministres, en date du 3.01.1406 H (10 septembre 1985)

Politiques internes affectant le commerce des marchandises

- Politique industrielle, y compris subventions
 - Loi sur le Fonds de développement industriel saoudien
- Obstacles techniques au commerce
 - Liste des normes de la SASO qui se fondaient sur les normes du CODEX, ainsi que la liste complète des 1 323 normes saoudiennes avec renvoi aux normes internationales correspondantes adoptées intégralement comme normes par la SASO, WT/ACC/SAU/34
 - Liste des normes supposées équivalentes aux normes saoudiennes, WT/ACC/SAU/15
 - Normes de la SASO adoptées comme normes du CCG, et incorporées en conséquence comme normes nationales dans les autres pays du CCG, WT/ACC/SAU/19 (annexe III)
 - Procédures d'élaboration des normes de la SASO, WT/ACC/SAU/29 (annexe IV)
 - Procédures et directives détaillées concernant l'ICCP
 - Procédures d'appel, y compris l'appendice aux directives relative à l'ICCP
 - Programme saoudien d'évaluation de la conformité
 - Directive détaillée de la SASO de juillet 2000 (distribuée aux membres du Groupe de travail en octobre 2000)
 - Normes applicables aux catégories de produits réglementés

- Inspection avant expédition
 - Décision du Conseil des ministres n° 213 en date du 3.8.1424 H (30 septembre 2003) mettant fin à l'ICCP
- Mesures sanitaires et phytosanitaires
 - Durée de conservation des produits alimentaires, WT/ACC/SAU/27
 - Décision du Conseil des ministres n° 109 en date du 34.4.1424 H (30 juin 2003)
 - Décision du Conseil des ministres n° 85 en date du 01.04.1421 H (4 juillet 2000)
- Politique agricole
 - Tableaux sur le soutien interne et les subventions à l'exportation, WT/ACC/SAU/19 et 28, et WT/ACC/SPEC/SAU/1/Rev.6 et Corr.1
 - Décret royal n° 58 publié le 3.12.1382 portant création de la Banque agricole saoudienne
 - Décret royal n° 4/B/49434 en date du 8.12.1423 H (10 février 2003)
- Régime de protection de la propriété intellectuelle touchant au commerce
 - Loi sur la protection du droit d'auteur (ancienne législation)
 - Nouvelle Loi sur le droit d'auteur promulguée par Décision du Conseil des ministres en date du 9 juin 2003
 - Loi sur les marques de fabrique ou de commerce
 - Décision du Conseil des ministres n° 140 en date du 5 août 2002 (nouvelle législation sur les marques de fabrique ou de commerce compatible avec l'OMC)
 - Loi sur les sociétés
 - Loi sur le travail
 - Loi sur le contrôle bancaire
 - Loi sur les indications géographiques
 - Loi sur le droit d'auteur
 - Loi du CCG sur les brevets
 - Loi saoudienne sur les brevets
- Politiques affectant le commerce des services
 - Résolution du Conseil des ministres n° 190 en date du 16.11.1409 H (concernant les règles et procédures à suivre par le Comité d'examen des réclamations et la Loi sur le Comité d'examen des réclamations)
 - Loi sur le séjour

- Réglementation du travail

Documents du CCG

- Accord économique unifié signé le 11 novembre 1981 dans le cadre du Conseil de coopération des États arabes du Golfe
- Informations sur les exportations hors pétrole vers les membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe
- Règles relatives à la coordination des activités des établissements industriels des membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe
- Règles de base sur la priorité à accorder, dans les marchés publics, aux produits nationaux et aux produits d'origine nationale des membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe
- Tarif extérieur commun du CCG
- Mesures et documents sur le développement interne
 - Loi sur la protection et la promotion de l'industrie nationale
 - Loi sur le Fonds de développement industriel saoudien
 - Loi sur le contrôle bancaire (articles 1 à 4)
 - Informations sur les prêts du Fonds de développement industriel saoudien
 - Informations sur les prêts de la Banque agricole saoudienne
 - Informations sur les subventions à l'agriculture par l'intermédiaire de la Banque agricole saoudienne
 - Informations sur le soutien interne à l'agriculture
- Mesures sectorielles spécifiques
 - Résolution du Ministère des communications concernant les demandes de licences présentées par les compagnies maritimes et entreprises de transport maritime (articles 1 à 7)
 - Résolution ministérielle n° 4104/20/M datée du 4.11.1408 H (18 juin 1988) concernant les règlements d'application de la Loi sur les établissements médicaux privés (articles 1 et 2)
 - Règlements portant application de la Réglementation sur les instituts techniques et les centres professionnels nationaux (articles 1 à 9)
 - Résolution de Son Altesse Royale le Ministre de la défense et de l'aviation concernant la réglementation des agences de tourisme et de voyages et des compagnies de transport aérien (articles 1 à 4 et 13)
 - Arrêté ministériel n° 264 du 16.9.1402 H (7 juillet 1982): Règles régissant l'exercice de la profession d'ingénieur-conseil (Parties I et III)
 - Loi sur les comptables agréés (articles 1 et 2) et Arrêté ministériel n° 595 du 13.11.1395 (16 novembre 1975) énonçant les règlements d'application de la Loi sur les comptables agréés

- Ordonnance ministérielle n° 1190 du 16.2.1402 (13 décembre 1981) réglementant la profession de conseil juridique (articles 1-2. 4-7)
- Loi sur l'exercice de la profession de pharmacien et le commerce des médicaments et préparations médicales (articles 1 à 5)
- Loi sur les marchés publics et ses règlements d'application
- Mesures afférentes aux réclamations/différends
 - Règles et procédures du Comité d'examen des réclamations
 - Loi sur l'arbitrage et ses règlements d'application
- Autres mesures et documents
 - Statistiques sur les importations
 - Décret royal n° M/10 du 3.3.92 H (16 avril 1972) et Résolution n° 1172 du Conseil des ministres datée du 25.2.92 H (9 avril 1972)
 - Résolution n° 124 du Conseil des ministres en date du 29.5.1403 (13 mars 1983)

4. Le représentant de l'Arabie saoudite a rappelé que l'Arabie saoudite était devenue, au cours des 30 dernières années, un État doté d'infrastructures complexes et d'une économie vigoureuse qui reposait de plus en plus sur le secteur privé. Parallèlement, le gouvernement avait su, lorsque c'était nécessaire, influencer l'activité économique par ses initiatives afin de protéger les valeurs islamiques de la société saoudienne. Le développement économique du pays avait été largement tributaire de l'exploitation de ses importantes réserves de pétrole et de gaz. L'Arabie saoudite était le premier producteur mondial de pétrole et comptait parmi les plus grands producteurs de gaz naturel au monde. Ces ressources avaient donné naissance à une économie typique des pays en développement riches en pétrole – qui se caractérisait par la concentration des exportations sur un seul produit et par une forte propension à importer.

5. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé les membres du Groupe de travail que l'Arabie saoudite avait adopté les principes de l'économie de marché, en vertu desquels l'entreprise privée serait toujours au centre de l'activité économique, et qu'elle avait mis en place un système de planification indicative du développement économique et social fondé sur les valeurs et les principes de l'islam, qui guident le développement dans un souci de coordination et d'équilibre. La planification économique indicative offrait au Royaume le cadre théorique, pratique et organique nécessaire au développement du pays, tant sur le plan économique et social que sur le plan institutionnel. Outre les objectifs fondamentaux consistant à préserver les valeurs islamiques et à garantir la sécurité nationale, les plans quinquennaux indicatifs qui se sont succédé visaient à atteindre plusieurs objectifs généraux: diversifier l'économie, en favorisant notamment le développement de l'industrie et de l'agriculture et

l'exploitation des ressources minérales, améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie, assurer la croissance équilibrée de toutes les régions du Royaume, renforcer le rôle du secteur privé en l'encourageant à participer à divers projets de développement socioéconomique, réaliser l'intégration sociale et économique des pays du CCG et soutenir la coopération économique avec d'autres pays. Les autres objectifs sont notamment le développement et l'entretien de l'infrastructure matérielle du pays, la protection de l'environnement et la mise en valeur des ressources humaines grâce à une augmentation de la capacité d'absorption des établissements d'enseignement. Le premier et le deuxième plan ont jeté les bases de la transformation rapide du Royaume en un État industriel moderne, donnant la priorité à la mise en place de l'infrastructure de base, à l'amélioration des services publics ainsi qu'à la création et au développement d'institutions de soutien. L'augmentation rapide des recettes pétrolières pendant la période couverte par ces deux plans a aidé à atteindre leurs objectifs, notamment en ce qui concerne la création d'emplois dans les secteurs public et privé. Le troisième et le quatrième plan ont mis l'accent sur la diversification de l'économie en donnant la priorité à la réalisation de grands projets d'infrastructure destinés à répondre à la demande croissante de services sociaux (éducation, santé, formation, etc) de meilleure qualité, et en encourageant la croissance du secteur privé non pétrolier. Le cinquième Plan de développement a donné plus d'ampleur et d'ambition aux principaux objectifs des plans antérieurs en prévoyant des mesures de réglementation et de soutien appropriées. Il a accordé la priorité absolue au rôle du secteur privé dans l'accélération du processus de diversification économique.

6. Le représentant de l'Arabie saoudite a en outre rappelé que le sixième Plan de développement rehaussait et élargissait encore les principaux objectifs des plans précédents. Pour répondre aux besoins de développement du Royaume, il visait à maximiser la contribution du secteur privé à la création d'emplois, diversifier l'économie pour la rendre moins dépendante du pétrole, construire de nouvelles infrastructures matérielles, améliorer les services sociaux, élargir les possibilités d'emploi offertes à la main-d'œuvre saoudienne, relever le revenu par habitant et maintenir un budget équilibré sur la période couverte par le plan. Le développement des capacités scientifiques et technologiques du pays, la protection de l'environnement contre la pollution et la préservation des ressources naturelles faisaient également partie des objectifs généraux du sixième Plan. Au cours des trois dernières décennies, le PIB hors pétrole avait plus que quintuplé et les investissements privés avaient été multipliés par sept. Le taux de mortalité infantile avait chuté de plus de 80 pour cent, et le nombre de médecins par habitant avait augmenté de plus de 95 pour cent. Pendant la même période, le nombre d'enfants scolarisés était passé de 600 000 à plus de 4,7 millions, et l'Arabie saoudite affichait l'un des ratios élève/enseignant les plus bas du monde.

7. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que son pays avait aussi amélioré ses échanges commerciaux avec le reste du monde. Il a indiqué qu'en 2003 l'Arabie saoudite se situait au 25^{ème} rang des importateurs/exportateurs mondiaux, avec un solde de l'investissement étranger de 78 milliards de dollars EU, et que le produit intérieur brut du Royaume était passé de 20 milliards de dollars EU en 1970 à 190 milliards de dollars EU en 2002. Il a déclaré aussi que l'Arabie saoudite appliquait des régimes de change et de commerce figurant parmi les moins restrictifs du monde. Elle n'imposait aucune restriction aux opérations de change et aux échanges commerciaux pour des motifs de balance des paiements. De fait, les restrictions commerciales en vigueur à l'heure actuelle n'étaient imposées que pour des raisons liées à la religion, à la santé ou à la sécurité.

8. Les membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite des informations sur ses plans de développement les plus récents. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le septième Plan de développement, promulgué par Décret n° 126 du 28.05.1421 (29 août 2000) couvrait les années 2000 à 2004. Il privilégiait l'essor et le renforcement du secteur privé ainsi que la valorisation des ressources humaines du pays. Il s'appliquait également à accroître l'efficacité de l'industrie saoudienne. Comme ces prédécesseurs, le septième Plan avait pour objectif essentiel la diversification et la croissance de l'économie saoudienne.

9. Le représentant de l'Arabie saoudite a aussi décrit les différents volets du huitième Plan de développement (2005-2009), dont la préparation se poursuit. Il a observé que l'Arabie saoudite continuerait, dans ce cadre, à mettre l'accent sur le relèvement du taux de croissance et sur l'essor des investissements, tant étrangers qu'intérieurs. Comme dans le plan précédent, elle continuerait à valoriser ses ressources humaines. Le huitième Plan de développement insisterait probablement davantage sur l'engagement à mener à bien une stratégie de développement à long terme assortie de calendriers et d'objectifs chiffrés. Selon lui, cet aspect du plan permettrait à l'Arabie saoudite de mesurer ses progrès et de s'assurer de l'adéquation des politiques conduites aux objectifs fixés par le Royaume.

10. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que le seul moyen de diversifier l'économie était d'augmenter considérablement la participation du secteur privé. Celui-ci s'était déjà engagé dans un grand nombre d'activités commerciales indépendantes des dépenses publiques, et l'on prévoyait que cette tendance s'accélérerait à mesure que le secteur privé développerait ses compétences en matière de gestion, de production et de commercialisation et qu'un climat de concurrence s'affirmerait. **Le gouvernement apporterait un soutien** institutionnel au processus de croissance tirée par le secteur privé et de diversification en libéralisant et facilitant l'investissement, en développant rapidement le secteur bancaire et financier et les marchés financiers. L'Arabie saoudite avait aussi reconnu qu'elle

devait se doter d'une base technologique. Si elle avait réussi dans une certaine mesure à suivre les innovations scientifiques et techniques, elle le devait en grande partie à l'importation de technologies de pointe appartenant à des partenaires étrangers. Il lui restait encore du chemin à parcourir avant d'atteindre un niveau technologique égal à celui des pays développés. Le gouvernement entendait soutenir cet effort en développant et en améliorant, à tous les niveaux, l'enseignement et les moyens accordés à la science et à la technologie ainsi qu'en apportant une aide structurelle globalement plus efficace aux initiatives du secteur privé. L'Arabie saoudite était pleinement consciente de la nécessité de donner à ses citoyens les connaissances et compétences qui favoriseraient leur participation effective aux activités sociales, économiques et culturelles, et de développer davantage la formation professionnelle et technique de manière à satisfaire les besoins du pays en main-d'œuvre qualifiée.

11. Dans leurs exposés liminaires, les membres du Groupe de travail se sont félicités que l'Arabie saoudite ait décidé d'accéder à l'OMC et de mettre rapidement en œuvre les Accords de l'OMC en prenant des dispositions institutionnelles dans ce sens, en adoptant les textes de loi et les règlements nécessaires ou en modifiant en conséquence ceux qui existaient déjà. Il a été noté que l'Arabie saoudite avait joué et devait continuer de jouer un rôle important dans les efforts entrepris pour maintenir la croissance et la stabilité financières et économiques dans la région et à l'échelle mondiale. L'accession de l'Arabie saoudite accentuerait le caractère universel de l'OMC et consoliderait le système commercial multilatéral.

12. Le Groupe de travail a ensuite procédé à l'examen des politiques économiques et du régime du commerce extérieur de l'Arabie saoudite, ainsi que des dispositions qui pourraient être incluses dans un projet de Protocole d'accession. Les avis exprimés par les membres du Groupe de travail sur les divers aspects du régime du commerce extérieur de l'Arabie saoudite et sur les clauses et conditions de son accession à l'OMC sont résumés aux paragraphes 11 à [...].

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Politiques monétaire et budgétaire

13. L'Agence monétaire saoudienne (SAMA) est chargée de conduire la politique monétaire du Royaume. L'objectif de cette politique est de préserver la stabilité des prix intérieurs et du taux de change. Pour stabiliser les prix intérieurs, la SAMA prend des mesures visant à assurer que la croissance de la liquidité intérieure est globalement compatible avec celle de l'offre des biens et services dans l'économie et que le système bancaire dispose de liquidités suffisantes pour satisfaire la demande de crédit de tous les secteurs de l'économie. Afin de maintenir la stabilité du taux de change fixé, la SAMA suit le marché du riyal pour veiller à son bon fonctionnement, et prend des mesures

correctrices en cas de perturbations. Elle s'est très bien acquittée de cette tâche au fil des ans. Les prix intérieurs sont particulièrement stables depuis des années, puisque l'indice du coût de la vie a enregistré en moyenne une hausse annuelle inférieure à 1 pour cent durant les deux dernières décennies. Depuis 1986, la parité vis-à-vis du dollar EU se maintient à 3,75 riyals saoudiens pour 1 dollar. La stabilité durable des prix intérieurs et du taux de change a grandement facilité le processus de croissance de l'économie saoudienne.

14. La politique budgétaire de l'Arabie saoudite a pour objectifs principaux d'encourager la croissance économique afin de créer des possibilités d'emploi nouvelles et diversifiées, et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie. Pour atteindre ces objectifs, l'Arabie saoudite orientera les dépenses publiques vers l'élargissement et la diversification de sa base économique et des possibilités offertes par le secteur éducatif, ainsi que vers l'amélioration des services publics.

15. Diversifier davantage l'économie est l'une des clés de la politique budgétaire. En diversifiant son économie et en rendant celle-ci moins dépendante de la production pétrolière, l'Arabie saoudite s'engage à poursuivre une croissance économique à long terme indépendante du pétrole. Cela consolidera son économie dans l'immédiat et sur le long terme. Par ailleurs, en encourageant le développement des activités non pétrolières, l'Arabie saoudite accélérera par la force des choses son intégration à l'économie mondiale en intensifiant sa présence dans des secteurs sur lesquels les autres pays se sont concentrés, tels que la technologie ou les communications, ainsi que dans les industries de base. Cette stratégie aura aussi des retombées positives importantes en contribuant notamment au renforcement de l'infrastructure et des capacités techniques du pays. Cela aidera aussi l'Arabie saoudite à élargir la base des connaissances et compétences spécialisées de la main-d'œuvre nationale, tout en renforçant et en diversifiant ses établissements éducatifs, deux aspects de plus en plus importants de son développement économique à long terme. L'Arabie saoudite doit renforcer ses capacités pour se donner les moyens d'être compétitive, dans une optique de long terme, sur les marchés mondiaux.

16. Si elle n'est pas directement liée à la politique budgétaire, l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC n'en est pas moins très importante pour l'accomplissement des objectifs des pouvoirs publics. En engageant les réformes nécessaires à cette accession, l'Arabie saoudite a d'ores et déjà amélioré de façon très sensible le climat de l'investissement et du commerce extérieurs, mais aussi de l'investissement et du commerce intérieurs. Par elles-mêmes, ces réformes rendent le pays mieux en mesure d'atteindre ses objectifs de développement. L'Arabie saoudite pense qu'une fois que l'accession se sera concrétisée, elle entraînera de nouveaux effets bénéfiques.

17. Les prévisions budgétaires pour 2003 tablent sur des recettes de 170 milliards de riyals saoudiens et des dépenses de 209 milliards de riyals saoudiens, soit un déficit estimé à 39 milliards de riyals saoudiens. Les prévisions de recettes et dépenses budgétaires totales s'inscrivent en hausse de 8,3 pour cent et 3,5 pour cent, respectivement, par rapport aux chiffres de l'exercice précédent, qui étaient de 157 milliards de riyals saoudiens pour les recettes, 202 milliards de riyals saoudiens pour les dépenses et 45 milliards de riyals saoudiens pour le déficit. Le déficit de 39 milliards de riyals saoudiens serait couvert par l'emprunt intérieur. L'objectif des autorités en 2002 était d'équilibrer le budget. Il n'a pas pu être atteint, cependant, en raison de la chute des prix du pétrole et de l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique, l'État ayant payé 13 mois de salaire au lieu de 12 suite au passage du calendrier islamique au calendrier grégorien.

Fiscalité et Zakat

18. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur le "Zakat" appliqué aux citoyens saoudiens et sur l'impôt sur le revenu appliqué aux étrangers. Ils ont fait remarquer que le "Zakat" et l'impôt sur le revenu semblaient être appliqués de telle façon que les investisseurs étrangers supportaient généralement une plus lourde charge fiscale que les citoyens saoudiens. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'il y avait un malentendu général au sujet du "Zakat" et de l'impôt sur le revenu. Il n'était pas correct de dire que la charge fiscale (à distinguer des taux nominaux) était plus lourde pour les étrangers que pour les ressortissants saoudiens ou les entreprises saoudiennes. L'impôt dû par un non-Saoudien ne représentait jamais plus de 30 pour cent du bénéfice net, alors que ce pourcentage pouvait représenter jusqu'à 100 pour cent du bénéfice net, voire plus, dans le cas du Zakat. Le Zakat était un impôt religieux. Son taux et son assiette étant prescrits par la religion, il ne pouvait être modifié.

19. Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que les principales caractéristiques du Zakat étaient les suivantes:

- le Zakat était perçu, à un taux forfaitaire de 2,5 pour cent, sur le montant total des actifs des personnes physiques saoudiennes, des entreprises au capital entièrement saoudien et des partenaires saoudiens à des coentreprises (sauf pour les produits agricoles de culture non irriguée et de culture irriguée pour lesquels ce taux était, respectivement, de 10 pour cent et de 5 pour cent);
- l'assiette du "Zakat", c'est-à-dire la matière imposable, n'était pas constituée par le revenu ou les bénéfices des contribuables. Elle était beaucoup plus large et comprenait: le capital, les réserves statutaires, les bénéfices distribués, les comptes de crédit des partenaires sur un an ou plus (considérés comme un capital), les prêts consentis par les partenaires (considérés comme un capital et un financement additionnel pour l'entreprise) et les prêts à long terme d'autres sources destinés à augmenter le capital de base. Il n'y avait aucune exemption;

- le "Zakat" était dû, même si l'entreprise ne faisait pas de bénéfice; et
- le Zakat était dû même si l'entreprise cessait ses activités, mais il ne devait pas être payé en cas de liquidation.

20. En revanche, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés présentaient les caractéristiques suivantes:

- le taux maximum de l'impôt sur les bénéfices nets des sociétés avait été ramené de 45 pour cent à 30 pour cent, et se situait à 20 pour cent depuis la décision prise par le Conseil des ministres le 12 janvier 2004;
- l'impôt sur le revenu était dû par les personnes physiques étrangères, les partenaires étrangers et les actionnaires étrangers d'entreprises commerciales; il était calculé sur la base du revenu net. Toutefois, les salaires et traitements étaient exonérés;
- l'impôt sur les sociétés devait être payé par les sociétés non saoudiennes opérant sur le territoire du Royaume ou à la fois sur le territoire et à l'extérieur de celui-ci, en fonction: i) de la part totale des partenaires étrangers dans le bénéfice net des sociétés saoudiennes (sociétés à responsabilité limitée ou sociétés par actions); et ii) de la part totale des partenaires étrangers dans le bénéfice net des partenariats saoudiens;
- l'impôt sur les sociétés était calculé sur la base du bénéfice net, tandis que le Zakat l'était sur la base de la totalité des actifs;
- contrairement au Zakat, l'impôt sur les sociétés n'était pas exigible pour toute année où l'entreprise ne faisait pas de bénéfice ou n'était pas en activité;
- les pertes pouvaient être reportées pendant un nombre d'années illimité.

Politique de change et paiements extérieurs

21. La politique de change du Royaume est orientée depuis longtemps vers le maintien d'une parité stable avec le dollar, utilisé comme monnaie d'intervention. Ainsi qu'il a été dit plus haut, le taux de change du riyal est resté inchangé à 3,75 riyals saoudiens pour 1 dollar depuis 1986. Cela a permis au secteur privé de bénéficier d'un environnement de change stable et a aussi attiré l'investissement étranger.

22. La SAMA fixe le taux de change du riyal en fonction de la situation économique interne et externe, de la balance commerciale et de la balance des paiements. Jusqu'à la fin de 2002, le riyal était effectivement ancré (de façon informelle) au dollar dans le cadre d'un lien officiel avec le DTS. En application d'une décision prise par les chefs d'État du CCG en décembre 2001, le riyal, ainsi que d'autres monnaies du CCG, a été officiellement (de façon formelle) ancré au dollar à compter du début de 2003, en préparation du passage des pays du CCG à l'union monétaire et à la monnaie unique d'ici à 2010. Le choix du dollar comme dénominateur commun repose sur le fait que la devise américaine

est la monnaie d'intervention de tous les pays du CCG et que leurs réserves extérieures affectées à la couverture de leur monnaie et à leurs besoins de balance des paiements sont détenues en grande partie en dollars. En outre, la stabilité de la relation avec le dollar revêt une importance cruciale non seulement pour la gestion budgétaire, mais aussi pour les prévisions d'activité des exportateurs et des importateurs.

23. Depuis que l'Arabie saoudite s'est engagée à assurer la convertibilité aux termes de l'article VIII des statuts du FMI au début des années 60, le riyal saoudien est resté totalement convertible, sans taxes ni subventions à l'achat et à la vente de devises. Il n'existe pas de restrictions aux paiements en Arabie saoudite. Les importations, exportations, transferts de fonds et mouvements de capitaux en provenance et à destination du Royaume ne sont soumis à aucune restriction. L'Arabie saoudite n'applique pas non plus de contrôles ayant un impact direct sur les importations, c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'obligation de cession des devises, de dépôt préalable aux importations, de paiement anticipé de celles-ci ou de redevances à l'achat.

24. L'Arabie saoudite est une économie de marché où s'appliquent des politiques commerciales et de paiement libérales. Il n'existe pas de restrictions à l'importation et à l'exportation des biens et services. Les transferts de fonds des travailleurs expatriés, qui sont également libres de restrictions, totalisaient 15,9 milliards de dollars en 2002, soit l'équivalent d'environ 8,4 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Les mouvements de capitaux ne font pas non plus l'objet de restrictions.

25. La balance des paiements de l'Arabie saoudite s'est redressée de façon spectaculaire ces dernières années. Le solde courant est excédentaire depuis 1999. Cet excédent est passé de 0,3 pour cent du PIB en 1999 à 6,3 pour cent du PIB pour 2002, et devrait augmenter encore en 2003. Les exportations de biens et services ont atteint 81,4 milliards de dollars EU en 2002, soit environ 43,2 pour cent du PIB. Les importations de biens et services sont restées à 53,6 milliards de dollars, soit 28,5 pour cent du PIB. Entre 1999 et 2002, la position extérieure nette de la SAMA, Banque centrale du Royaume, est passée de 37,9 milliards de dollars à 42,0 milliards de dollars. Ce montant suffit à couvrir 9,4 mois d'importations de biens et services.

Politique de la concurrence

26. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que, sauf pour certains secteurs examinés ci-après, la politique de la concurrence conduite par l'Arabie saoudite repose sur les principes du marché. Un projet de loi sur la politique de la concurrence suit à l'heure actuelle le processus législatif. Il se trouve pour le moment devant le Conseil de la Shoura, et sera ensuite transmis au

Conseil des ministres. Ce projet de loi contient, entre autres, des dispositions sur les pratiques de cartel et de monopole, les fusions et les pratiques commerciales déloyales.

Politique des prix

27. Les membres du Groupe de travail ont demandé des informations sur les restrictions en vigueur en Arabie saoudite dans le domaine des prix. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que, dans chaque secteur, les prix des biens et services étaient déterminés librement par les forces du marché, sauf en ce qui concerne les biens énumérés à l'annexe A du présent rapport, dont les prix étaient réglementés afin d'en assurer la stabilité dans le Royaume. Ces politiques sont menées de façon à répondre aux besoins des consommateurs, à assurer leur bien-être et à préserver des intérêts sociaux importants pour le Royaume.

28. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué par ailleurs que la réglementation des prix s'appliquait de façon non discriminatoire, que le produit ou le service soit fourni par le secteur public ou par le secteur privé et quelle que soit la nationalité du fournisseur. Il a confirmé que le contrôle des prix s'appliquait d'une façon compatible avec l'OMC et que l'Arabie saoudite publierait la liste des biens et services soumis à ce contrôle, de même que toute modification en la matière, dans le Journal officiel, *Umm Al-Qura*.

29. En réponse à une question d'un membre du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que tous les produits dérivés du pétrole et du gaz naturel existant dans le Royaume étaient à la disposition des utilisateurs industriels, que ces derniers soient Saoudiens ou étrangers. Il a confirmé que l'exportation de ces produits reposait entièrement sur les conditions du marché international. Il a indiqué en outre que les prix de certains produits dérivés du pétrole et du gaz naturel destinés aux industries et aux consommateurs saoudiens étaient déterminés d'une manière compatible avec les règles de l'OMC. Sur le territoire du Royaume, les mêmes prix s'appliquaient à tous les utilisateurs, qu'ils soient Saoudiens ou non. Il n'y avait donc pas violation des dispositions relatives au traitement national visées à l'article III du GATT de 1994. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que le Royaume veillerait à ce que ses mécanismes de contrôle des prix soient conformes à l'article III du GATT de 1994 et aux prescriptions de transparence de l'OMC.

30. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la fixation des prix de certaines matières premières, en particulier le méthane, l'éthane, le butane, le propane, le gaz naturel et le gaz de pétrole liquéfié. En réponse, le représentant du Royaume d'Arabie saoudite a indiqué que les prix du gaz naturel, y compris le méthane et l'éthane, et ceux du butane, du propane et des LGN étaient fixés de manière très différente. Le gaz naturel n'était pas vendu à l'exportation et ne

faisait donc pas l'objet d'un prix de référence international dans la région du Golfe. De même, l'Arabie saoudite n'exportait pas de méthane ni d'éthane étant donné le coût élevé de la liquéfaction, du transport et de la regazéification de ces produits. Auparavant, le méthane et l'éthane étaient brûlés en tant que déchets. Il avait été décidé récemment de les fournir à tous les utilisateurs intéressés (saoudiens ou non) au prix de 0,75 dollar le million de BTU. Cette décision avait été prise pour un ensemble de raisons commerciales et de préoccupations environnementales. Plutôt que de brûler des ressources naturelles précieuses, le Royaume avait pris des mesures pour conserver et commercialiser celles-ci dans des conditions conformes aux disciplines de l'OMC. Ces deux gaz étaient utilisés dans de nombreux secteurs, notamment par les compagnies d'électricité, les usines de dessalement, les cimenteries et les usines pétrochimiques.

31. Le représentant de l'Arabie saoudite avait fait observer dans un premier temps que, pour le butane, le propane ou les liquides de gaz naturel (LGN), la résolution du Conseil des ministres de novembre 1992 fixait des prix inférieurs aux prix à l'exportation. Il s'agissait de tenir compte des coûts associés à l'exportation des LGN vers les marchés mondiaux, notamment les coûts de réfrigération, d'entreposage, de mouillage et de commercialisation. Ces produits étaient offerts à tous les secteurs de production et à tous les utilisateurs dans le Royaume, que les entreprises soient saoudiennes ou non. Tous les autres produits étaient fixés dans des conditions de pleine concurrence, et ne faisaient pas l'objet de rabais spécifiques. Le butane, le propane et les LGN étaient proposés à tous les consommateurs industriels en Arabie saoudite à un prix inférieur de 30 pour cent au prix à l'exportation le plus bas demandé pour ces produits. Le naphte ne faisait l'objet d'aucun rabais et que son prix était le prix international qui avait cours.

32. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé par la suite que la Résolution du Conseil des ministres de novembre 1992 sur le système de fixation des prix du butane, du propane et des LGN par le gouvernement avait été abrogée par la Résolution du Conseil des ministres n° 19756/R du 21.11.1422 (4 février 2002), qui imposait la détermination commerciale du prix des LGN fourni aux secteurs de production nationaux.

Privatisation

33. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la privatisation était un volet très important du Programme de réforme économique du Royaume d'Arabie saoudite (distribué aux Membres de l'OMC dans le document paru sous la cote WT/ACC/SAU/54, daté du 4 avril 2003). Le Conseil des ministres avait adopté une stratégie de privatisation ambitieuse le 4 juin 2002, afin d'assurer l'augmentation continue de la part du secteur privé et d'élargir sa participation à l'économie nationale. Cela se ferait suivant les meilleures modalités possibles, qui consisteraient notamment à transférer au

secteur privé certains types d'activités économiques, à renforcer sa participation au développement économique et à lui permettre de jouer son rôle en matière d'investissement et de financement, conformément aux plans de développement national. Le Conseil des ministres avait approuvé la privatisation de 19 petites, moyennes et grandes entreprises publiques dans les secteurs suivants:

- eau et services d'assainissement;
- dessalement;
- communications;
- transports et services aériens;
- chemins de fer;
- réseau routier, y compris la gestion, le fonctionnement, l'entretien et la construction;
- services d'aéroport;
- services postaux;
- silos à grains et minoteries;
- services portuaires;
- services aux cités industrielles;
- hôtels détenus par l'État;
- clubs sportifs;
- services municipaux, y compris les abattoirs et le ramassage des ordures ménagères;
- services éducatifs, y compris la construction des écoles, le transport, le recrutement de Saoudiens dans le secteur privé;
- services à l'agriculture, tels que l'organisation des quarantaines et le fonctionnement des laboratoires et cliniques;
- services de santé, tels que l'exploitation des équipements de santé et le transport des patients.

34. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que le gouvernement saoudien avait décidé aussi de céder ses participations dans les sociétés par actions suivantes: Société saoudienne des industries de base (SABIC), Compagnie saoudienne d'électricité (SEC), Société minière saoudienne (Ma'aden), Compagnie saoudienne de télécommunication (STC), Compagnie aérienne saoudienne et Banque commerciale nationale.

- Fondement juridique des privatisations

35. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la Résolution du Conseil des ministres n° 60 du 1.4.1418 H (1997) constituait le fondement juridique du programme de privatisations. Selon cette résolution, les objectifs de la stratégie de privatisation étaient les suivants:

- i) améliorer l'efficacité de l'économie nationale et renforcer sa compétitivité pour faire face à la concurrence régionale et internationale;
- ii) encourager les investissements privés et la participation du secteur privé à l'économie nationale, et accroître sa part dans la production intérieure pour contribuer au développement économique du pays;
- iii) diffuser la propriété d'actifs productifs dans la population saoudienne;
- iv) encourager les capitaux nationaux et étrangers à s'investir localement;
- v) accroître les possibilités d'emploi, optimiser l'utilisation de la main-d'œuvre nationale et assurer une augmentation équitable et continue des revenus;
- vi) fournir aux citoyens et aux investisseurs des services rapides et efficaces;
- vii) rationaliser les dépenses publiques et réduire la charge budgétaire de l'État en donnant au secteur privé la possibilité de financer, d'exploiter et de gérer certains services qu'il est en mesure de fournir;
- viii) augmenter les recettes publiques tirées de la participation aux activités devant être transférées au secteur privé et de la rémunération liée, par exemple, à l'octroi de concessions et au produit de la vente d'une partie des parts de l'État.

Selon la Résolution du Conseil des ministres n° 257 en date du 11.11.1421 H (5 février 2001), le Conseil économique suprême d'Arabie saoudite est responsable du suivi du programme de privatisation et de sa mise en œuvre.

36. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé en outre que les principes fondamentaux guidant la mise en œuvre du processus de privatisation étaient les suivants:

- i) divulgation d'informations et transparence;
- ii) exécution rapide;
- iii) changement du mode de gestion;
- iv) établissement d'un cadre réglementaire pour les secteurs privatisés.

37. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que, conformément à la stratégie de privatisation, les critères retenus pour déterminer les entreprises à privatiser en priorité étaient:

- i) l'effet positif sur l'économie nationale;

- ii) la préparation de l'entreprise à la privatisation;
- iii) les avantages sociaux découlant de la privatisation de l'entreprise;
- iv) les carences des services fournis par les entreprises publiques;
- v) la capacité d'absorption du marché des capitaux.

38. En réponse à d'autres questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que les méthodes de privatisation étaient les suivantes:

- i) contrats de gestion;
- ii) contrats de location-bail;
- iii) contrats de financement;
- iv) contrats de vente.

- État d'avancement des privatisations

39. Le représentant de l'Arabie saoudite a communiqué aux membres du Groupe de travail la liste des entreprises publiques privatisées à ce jour:

- a) Compagnie saoudienne d'électricité;
- b) Compagnie saoudienne des engrais;
- c) Compagnie saoudienne des industries de base (SABIC);
- d) Compagnie saoudienne de télécommunication.

40. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que les mesures mises en œuvre jusqu'à présent étaient les suivantes:

- i) Les tâches relatives à la gestion, à l'exploitation et à l'entretien des postes de mouillage dans les ports, ainsi que la fourniture du matériel connexe, avaient été confiées au secteur privé, conformément à l'Arrêté royal publié en 1417 (1997) et à la décision du Conseil des ministres publiée en 1419 (1999), qui attribuaient au secteur privé un rôle accru dans la gestion et l'exploitation des ports et demandaient la révision des structures organisationnelles et des procédures connexes, la réalisation d'une étude de faisabilité sur la création de zones franches dans les ports et l'ouverture d'une liaison ferroviaire entre les ports de Jeddah et Dammam.
- ii) Des efforts sont en cours pour attirer les investissements privés dans le projet de liaison ferroviaire nord-sud, qui devrait permettre à l'Arabie saoudite d'être mieux à même de développer ses ressources minières.
- iii) Dans le secteur de l'éducation, le secteur privé a proposé de financer la construction d'écoles et d'assurer la fourniture de services d'enseignement supérieur dans le cadre de collèges privés.
- iv) L'Arabie saoudite a annoncé qu'elle privatisera les postes saoudiennes. Ce secteur sera ouvert à la concurrence.

- v) Par sa Décision n° 169 du 11.8.1419 (30 novembre 1998), le Conseil des ministres a approuvé la restructuration du secteur de l'électricité. Les premiers investissements seront faits dans les années qui viennent.
- vi) Une société par actions saoudienne chargée de la distribution d'énergie a été créée dans les villes industrielles jumelles de Jubail et Yanbu pour exploiter, entretenir, gérer et développer les services d'infrastructure dans le cadre du programme de privatisation.
- vii) La Compagnie saoudienne de télécommunication a été créée en tant que société par actions à vocation commerciale, pour fournir tous les services de télécommunication fournis jusque-là par le Ministère des PTT. En 2002, 30 pour cent des participations ont été vendues à des ressortissants saoudiens du secteur privé.
- viii) Dans la cité industrielle de Jeddah, une concession structurée sous forme d'accord Construction-exploitation-transfert (CET) a été accordée à une entité privée afin de moderniser, d'entretenir et de développer les installations de traitement des eaux usées. L'opération a été menée à bien en mars 2002.
- ix) À Jubail, une concession pilote structurée sous forme d'accord de Construction-rénovation-transfert est recherchée dans le cadre d'une coentreprise avec une société de concession d'eau salée. Ce modèle sera utilisé pour les usines de dessalement à l'avenir.

Entreprises d'État

41. Le représentant de l'Arabie saoudite a donné les informations suivantes sur les entreprises d'État saoudiennes:

i) Société saoudienne des industries de base (SABIC)

La SABIC a été créée en 1976 avec un capital libéré de 15 milliards de riyals saoudiens, détenu à 70 pour cent par l'État saoudien et à 30 pour cent par les ressortissants de ce pays et des pays du CCG. Le vaste programme d'industrialisation qu'elle a engagé est un jalon important dans le processus de développement industriel du Royaume. À la fin de 2001, la SABIC assurait l'exploitation de 16 sociétés industrielles de niveau mondial à Jubail et Yanbu, qui se présentaient pour la plupart sous forme de coentreprises avec des sociétés internationales et assuraient une production effective d'environ 34,4 millions de tonnes de produits chimiques de base et intermédiaires.

ii) Compagnie pétrolière saoudienne (Saudi Aramco)

Société d'État créée par décret royal en 1988, la Compagnie pétrolière saoudienne (Saudi Aramco) a pour objet l'exploitation du pétrole brut et du gaz naturel, qu'elle produit dans le cadre du Royaume. Elle assure aussi le raffinage et la commercialisation des produits au sein de l'Arabie saoudite, et participe à des coentreprises dans ces domaines avec des sociétés

pétrolières locales et internationales. Bien que détenue par l'État, elle est dirigée par une équipe de gestion et un conseil d'administration indépendants.

iii) Compagnie minière saoudienne (Ma'aden)

Ma'aden a été créée en 1996 sous forme de société par actions autonome détenue par l'État et dotée d'un capital de 4 000 millions de riyals saoudiens, qui sera privatisée progressivement. La compagnie conduit diverses activités minières qui couvrent tout l'éventail de ce secteur et visent notamment à développer et améliorer l'industrie minière et ses produits et les secteurs connexes. Elle fonctionne comme une société commerciale afin de dégager des bénéfices.

iv) Compagnie aérienne saoudienne (SAUDIA)

SAUDIA était initialement détenue à 100 pour cent par l'État saoudien. Les premières mesures de privatisation de l'entreprise ont été prises en 1994, lorsque SAUDIA a créé les conditions d'une exploitation conforme aux principes commerciaux afin que la société puisse affronter la concurrence sur le marché. Pour ce faire, SAUDIA a restructuré ses secteurs administratif et exécutif.

v) Institutions financières spécialisées (IFS)

Dans le secteur financier, deux IFS sont détenues par l'État:

- a) la Banque agricole saoudienne;
- b) le Fonds saoudien de développement industriel.

Régime de l'investissement

42. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé le Groupe de travail qu'une nouvelle loi sur l'investissement étranger, remplaçant la Loi sur l'investissement de capitaux étrangers, avait été promulguée par Décret royal n° M/1 du 9 avril 2000 (5.1.1421 H). Les règlements d'application de la nouvelle loi ont été publiés le 24 juin 2002. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a rappelé que le Royaume avait amorcé de longue date le processus d'attraction de l'IED, puisqu'il avait promulgué la première loi sur l'investissement étranger en 1956. Une autre loi avait suivi en 1962 et, en 1979, l'Arabie saoudite avait publié une législation de portée plus générale, qui incluait d'importantes incitations à l'investissement, telles que l'exonération de droits de douane pour les facteurs de production, la fixation de loyers nominaux pour les terrains destinés à accueillir des projets, l'octroi d'une aide financière sous forme de prêts à taux réduits et l'exonération de taxes et droits à l'exportation. La Loi sur l'investissement de 1979 avait accordé une exonération fiscale de dix ans aux projets industriels et agricoles, et de cinq ans aux autres projets, à

condition que le capital saoudien constitue 25 pour cent du capital du projet et que ce pourcentage ne diminue pas durant la période d'exonération. La loi a été modifiée de façon à accorder une exonération fiscale supplémentaire de dix ans en cas d'expansion des projets existants. Mais la Loi de 1979 disposait que, pour bénéficier de ces incitations, les investissements étrangers devaient i) être au moins à 25 pour cent saoudiens, ii) figurer parmi les projets spécifiés dans les plans de développement nationaux, et iii) présenter un contenu technologique élevé et s'accompagner du savoir-faire étranger nécessaire pour faciliter le transfert de technologie.

43. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé que, compte tenu des changements survenus dans le paysage économique international et régional, les lois sur l'investissement ont été refondues en avril 2000 avec la promulgation d'une nouvelle loi sur l'investissement étranger destinée à consolider les points forts de l'ancienne législation, qui prévoyait des incitations supplémentaires afin de relever le niveau de l'IED dans le Royaume. La nouvelle Loi sur l'investissement étranger de 2000 constituait la structure juridique nécessaire pour attirer des investissements supplémentaires. Elle prévoyait notamment l'abandon des incitations tarifaires au profit de mesures de promotion de l'IED conformes à la tendance récente à la libéralisation du commerce et de l'investissement dans le monde. Une comparaison de la législation de 1979 et de celle de 2000 figurait en annexe B.

44. Les membres du Groupe de travail ont demandé si les ressortissants du pays du CCG bénéficiaient d'un traitement préférentiel en Arabie saoudite. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que, s'agissant de l'investissement, les ressortissants des pays du CCG étaient traités comme les Saoudiens.

45. Certains membres du Groupe de travail ont demandé s'il existait des prescriptions officielles fixant un niveau minimum de participation saoudienne dans toute entreprise. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la nouvelle Loi sur l'investissement étranger n'énonçait aucune prescription concernant la participation minimale des investisseurs saoudiens. En conséquence, les investisseurs étrangers ne sont plus tenus de prendre des partenaires locaux et sont autorisés à posséder des biens immobiliers à des fins industrielles ou résidentielles. L'investissement minimum en capital requis est de 25 millions de riyals saoudiens pour les produits agricoles, 5 millions de riyals saoudiens pour les produits industriels et 2 millions de riyals saoudiens pour les projets relatifs aux services. Ce minimum peut être réduit par le Conseil d'administration de la SAGIA pour les projets engagés dans des domaines spécifiés, les projets qui supposent un haut degré de savoir-faire technique et les projets d'exportation. Conformément à la nouvelle loi, l'investissement étranger peut prendre l'une des deux formes suivantes:

- i) une entreprise détenue par des investisseurs étrangers et nationaux, c'est-à-dire une coentreprise, mais sans imposition d'une participation minimale des investisseurs nationaux; ou
- ii) une entreprise appartenant dans sa totalité à des investisseurs étrangers, c'est-à-dire dont le capital social est détenu à 100 pour cent par ces derniers.

46. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé qu'un projet autorisé conformément à la loi, qu'il porte sur une entreprise à capital entièrement étranger ou une coentreprise, bénéficiait de tous les avantages et de toutes les incitations et garanties prévues pour les projets nationaux. L'investissement étranger était autorisé dans toutes les activités, à l'exception d'une courte liste négative qui serait révisée et raccourcie périodiquement. Conformément à la nouvelle loi, un investisseur étranger était autorisé à transférer hors du Royaume d'Arabie saoudite le produit de la vente de ses actions, les fonds excédentaires provenant de la liquidation de ses actifs, les bénéfices réalisés par l'entreprise, ou les fonds provenant de la cession de l'entreprise par tout autre moyen légal. De plus, l'investisseur était autorisé à transférer hors d'Arabie saoudite les fonds nécessaires pour s'acquitter d'obligations contractuelles liées au projet. L'article 11 de la nouvelle loi prévoyait des garanties juridiques contre la confiscation ou l'expropriation d'investissements étrangers. La confiscation, totale ou partielle, n'était pas autorisée, sauf en application d'une décision judiciaire. De plus, l'expropriation, totale ou partielle, d'un investissement étranger n'était pas autorisée, sauf si cela était dans l'intérêt public, et moyennant le paiement d'une indemnité raisonnable, en conformité avec la loi.

47. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur les incitations offertes par l'Arabie saoudite pour attirer les investisseurs étrangers afin de favoriser l'apport de technologies et de savoir-faire; ils voulaient savoir en particulier si le transfert de technologie était une condition de l'approbation d'un investissement dans tous les secteurs ou dans certains seulement. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que, dans le cadre de la Loi sur l'investissement étranger du 9 avril 2000, le transfert de technologie n'était pas une condition de l'approbation des investissements. Les investisseurs étrangers devaient s'adresser à un seul organisme, la Direction générale de l'investissement en Arabie saoudite (SAGIA), pour obtenir une licence d'investissement. La SAGIA devait se prononcer sur leur demande dans les 30 jours suivant la date de présentation de tous les documents requis. Elle ferait également office de point d'information sur les lois, les règlements et les procédures en matière d'investissement étranger. La licence de la SAGIA donnait à l'investisseur étranger tous les privilèges accordés aux investisseurs locaux. En réponse à une question d'un membre du Groupe de travail, qui demandait si la licence de la SAGIA constituait la seule licence ou approbation requise pour un investisseur étranger, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'investisseur étranger qui avait obtenu la licence de la SAGIA était traité de la même manière que tout investisseur local et devait donc, pour certaines activités, solliciter d'autres

inscriptions et/ou permis, selon la nature de l'activité concernée. Ainsi, une société cherchant à créer une autre entité et à ouvrir un hôpital – avec l'appui d'un investisseur national ou étranger – devrait faire enregistrer l'entité et se faire délivrer un permis par le Ministère du commerce et de l'industrie et, pour l'hôpital, obtenir un permis d'exercer les métiers de la santé auprès du Ministère de la santé. La nouvelle loi et son règlement d'application autorisaient les entreprises à capitaux étrangers à posséder les biens immobiliers nécessaires à l'exercice de leurs activités autorisées ou au logement de leur personnel, conformément aux règles relatives à la propriété immobilière pour les non-Saoudiens. De plus, il était prévu que les investisseurs étrangers auraient le droit de faire venir et de parrainer des employés non saoudiens, sous réserve de certaines limites numériques.

48. Le représentant de l'Arabie saoudite a noté en outre que la Loi sur l'investissement étranger permettait aux investisseurs étrangers d'investir dans des entreprises locales ou étrangères, pour autant que les conditions générales applicables aux nouveaux investissements soient remplies. Un investisseur étranger pouvait demander plusieurs licences pour différentes activités, à condition qu'il ne soit ni propriétaire ni actionnaire d'une entreprise en défaut de paiement. La Loi prévoyait que le montant des capitaux à investir dans un projet autorisé devait être d'au moins 5 millions de riyals saoudiens pour les projets industriels, 25 millions de riyals saoudiens pour les projets agricoles et 2 millions de riyals saoudiens pour tout autre projet.

49. Des membres du Groupe de travail ont demandé si le gouvernement avait autorisé des opérations financées à 100 pour cent par des capitaux étrangers. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que 1 278 licences avaient été délivrées pour des entreprises à capitaux entièrement étrangers. En réponse à d'autres questions, il a rappelé que la Loi d'avril 2000 sur l'investissement étranger accordait le "traitement national" aux investisseurs étrangers. Il a ajouté que la loi était pleinement compatible avec l'Accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, et il a réaffirmé que l'Arabie saoudite n'appliquait aucune MIC interdite par cet accord.

50. En réponse aux questions de certains membres du Groupe de travail qui voulaient savoir si le gouvernement saoudien comptait libéraliser le marché boursier et l'ouvrir aux investisseurs étrangers, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que son pays modifiait progressivement sa réglementation concernant la participation des investisseurs étrangers au marché des actions. Si le négoce direct des actions en Arabie saoudite était réservé aux ressortissants saoudiens et à ceux du CCG, il n'existait en revanche aucune restriction à l'achat par d'obligations d'État, de bons du Trésor ou de parts de fonds communs de placement saoudiens des investisseurs étrangers. Des ressortissants de pays extérieurs au CCG détenaient des actions de sociétés qui étaient négociées sur le marché boursier, mais, avant de les vendre, ils devaient obtenir l'autorisation des autorités compétentes, telles que l'Agence monétaire

saoudienne ou le Ministère du commerce et de l'industrie. Dans le cadre de l'examen et de l'évaluation continus de l'évolution du marché financier, le Royaume d'Arabie saoudite avait autorisé la création d'une société d'investissement à capital fixe cotée à la Bourse de Londres, par l'intermédiaire de laquelle les investisseurs internationaux pouvaient intervenir sur le marché boursier saoudien. En novembre 1999, l'Arabie saoudite avait apporté de nouvelles modifications à sa réglementation, et elle autorisait maintenant les étrangers à investir dans des fonds communs ouverts gérés par des banques qui investissaient sur le marché boursier saoudien.

51. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la Loi sur le marché des capitaux récemment adoptée et promulguée par Décret royal n° M/30 daté du 02.06.1424 H (13 juillet 2003) mettait en place une solide institution de régulation, l'Autorité du marché des capitaux (AMC). L'AMC disposait, en matière d'élaboration et d'exécution des lois, des compétences nécessaires pour garantir que le Royaume dispose d'un marché des titres équitable, efficace et actif. Elle était habilitée à promulguer les règles concernant la divulgation des informations nécessaires dans le cadre d'offres de titres, l'obligation de diffusion régulière d'informations imposée aux sociétés cotées en bourse, l'information et les pratiques relatives aux prises de contrôle des sociétés faisant appel à l'épargne publique, la réglementation des sollicitations de procurations ainsi que la définition et la répression des délits d'initié ou d'autres pratiques abusives concernant les titres. L'AMC était surtout habilitée à accorder des licences aux intermédiaires financiers non bancaires engagés dans des activités de banque d'investissement, telles que le financement d'entreprise, la gestion de patrimoine ou les opérations de courtage. Les intermédiaires financiers non bancaires étaient tenus de prendre la forme de société par actions disposant d'un capital minimum de 50 millions de riyals saoudiens.

52. Le représentant de l'Arabie saoudite a observé par ailleurs que la nouvelle Loi sur le marché des capitaux prévoyait aussi la création d'une bourse saoudienne des valeurs mobilières, qui devait être le marché exclusif du Royaume. Parmi les neuf membres de son conseil d'administration, trois administrateurs publics représentaient le Ministère des finances, la SAMA et le Ministère du commerce et de l'industrie. En outre, la loi habilitait la bourse à établir des règles éthiques et déontologiques applicables aux courtiers et lui enjoignait de créer, parmi ses divisions, un centre de dépôt des valeurs mobilières qui serait responsable de la compensation et du règlement de toutes les transactions sur valeurs mobilières exécutées en bourse. Ce centre tenait aussi les comptes concernant la propriété de toutes les valeurs mobilières négociées en bourse. Enfin, la loi demandait à l'AMC de mettre en place un tribunal doté d'une juridiction exclusive sur le règlement des différends impliquant des valeurs mobilières (les dispositions de la Loi sur le marché des capitaux sont résumées à l'annexe C).

53. Des membres du Groupe de travail ont demandé si l'Arabie saoudite prévoyait d'éliminer les restrictions qu'elle imposait sur l'investissement étranger dans le secteur de la prospection et de l'extraction des hydrocarbures. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les investissements importants consacrés par des investisseurs étrangers au développement en amont du secteur du gaz non associé au pétrole ont été approuvés, et que ce processus est en cours pour d'autres investissements. Il a indiqué que, pour des raisons importantes au plan national, les restrictions à l'investissement étranger en amont ne pouvaient être totalement supprimées, bien qu'elles aient été assouplies.

54. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur un article du règlement d'application selon lequel les licences accordées ne devaient pas être contraires aux accords régionaux ou internationaux conclus par l'Arabie saoudite et ont demandé à l'Arabie saoudite d'indiquer les cas où cela pourrait se produire. Ils l'ont invitée en outre à clarifier la relation entre le règlement d'application et la Loi sur l'investissement étranger et à indiquer s'il était prévu de préciser encore le texte du règlement. En réponse à ces questions, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'article 5 du règlement d'application prévoyait que la délivrance d'une licence pour l'investissement étranger ne devait pas contrevenir aux traités internationaux ou régionaux signés par l'Arabie saoudite, c'est-à-dire notamment à l'Accord sur l'OMC, au CCG et à d'autres traités signés par le pays. Il a expliqué, par exemple, que l'Arabie saoudite n'accorderait aucune licence de fabrication pour des produits chimiques ou des matériels faisant l'objet de restrictions dans le cadre d'accords régionaux ou internationaux auxquels elle était partie. De même, l'Arabie saoudite n'autoriserait pas la fabrication de matériels si cela allait à l'encontre des dispositions d'un accord régional ou international sur la protection de l'environnement auquel elle était partie. S'agissant des observations des membres du Groupe de travail sur les règlements d'application, le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que les règlements d'application étaient des règlements édictés par la Direction générale de l'investissement, au titre de l'article 17 de la Loi sur l'investissement étranger, en vue de mettre la loi en application. Il a précisé qu'il n'était pas prévu actuellement de préciser davantage le texte de ces règlements.

55. Les membres du Groupe de travail ont demandé également à connaître le contenu spécifique de la "liste négative". En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a donné les informations suivantes. La liste négative, qui a été publiée par décision du Conseil économique suprême au titre de l'article 3 de la Loi sur l'investissement étranger, ne ciblait pas de sociétés spécifiques, mais s'appliquait plutôt à un nombre limité de secteurs industriels et de services. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé que bon nombre des composantes de cette liste seraient supprimées dans le cadre de l'accession, en application des engagements figurant dans la Liste concernant les services. Il

a observé en outre qu'après l'accession l'Arabie saoudite supprimerait chaque année d'autres composantes de la liste négative (allant ainsi au-delà des engagements pris dans le cadre de l'OMC) pour libéraliser davantage son économie. Cette liste, qui inclut des exceptions importantes autorisant la fourniture de certains services d'impression et de publication ainsi que de services de télécommunication, est la suivante:

I. Secteurs industriels

- a) Prospection, forage et production pétrolière, à l'exception des services au secteur minier énumérés sous les codes 5115 et 883 de la classification industrielle internationale
- b) Fabrication de matériel, appareils et uniformes militaires
- c) Fabrication d'explosifs civils

II. Secteurs des services

- a) Services aux secteurs militaires
- b) Services de sécurité et d'enquête
- c) Services d'assurance (jusqu'à la publication de la nouvelle loi sur les assurances)
- d) Investissements immobiliers à La Mecque et à Médine
- e) Services d'information et de guide touristiques relatifs à Hajj et Umrah
- f) Services d'embauche et d'emploi, y compris les bureaux de recrutement locaux
- g) Courtage immobilier
- h) Publication et impression, à l'exception des activités suivantes:
 - Services de préimpression (CPC 88442)
 - Presses d'imprimerie (CPC 88442)
 - Dessin et calligraphie (CPC 87501)
 - Services photographiques (CPC 875)
 - Studios de radio et de télévision (CPC 96114)
 - Bureaux et correspondants des médias étrangers (CPC 962)
 - Promotion et publicité (CPC 871)
 - Services de relations publiques (CPC 86506)
 - Publication (CPC 88442)
 - Services de presse (CPC 88442)
 - Production, vente et location de logiciels informatiques (CPC 88)
 - Services de consultant et d'études sur les médias (CPC 853)
 - Dactylographie et copie

- i) Services de distribution, vente en gros et au détail, y compris les services de la médecine libérale et les pharmacies privées, bureaux de représentation, à l'exception des droits de franchisage énumérés sous le code CPC 8929 avec une participation étrangère ne dépassant pas (49 pour cent), et la délivrance d'une franchise par secteur
- j) Services audiovisuels et médias
- k) Services de télécommunication, à l'exception des activités suivantes:
 - Services télex (CPC 7523)
 - Services télégraphiques (CPC 7522)
 - Échanges de données électroniques (CPC 7523)
 - Services de télécopie à valeur ajoutée, y compris services de stockage, transmission et recherche (CPC 7523)
 - Services de microstations terriennes (VSAT) (CPC 75291)
 - Services de télécopie (CPC 7529 et 7521)
 - Services de systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles (GMPCS) (CPC 75299)
 - Fournisseurs de services Internet (CPC 75299)
 - Courrier électronique (CPC 7523)
 - Fourniture d'information en ligne et recherche de base de données (CPC 7523)
 - Fourniture d'information et services de recherche/traitement en ligne, y compris le traitement des transactions (CPC 843)
- l) Transport terrestre et aérien
- m) Services de transmission par satellite
- n) Services fournis par les sages-femmes, infirmières, physiothérapeutes et auxiliaires paramédicaux (CPC 93191)
- o) Pêcheries
- p) Banques du sang, centres antipoison et quarantaines.

56. Les membres du Groupe de travail ont demandé que l'Arabie saoudite précise les règles applicables en ce qui concerne l'emploi de ses nationaux. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que la Décision du Conseil des ministres n° 50 en date du 21.4.1415 (27 septembre 1994) et la Lettre du Bureau du Conseil des ministres n° 8/490 du 28.6.1414 (13 décembre 1993) énonçaient les prescriptions relatives à l'embauche et à l'emploi des Saoudiens. Il a souligné que ces règles étaient nécessaires pour accroître l'emploi des Saoudiens dans le Royaume. Ces règles sont les suivantes:

- i) Les sociétés de tous types devraient, quelle que soit leur activité, s'efforcer d'attirer et de retenir des nationaux.
- ii) Les sociétés qui emploient 20 personnes ou plus devraient accroître de 5 pour cent par an la proportion de nationaux employés. Le chiffre de 5 pour cent pouvait être

modifié selon l'existence d'une main-d'œuvre disponible, la nature et les conditions du travail et la disponibilité de candidats saoudiens aux postes concernés.

- iii) Les sociétés devraient, tout en s'efforçant d'atteindre cette moyenne, employer des nationaux à des postes divers.
- iv) Les sociétés ne devraient pas nommer de non-Saoudiens à des postes de chef du Département des ressources humaines, responsable de l'emploi, réceptionniste, commentateur, trésorier ou garde civil.
- v) Toute violation des alinéas i) à iv) pourrait entraîner, pour les contrevenants, des pénalités allant de la suspension de l'approbation de leurs demandes de main-d'œuvre à la privation de crédits ou au retrait de leur candidature aux appels d'offres ou marchés publics.

57. En outre, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'en vertu de la Décision n° 50 et de la Lettre du Conseil n° 8/490, le Ministère du travail et des affaires sociales avait créé un comité chargé de mettre en œuvre et de suivre l'application des dispositions susmentionnées. Le Comité, présidé par le Vice-Ministre ou une personne nommée par lui, comprenait des délégués du Ministère de l'intérieur et du Ministère du commerce et de l'industrie.

58. Le représentant de l'Arabie saoudite a observé que les restrictions à l'embauche et à l'emploi énumérées plus haut seraient modifiées, lors de l'accession à l'OMC, pour se conformer aux dispositions de l'engagement pris par l'Arabie saoudite dans le domaine des services.

CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES

59. Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que la Loi fondamentale, promulguée par le Décret royal n° A/90 daté du 27 Shaaban de l'an 1412 H (1^{er} mars 1992), définissait l'organisation des pouvoirs publics en Arabie saoudite. L'article 56 de la Loi fondamentale énonçait que le Roi présidait le Conseil des ministres et qu'il était aidé dans ses fonctions par les Ministres. La Loi fondamentale prévoyait également que la Loi sur le Conseil des ministres définissait les pouvoirs du Conseil en matière de politique intérieure et extérieure, l'organisation et la coordination des pouvoirs publics et les conditions que les Ministres devaient remplir, leurs pouvoirs et attributions et les conditions de leur responsabilité.

60. Le représentant de l'Arabie saoudite a rappelé que, conformément à l'article 17 de la Loi sur le Conseil consultatif, les résolutions adoptées par le Conseil consultatif étaient transmises au Président du Conseil des ministres, qui les soumettait à l'examen du Conseil des ministres. Quand les points de vue des deux conseils concordaient, les résolutions étaient promulguées une fois approuvées par le Roi. En cas de divergence d'opinions, le Roi approuvait ce qu'il jugeait approprié. L'article 70 de la

Loi fondamentale et l'article 20 de la Loi sur le Conseil des ministres prévoyaient que les lois, les traités et les concessions et accords internationaux étaient adoptés et modifiés par décret royal après avoir été examinés par le Conseil consultatif et le Conseil des ministres, respectivement. En général, aucune obligation ni aucun accord ne pouvait être paraphé sans l'approbation du Conseil des ministres. Pour conclure, le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que le Royaume d'Arabie saoudite ferait tout ce qu'il fallait, que ce soit par décret royal, décret du Conseil des ministres ou décret ministériel, pour mettre son régime commercial en conformité avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

61. En réponse à une question des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que, conformément à l'article 70 de la Loi fondamentale (Décret royal n° A/90 en date du 27.8.1412 H (1^{er} mars 1992), les décrets royaux étaient l'instrument juridique utilisé pour mettre en œuvre, dans le droit interne, les accords et traités internationaux. Conformément au processus d'élaboration des lois susmentionné, les accords et traités internationaux étaient d'abord transmis, pour approbation, au Conseil des ministres et au Conseil consultatif. Une fois l'approbation donnée par ces deux organes, l'Accord ou le traité concerné était transposé dans le droit interne par décret royal. Les accords et traités internationaux ne l'emportaient pas sur les autres dispositions du droit interne, pas plus que les autres dispositions du droit interne ne l'emportaient sur les accords et traités internationaux. Les conflits ou incompatibilités entre les accords ou traités internationaux et les autres dispositions du droit interne étaient résolus conformément aux mêmes règles d'interprétation qui étaient utilisées pour le droit interne.

62. En réponse à une question de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que la politique commerciale était mise en œuvre via la promulgation d'une nouvelle loi dans ce domaine (nizam). Dans le cadre du processus législatif, le projet de loi était préparé par l'organe gouvernemental compétent (le Ministère du commerce et de l'industrie, par exemple), puis soumis pour observations au Conseil des ministres et au Conseil consultatif. Les deux organes examinaient le projet de loi et acceptaient le texte présenté par l'organe gouvernemental, ou proposaient des modifications. Si le Conseil des ministres et le Conseil consultatif émettaient des opinions divergentes sur le projet de législation, ces divergences étaient communiquées au Roi qui résolvait la question en décidant quelle opinion devait l'emporter. Le texte final de la loi était alors promulgué dans le Journal officiel (*Umm Al-Qura*). Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué ensuite que c'est le ministère compétent pour l'objet de la législation qui avait l'initiative de la nouvelle loi. Le ministère soumettait le projet de loi au Conseil des ministres, qui procédait à un premier examen. Si le Conseil approuvait le projet, celui-ci était transmis au Bureau des experts. Le Bureau des experts l'examinait afin de s'assurer que ce projet atteignait le but visé et était conforme

aux normes juridiques et/ou techniques internationales. Si le Bureau approuvait le projet de loi, celui-ci était soumis au Conseil de la Shoura, c'est-à-dire au Conseil législatif consultatif d'Arabie saoudite. Le rôle de la Shoura dans ce processus était de veiller à la compatibilité du projet de loi avec les normes juridiques internationales et la politique de l'Arabie saoudite sur le plan intérieur et au niveau international. Le Conseil de la Shoura transmettait ensuite le texte au Conseil des ministres pour approbation finale. Enfin, le Conseil des ministres, ayant approuvé le projet de loi, le soumettait à l'accord du Roi. Une fois le décret royal promulguant la loi publié, la loi était renvoyée au ministère qui avait rédigé le projet. Le ministère serait responsable, dans le cadre de la loi et du décret royal, de tous les aspects de la mise en œuvre, y compris la promulgation des règlements requis pour l'application du texte dans le délai spécifié par la loi et le décret royal et, si nécessaire, l'élaboration de lois supplémentaires (soumises à l'approbation du Conseil des ministres).

63. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé encore que la loi spécifiait elle-même la date de son entrée en vigueur (en général une certaine date après la publication au Journal officiel). Elle spécifiait aussi l'organe gouvernemental ou les organes gouvernementaux chargés de rédiger et d'approuver les règlements d'application. L'objet des règlements d'application était d'arrêter la procédure et des détails administratifs nécessaires pour mettre en œuvre la nouvelle loi. Ils étaient rédigés par l'organe gouvernemental compétent et publiés au Journal officiel. Le processus législatif avait notamment pour fonction d'identifier les risques de conflit et d'incohérence entre la nouvelle législation proposée et les autres lois applicables. En conséquence, lorsque la nouvelle législation était finalement promulguée, ces questions étaient en général couvertes. Les lois antérieures qui entraient à l'évidence en conflit avec la nouvelle législation étaient abrogées. Les lois et règlements d'application nécessitaient parfois un complément d'interprétation. Celui-ci prenait la forme de décisions ou directives ministérielles et se limitait en général aux questions non juridiques. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que le processus de préparation des lois et règlements qui avaient trait à la mise en œuvre de la politique commerciale était le même que celui qui s'appliquait à la mise en œuvre des politiques purement intérieures.

64. Le représentant de l'Arabie saoudite a décrit le rôle et les fonctions des conseils et autorités de rang ministériel suivants:

- i) Le Conseil économique suprême (CES) a été créé en août 1999 pour évaluer les politiques conduites dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et du travail afin d'en mesurer l'efficacité. Il supervise aussi le processus de restructuration économique et de privatisation destiné à ouvrir le marché saoudien et à attirer l'investissement.

- ii) La Direction générale de l'investissement en Arabie saoudite (SAGIA) a été créée pour encourager davantage l'investissement étranger et servir la communauté internationale en faisant office de guichet unique pour l'investissement.
- iii) La Commission suprême du tourisme a été créée pour promouvoir ce secteur.
- iv) La Direction de l'alimentation et des médicaments a été créée pour protéger le consommateur en assurant l'accès, dans des conditions de sécurité, aux denrées alimentaires, produits pharmaceutiques et équipements médicaux.

65. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé le rôle et les fonctions des différents ministères et organes gouvernementaux concernés par les questions relevant de l'OMC:

- i) Le Ministère du commerce et de l'industrie est le principal organe gouvernemental concerné par la formulation et la conduite de la politique commerciale, ainsi que par le développement, le soutien et l'encouragement des activités commerciales dans le Royaume. Il met en œuvre les lois et règlements afférents au commerce, et en particulier la Loi sur les sociétés, la Loi sur l'enregistrement commercial et la Loi sur les agences commerciales. Il formule aussi les politiques et procédures de développement et de promotion des secteurs de production. Il est responsable, à travers l'Agence saoudienne de normalisation (SASO), des normes et réglementations techniques et de l'adéquation des biens importés ou produits localement à celles-ci. Le Ministère est également responsable de l'application de la Loi sur les marques de fabrique et de commerce.
- ii) Le Ministère des finances est chargé de la formulation et de la conduite des politiques financière et budgétaire, ainsi que des questions économiques internationales. Il est aussi le Ministère de tutelle de la Direction des douanes, qui est responsable de la mise en œuvre de la législation douanière et du tarif douanier de l'Arabie saoudite.
- iii) Le Ministère du pétrole et des ressources minérales formule et met en œuvre la politique pétrolière du Royaume et supervise les concessions pétrolières et minières.
- iv) Le Ministère de l'agriculture est le principal organe gouvernemental chargé du développement et de l'encouragement du secteur agricole en Arabie saoudite. Il formule et met en œuvre la politique agricole, et il est responsable des questions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires.
- v) Le Ministère de la santé supervise ce secteur ainsi que les questions liées à l'importation et à la vente des médicaments et fournitures médicales.
- vi) Le Ministère de l'information et de la culture est responsable de la mise en œuvre de la Loi sur le droit d'auteur et des questions qui s'y rapportent.
- vii) L'Agence saoudienne de normalisation établit et approuve les normes nationales applicables aux biens importés et aux biens produits localement. Elle se charge aussi de l'échantillonnage, de l'inspection et de la vérification des produits afin d'assurer leur conformité avec les normes.
- viii) L'Agence monétaire saoudienne (SAMA) fait office de Banque centrale de l'Arabie saoudite. Elle est responsable de la politique monétaire, de la politique de change et du contrôle des banques.

66. Les membres du Groupe de travail se sont interrogés sur le rôle de la Chambre de commerce en Arabie saoudite. En réponse à ces préoccupations, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que chacun des principaux centres commerciaux d'Arabie saoudite disposait de sa propre Chambre de commerce. Chaque Chambre locale est une association privée à laquelle appartiennent les entreprises locales (commerçants, professions libérales et industriels). Le fonctionnement de ces Chambres est assuré par les cotisations annuelles des membres, lesquelles varient selon la taille des entreprises. Les plus grosses sociétés versent donc des cotisations plus élevées que les sociétés de moindre importance. L'inscription à la Chambre locale est obligatoire, car chaque entreprise (à l'exception de celles de très petite taille) est tenue de prouver son appartenance à la Chambre de commerce pour être inscrite au registre du commerce. Chaque Chambre est dirigée par un Conseil d'administration composé très largement de membres élus. Les activités des Chambres sont supervisées en partie par le Ministère du commerce, qui est aussi habilité à nommer des représentants à leur conseil d'administration.

67. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que les lois, décrets et mesures d'application ci-après constituent pour l'essentiel le fondement juridique du régime de commerce de l'Arabie saoudite:

- i) Loi douanière et ses règlements d'application;
- ii) **Loi** sur les sociétés professionnelles et ses règlements d'application;
- iii) Loi sur le registre du commerce et ses règlements d'application;
- iv) Loi sur les agences commerciales et ses règlements d'application;
- v) Loi sur les noms commerciaux et ses règlements d'application;
- vi) Loi sur les instruments négociables;
- vii) Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et ses règlements d'application;
- viii) Loi sur les concordats avec les créanciers;
- ix) Loi sur la lutte contre la fraude commerciale et ses règlements d'application;
- x) Loi sur des déclarations commerciales;
- xi) guide des licences d'importation;
- xii) procédures des licences d'importation;
- xiii) Loi sur les brevets d'inventions et ses règlements d'application;
- xiv) Loi sur le régime douanier commun du CCG et ses règlements d'application.

Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'une liste complète des principales lois et réglementations formant la base du régime commercial saoudien figure au paragraphe 3 de la section Documentation ci-dessus.

68. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son pays prévoyait toute une série de procédures judiciaires, arbitrales et administratives en matière commerciale. Une partie lésée pouvait faire appel en dernier ressort de toute décision administrative relative à une question commerciale devant un organe judiciaire - le Comité d'examen des réclamations. La première voie de recours

consistait à former un appel auprès des organes administratifs. Par exemple, pour les questions relevant de la compétence de la Direction générale des douanes, comme la classification et l'évaluation, il existait un système administratif permettant de faire appel des décisions. Les différends au titre de l'article VII concernant l'évaluation en douane des marchandises relevaient de la commission permanente du Département des douanes. Des dispositifs similaires de règlement des différends avaient été mis en place, par exemple en ce qui concerne les mesures sanitaires et phytosanitaires, les licences, les normes et les droits de propriété intellectuelle. Les ministères ou organismes concernés avaient constitué des commissions internes permanentes composées de hauts fonctionnaires, pour réviser les décisions administratives initiales. Toutes les décisions rendues par ces "commissions permanentes" étaient susceptibles de recours devant le responsable du ministère ou de l'organisme compétent.

69. Le représentant de l'Arabie saoudite a également indiqué que, si une décision litigieuse était confirmée par le responsable du ministère ou de l'organisme compétent, un recours pouvait être formé devant le Comité d'examen des réclamations, en vertu de l'article 8 a) de la Loi sur le Comité d'examen des réclamations du 17.1.1402 H (14 novembre 1981). Ce comité était un tribunal indépendant devant lequel il pouvait être fait appel de toute décision administrative gouvernementale conformément à l'obligation, énoncée à l'article X:3 du GATT de 1994, de conférer un droit de recours contre des décisions administratives devant un tribunal indépendant. Le Comité avait compétence, entre autres, pour connaître des appels contre les décisions administratives de ministères ou de fonctionnaires de l'État, et sa décision était exécutoire pour l'organisme gouvernemental visé. Le Comité se composait d'un président, de vice-présidents et de membres. Le Président était nommé par le Roi. Les vice-présidents et les membres étaient nommés par décret royal sur recommandation du Président. Le délai dont le Comité disposait pour statuer sur les appels dépendait de sa charge de travail et de la nature des appels. Bien qu'aucun calendrier n'ait été fixé, le Conseil était tenu de fournir à toutes les parties aux procédures d'appel un jugement judiciaire précisant les motifs de sa décision. Le délai requis dépendait de la complexité de l'affaire et d'autres facteurs similaires. L'article 47 de la Loi sur le Comité d'examen des réclamations prévoyait la publication des décisions judiciaires.

70. Le représentant de l'Arabie saoudite a noté en outre que les décisions du Comité pouvaient être contestées devant la Cour d'appel (Commission de recours) du Comité d'examen des réclamations, qui pouvait soit confirmer soit infirmer la décision en question. Dans tous les cas, les décisions de la Commission de recours étaient définitives et exécutoires.

71. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'à compter de la date d'accession les lois de l'Arabie saoudite prévoiraient le droit de faire appel, devant des juridictions indépendantes, des décisions administratives portant sur des questions visées par les dispositions de l'OMC, conformément aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, y compris - mais non exclusivement - celles qui découlaient de l'article X:3 b) du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

72. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que l'article 70 de la Loi fondamentale prévoyait que les accords internationaux prenaient effet comme s'il s'agissait de lois nationales, après leur ratification par décret royal et leur adoption par le Conseil consultatif et le Conseil des ministres. En règle générale, si des lois ou d'autres textes normatifs étaient en conflit avec des traités ou accords internationaux, l'Arabie saoudite les mettrait en conformité avec ces traités ou accords. Il a observé, cependant, que ce principe ne s'appliquait pas aux règles et principes religieux fondamentaux, tels que l'interdiction de consommer de l'alcool et du porc. Pour mettre ses lois et ses règlements en conformité avec les Accords de l'OMC, l'Arabie saoudite avait déjà promulgué ou promulguerait de nouvelles lois ou des modifications des lois existantes en tenant compte des dispositions de fond des Accords de l'OMC concernant en particulier les ADPIC, l'évaluation en douane, les mesures SPS, les OTC et les licences d'importation, y compris les dispositions relatives à la transparence.

73. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que le Royaume avait adhéré à la Convention de Vienne sur le droit des traités (1969) par la Décision n° 165 du 24.6.1423 H (1^{er} septembre 2002) du Conseil des ministres.

74. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le Ministère du commerce et de l'industrie continuerait à superviser et à coordonner, au sein du gouvernement saoudien, les questions relatives à l'OMC, y compris les questions de mise en œuvre et d'interprétation.

75. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que seul le gouvernement central était compétent pour les questions couvertes par les Accords de l'OMC, et que son autorité prévalait sur celle des échelons inférieurs. Il a observé que ces derniers ne disposaient, en Arabie saoudite, que de compétences relativement limitées comparées à la situation observée dans de nombreux pays. Par exemple, même pour des questions d'ordre typiquement local telles que les projets de construction d'intérêt local ou le traitement des eaux usées et des déchets, le rôle des collectivités décentralisées, quand il existait, était limité et s'exerçait dans le cadre de contraintes étroites fixées par le gouvernement central.

76. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que les dispositions de l'Accord sur l'OMC, y compris le Protocole de l'Arabie saoudite, seraient appliquées par le gouvernement central de façon uniforme sur tout le territoire douanier de l'Arabie saoudite et dans les autres territoires sous contrôle saoudien, y compris les régions engagées dans le commerce ou le trafic frontalier, les zones économiques spéciales et les autres régions où des régimes spéciaux s'appliquaient aux droits de douane, taxes et réglementations. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Droit de pratiquer le commerce (droit d'importer et d'exporter)

77. Le représentant de l'Arabie saoudite a observé, s'agissant des droits commerciaux (le droit d'importer et d'exporter), que les membres du Groupe de travail avaient demandé des explications au sujet: i) des prescriptions en matière d'approbation; ii) des motifs de refus de celle-ci; et iii) du caractère automatique ou non de l'octroi d'une licence en cas de satisfaction du point i). Pour clarifier le débat, il a déclaré en premier lieu que les entreprises saoudiennes et les sociétés étrangères disposant de succursales ou de bureaux en Arabie saoudite devaient demander à être inscrites au registre du commerce dans le cadre de la Loi sur l'enregistrement commercial susmentionnée. Il s'agissait là d'une prescription générale applicable à toutes les sociétés (à l'exception des plus petites), qu'elles soient engagées dans les importations ou dans les exportations. L'enregistrement commercial était dans une large mesure une formalité reposant sur le dépôt d'une demande d'application, le paiement d'un droit et la soumission de la documentation requise au Ministère du commerce.

78. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'il n'était pas obligatoire d'être enregistré auprès du Ministère du commerce et de l'industrie pour importer des marchandises, mais qu'il fallait être inscrit au registre du commerce pour pouvoir exercer une activité industrielle ou commerciale, y compris pour le commerce de détail. Pour obtenir l'enregistrement commercial en vue d'exercer une activité en Arabie saoudite, une entreprise étrangère devait d'abord demander une licence d'investissement à la Direction générale de l'investissement en Arabie saoudite ("la SAGIA"). Après avoir obtenu cette licence, elle devait demander au Ministère du commerce et de l'industrie son inscription au registre du commerce. Les règles et procédures d'inscription au registre du commerce étaient énoncées dans la Loi sur l'enregistrement commercial publiée en vertu du Décret royal M/1 en date du 21.02.1416 H (19 juillet 1995) et dans la Loi sur les noms commerciaux, publiée en vertu du Décret royal M/15 en date du 21.08.1420 H (20 novembre 1999), ainsi que dans les règlements promulgués en application de ces lois. Pour l'inscription au registre du commerce, les formulaires à remplir variaient en fonction de la nature de l'entité devant être enregistrée. La procédure d'inscription au registre du commerce prévoyait en outre le versement d'un droit d'inscription (d'une

durée de validité de cinq ans), dont le montant était de 1 000 riyals saoudiens pour les établissements commerciaux, de 4 000 riyals saoudiens pour les sociétés en nom collectif, de 6 000 riyals saoudiens pour les sociétés à responsabilité limitée, et de 8 000 riyals saoudiens pour les sociétés par actions. Dans le cas des sociétés à responsabilité limitée, un projet de statuts devait être présenté au Ministère du commerce et de l'industrie pour examen. Les formulaires dûment remplis devaient ensuite être vérifiés et authentifiés par un notaire. Une fois signés et légalisés, ces documents étaient publiés au Journal officiel (*Umm Al-Qura*). Dans le cas des sociétés à responsabilité limitée, les statuts imprimés devaient être signés formellement devant un notaire, après quoi ils étaient soumis au Ministère du commerce et de l'industrie et l'inscription au registre du commerce était établie.

79. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué en outre que "l'enregistrement commercial" était une procédure distincte, différente de l'enregistrement en tant qu'"agent commercial". L'enregistrement en tant qu'agent commercial n'était pas nécessaire pour importer ou exporter. Toute société saoudienne ou étrangère inscrite pour effectuer des importations pouvait importer des marchandises sans avoir besoin d'autre permission ou autorisation, sauf pour les produits pour lesquels une licence d'importation était exigée, ou qui étaient soumis à d'autres formes de restriction ou d'interdiction. Une entreprise qui souhaitait avoir légalement le droit d'importer des marchandises devait inscrire formellement l'activité d'importation dans l'article de ses statuts relatif à son "domaine d'activité".

80. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que le Ministère du commerce ne pouvait pas refuser de façon discrétionnaire l'enregistrement commercial d'une entreprise légitime si le formulaire de demande avait été correctement rempli et était accompagné du versement du droit d'inscription et des documents requis. Étaient considérées comme légitimes les entreprises dont les activités prévues n'allaient pas à l'encontre des lois et règlements saoudiens (qui interdisent, par exemple, la production et la distribution de viande de porc et de produits dérivés).

81. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que l'enregistrement commercial fixait le domaine d'activité de l'entreprise inscrite. Une société désireuse de s'engager dans des activités non couvertes par son enregistrement commercial pouvait modifier ses statuts pour inclure les nouvelles activités et demander au Ministère du commerce que son enregistrement commercial soit modifié de manière à autoriser ces nouvelles activités.

82. En réponse à une question d'un membre du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que la législation saoudienne autorisait un large éventail d'entités économiques, qui étaient toutes soumises à la Loi sur l'enregistrement commercial. Ces entités comprenaient notamment les sociétés unipersonnelles (forme d'entreprise la plus répandue), les sociétés en nom

collectif ou en commandite simple, les coentreprises, les sociétés par actions, les sociétés en commandite par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés professionnelles.

83. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé le Groupe de travail que l'enregistrement commercial était une procédure distincte de l'enregistrement en tant qu'"agent commercial". En Arabie saoudite, "l'agence commerciale" désignait une activité économique par laquelle une personne physique ou morale agissait en qualité d'agent ou de distributeur d'un producteur, en général étranger. La législation régissant l'enregistrement des agents commerciaux était énoncée dans le cadre de la Loi sur les agences commerciales (Décret royal n° M/11 en date du 20.2.1382 H) et de ses règlements d'application (Résolution ministérielle n° 1897 en date du 24.5.1401 H). Il a précisé que seuls des Saoudiens ou des personnes morales saoudiennes pouvaient être enregistrés comme agents commerciaux. Le capital de la société concernée devait être détenu en totalité par des Saoudiens et ses administrateurs, directeurs et détenteurs du pouvoir de signature devaient être de nationalité saoudienne. Cette restriction, a-t-il expliqué, était nécessaire pour protéger les intérêts des consommateurs. Ainsi, l'agent ou le distributeur saoudien était responsable, pendant la durée de vie de l'agence commerciale et un an encore après celle-ci, de la fourniture à tout moment et à des prix raisonnables, des pièces détachées demandées d'ordinaire par les consommateurs. L'agent ou le distributeur saoudien devait en outre assurer la maintenance des produits dans des conditions de coût acceptables et garantir la qualité de fabrication de ces produits.

84. Outre la condition de nationalité saoudienne, l'approbation d'un agent commercial au titre des mesures susmentionnées était assujettie à la présentation i) d'un certificat d'enregistrement commercial faisant de l'agence commerciale l'une des activités économiques du demandeur; et ii) d'un certificat de la Chambre de commerce confirmant que le demandeur avait acquitté sa cotisation; et à la soumission c) d'une demande d'inscription accompagnée des documents requis au Ministère du commerce et de l'industrie, et notamment d'une copie et d'une traduction arabe certifiée du contrat instituant l'agence commerciale ou l'agence de distribution dans des conditions conformes à celles prévues par la loi. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que le Ministère du commerce et de l'industrie ne pouvait pas refuser de façon discrétionnaire l'enregistrement d'une entité en tant qu'agent commercial si les prescriptions requises plus haut étaient satisfaites et le droit d'inscription versé.

85. Le représentant de l'Arabie saoudite a observé que la Loi sur les agences commerciales n'obligeait pas le fabricant/fournisseur étranger à nommer un agent ou un distributeur en Arabie saoudite. Toute société saoudienne ou étrangère inscrite pour effectuer des importations pouvait

importer des marchandises sans avoir besoin d'autre permission ou autorisation, sauf pour les produits pour lesquels une licence d'importation était exigée.

86. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué, en substance, que l'enregistrement commercial différait de l'enregistrement en tant qu'agent commercial dans la mesure où l'enregistrement commercial était indispensable pour conduire une activité économique significative en Arabie saoudite, alors que l'agence commerciale constituait un type d'activité économique donné.

87. En réponse à une question, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que les sociétés étrangères inscrites au registre du commerce en Arabie saoudite pouvaient importer directement des marchandises, pour leur propre usage ou en tant qu'intrants, sans passer par un agent commercial.

88. En réponse à une question spécifique, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'il n'existait pas de prescription spéciale ou unique de "licence d'activité" pour les personnes ou entreprises étrangères ou nationales engagées dans l'importation ou l'exportation de biens. Il a confirmé que les personnes et les entreprises n'étaient pas limitées dans leur capacité d'importer ou d'exporter, si ce n'est dans les conditions indiquées dans la description de leur cadre d'activité ou dans leur enregistrement, et qu'ils pouvaient modifier aisément leur enregistrement pour faciliter leur activité commerciale. Il a confirmé par ailleurs qu'aucune restriction, telle que des prescriptions en matière de capital ou de nationalité, n'était imposée aux entreprises désireuses de s'engager dans le commerce international, et que les critères d'enregistrement étaient publiés au Journal officiel et s'appliquaient en général à tous.

89. En réponse à des questions spécifiques, le représentant de l'Arabie saoudite a reconnu qu'une distinction était faite, à l'OMC, entre le droit d'importer et d'exporter dans le cadre du GATT et le droit, dans le cadre de l'AGCS, de fournir des services tels que la distribution ou le transport des biens importés. L'Arabie saoudite ferait en sorte, en mettant en œuvre ses obligations au titre du GATT de 1994, que ses lois, règlements et prescriptions permettent aux sociétés étrangères d'être enregistrées spécifiquement pour s'engager dans une activité d'importation sans se voir imposer de limites en matière de capital social ou être tenues d'investir en Arabie saoudite. La distribution commerciale des importations en Arabie saoudite, aussi bien que des biens produits localement, resterait soumise aux prescriptions concernant l'enregistrement commercial en vigueur actuellement dans le cadre des lois pertinentes et des engagements du Royaume au titre de l'AGCS. D'autre part, l'Arabie saoudite conservait le droit d'imposer aux importateurs non enregistrés pour s'engager dans la distribution commerciale de fournir, dans leurs documents de douane, des informations sur ce qu'il adviendrait des biens après leur entrée en Arabie saoudite.

90. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que les prescriptions relatives au droit de commercer ne seraient pas en contradiction avec les articles III, VIII et XI du GATT de 1994. Il a confirmé qu'il n'y aurait pas de restrictions au droit des personnes physiques et des entreprises étrangères et nationales d'importer et d'exporter des biens à destination ou en provenance d'Arabie saoudite, à l'exception de celles contenues dans les Accords de l'OMC. L'Arabie saoudite a souligné que les entreprises et les personnes physiques étrangères devaient respecter toutes les prescriptions applicables à l'importation et à l'exportation qui étaient compatibles avec les règles de l'OMC, comme celles qui concernaient les licences d'importation, les obstacles techniques au commerce et les mesures SPS. Toutefois, les entreprises et les personnes physiques étrangères n'auraient pas le droit d'assurer la distribution de marchandises dans le pays. La fourniture de services de distribution se ferait conformément à la Liste d'engagements spécifiques de l'Arabie saoudite concernant les services. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que les personnes physiques et les entreprises n'étaient soumises à aucune restriction dans leur domaine d'activité déclaré, et que les critères d'enregistrement des entreprises en Arabie saoudite étaient d'application générale et étaient publiés au Journal officiel.

91. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'à compter de la date de son accession l'Arabie saoudite ferait en sorte que ses lois et réglementations relatives au droit de faire le commerce des marchandises ainsi que toutes les redevances, impositions ou taxes y afférentes soient pleinement conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC, notamment celles qui étaient énoncées aux articles VIII:1 a), XI:1 et III:2 et 4 du GATT de 1994, et qu'elle appliquerait ces lois et réglementations d'une manière pleinement conforme à ces obligations. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS

- Régime d'importation

92. En réponse à une question spécifique, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que la décision du Conseil des ministres n° 5 en date du 13 juin 1995 avait mis fin aux boycotts secondaires et tertiaires.

- Tarif douanier

93. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé les membres du Groupe de travail que, conformément à l'article 20 de la Loi fondamentale, le Conseil des ministres était l'autorité compétente pour établir ou modifier le tarif douanier et pour appliquer d'éventuelles surtaxes.

L'imposition, la modification ou l'abrogation de droits de douane implique la publication d'un décret du Conseil des ministres qui doit être avalisé par décret royal.

94. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son pays avait utilisé le SH2002 pour classer les marchandises dans son régime douanier, qui comportait 7 177 lignes tarifaires à huit chiffres. Les six premiers chiffres correspondaient au SH, les deux derniers étaient spécifiques à l'Arabie saoudite.

95. Le représentant de l'Arabie saoudite a rappelé que les taux des droits de douane de l'Arabie saoudite diminuaient. Lorsque le pays avait présenté sa demande d'accession en 1993, environ 75 pour cent de ses lignes tarifaires étaient soumises à des droits de 12 pour cent, et environ 6 pour cent de ses lignes à des droits de 20 pour cent ou 50 pour cent. Depuis le 1^{er} janvier 2003, l'Arabie saoudite appliquait le tarif extérieur commun du CCG dans le cadre de l'union douanière du CCG. Pour plus de 85 pour cent des lignes tarifaires, les droits appliqués étaient de 5 pour cent ou zéro pour cent. Sur les 14 pour cent (environ) de lignes tarifaires restantes, 7 pour cent affichaient des droits de 12 pour cent, et 6 pour cent affichaient des droits de 20 pour cent; 20 lignes tarifaires (le tabac et les produits dérivés, par exemple) faisaient l'objet de droits de 100 pour cent. Les importations correspondant aux 70 lignes restantes (alcool et porc) étaient interdites pour des motifs d'ordre religieux. En réponse à une question d'un membre du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a précisé que les droits étaient appliqués sur une base c.a.f.

96. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son gouvernement, prenant en compte ses propres besoins et les intérêts des membres du Groupe de travail, avait offert des consolidations importantes de ses droits de douane portant sur presque toutes les lignes tarifaires. Les seules exceptions étaient les lignes tarifaires concernant le porc et l'alcool, dont la production, la consommation, l'importation et la vente étaient interdites en Arabie saoudite pour des motifs religieux.

97. [Une fois que les négociations bilatérales avec les Membres de l'OMC seront achevées, la Liste de concessions et d'engagements de l'Arabie saoudite concernant les marchandises sera reproduite dans la Partie I de l'Annexe du Protocole d'accession.]

Contingents tarifaires et exonérations de droits

98. En réponse aux questions soulevées par les membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que son pays n'appliquait pas de contingents tarifaires et n'avait pas

l'intention d'y recourir à l'avenir, si ce n'est dans les conditions permises en vertu de l'article XIX du GATT et de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

99. Le représentant de l'Arabie saoudite a rappelé que les articles 98 à 105 de la section VIII de la Loi sur le régime douanier commun des États du CCG adoptée les 27 et 29 novembre 1999 (et mise en œuvre depuis 2002) prévoyaient les exonérations de droits suivantes:

- i) importations par les missions diplomatiques et les diplomates;
- ii) importations d'armes, de munitions et d'équipements ou autres matériels militaires par les forces armées et par les forces de sécurité intérieure;
- iii) importations par les sociétés philanthropiques;
- iv) biens exportés ou réexportés d'Arabie saoudite puis réacheminés vers le pays (marchandises retournées);
- v) effets personnels et articles ménagers importés en tant que bagages de passagers.

Autres droits et impositions

100. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que le pays appliquait d'"autres droits et impositions" au sens de l'article II:1 b) du GATT de 1994 à 22 lignes tarifaires correspondant au SH n° 2401, 2402 et 2403, qui avaient été indiqués dans l'offre révisée de l'Arabie saoudite de juin 1999. Il a confirmé que les autres droits et charges sur ces 22 lignes tarifaires seraient consolidés aux taux mentionnés dans l'offre de juin 1999.

101. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé en outre que son pays n'inscrirait pas d'autres droits et impositions dans sa Liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises, conformément à l'article II:1 b) du GATT de 1994, pour les autres lignes tarifaires, à l'exception des 22 lignes tarifaires du chapitre 24 du SH, et consoliderait à zéro ces autres droits et impositions. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Redevances et impositions perçues à l'importation (pour services rendus)

102. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que le pays n'imposait ni ne percevait de droits et impositions pour le dédouanement, les opérations douanières, l'inspection en douane et la délivrance de licences d'importation ou d'exportation. Il a précisé que seule était perçue une faible redevance de 20 riyals saoudiens correspondant au coût du formulaire de déclaration en douane et à l'utilisation des ordinateurs des services douaniers pour remplir ces déclarations. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que les redevances perçues pour le chargement, le déchargement et la

manutention des importations et exportations étaient imposées par des opérateurs privés. Elles n'étaient pas imposées par l'État.

103. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que, si des marchandises entreposées en douane n'avaient pas été récupérées à l'expiration d'un délai de 13 jours à compter de la date de déchargement, une taxe de stockage était perçue aux taux nominaux suivants:

- i) 10 riyals saoudiens par tonne et par jour pour le 1^{er} mois de retard (après 13 jours);
- ii) 20 riyals saoudiens par tonne et par jour pour le deuxième mois;
- iii) 40 riyals saoudiens par tonne et par jour pour les mois suivants.

Toutefois, aucune imposition n'était perçue si le retard n'était pas causé par l'importateur, c'est-à-dire si le dédouanement était retardé à cause:

- i) des services douaniers;
- ii) d'une catastrophe naturelle;
- iii) d'un jour férié.

104. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a observé que les redevances décrites à la section consacrée aux autres formalités douanières reflétaient aussi le coût des services rendus et que, conformément à l'article VIII:3 du GATT de 1994, l'Arabie saoudite n'imposerait pas de pénalités sévères pour de légères infractions.

105. Les Membres se sont interrogés sur les redevances imposées par l'Arabie saoudite pour l'authentification des documents par les notaires ou les consulats. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que l'authentification des certificats d'origine et des factures par les consulats saoudiens ou par les Chambres de commerce était une prescription générale imposée en vertu de l'Ordonnance du Conseil des ministres n° 5 en date du 3.01.1406 H (18 septembre 1985). Il a observé que la prescription s'appliquait à divers types de documents, et non pas aux seuls documents commerciaux. Le Ministère des affaires étrangères percevait, pour l'intervention des consulats, une redevance nominale de 8 dollars EU par document. Cette pratique était nécessaire, selon le représentant de l'Arabie saoudite, pour lutter contre la fraude commerciale et s'assurer que des produits interdits pour des raisons sanitaires n'étaient pas exportés vers l'Arabie saoudite.

106. Un membre du Groupe de travail a demandé au représentant de l'Arabie saoudite d'expliquer les prescriptions qui s'appliquaient aux importations de marchandises non unitarisées telles que le riz, et en particulier le droit de port appliqué à de telles cargaisons. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que ce droit était appliqué pour compenser les coûts de main-d'œuvre liés au déchargement des conteneurs pour les besoins de l'inspection des douanes. Le Membre a demandé

ensuite si ces inspections étaient bien nécessaires, puisqu'il existait des méthodes d'inspection plus modernes, et il a invité l'Arabie saoudite à réexaminer ces prescriptions. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son pays réexaminerait son système d'inspection dans le cadre du processus de modernisation en cours.

107. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que tous les droits et impositions appliqués aux importations pour compenser les services rendus seraient en conformité avec l'article VIII du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Systèmes de licences d'importation

108. En plus des renseignements donnés dans l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, le représentant de l'Arabie saoudite a fourni une description détaillée des procédures de délivrance des licences d'importation appliquées en Arabie saoudite (document WT/ACC/SAU/30), accompagnée de la justification des mesures prises (document WT/ACC/SAU/29/Add.3). Il a aussi fait observer que d'autres renseignements pouvaient être obtenus auprès de la direction ou de la division concernée du ministère compétent ou de son centre d'information. Des renseignements supplémentaires pouvaient aussi être demandés à la Chambre du commerce et de l'industrie. Le représentant de l'Arabie saoudite a également fait observer que toute personne physique ou morale inscrite au registre du commerce (en vue d'exercer une activité commerciale) pouvait demander une licence d'importation.

109. Des membres du Groupe de travail ont demandé quelle proportion des importations saoudiennes était soumise à un régime de licences. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'il n'y avait pas de statistiques permettant de répondre à cette question.

110. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que, outre le Ministère de l'agriculture, les organismes et ministères suivants étaient chargés d'approuver les licences d'importation: Ministère du commerce et de l'industrie, Ministère de la santé, Ministère de l'information et de la culture, Ministère de l'intérieur, Ministère du pétrole et des ressources naturelles, Ministère de l'éducation (Département des musées et de l'archéologie), Ministère des télécommunications et techniques de l'information, Commission nationale pour la conservation et la mise en valeur de la faune sauvage (NCWCD) et Société équestre. Il a aussi confirmé qu'il n'était pas obligatoire d'être enregistré auprès du Ministère du commerce et de l'industrie pour importer des marchandises, mais qu'il fallait être inscrit au registre du commerce pour exercer une activité industrielle, commerciale ou professionnelle, y compris pour le commerce de détail. Toute société saoudienne ou étrangère inscrite au registre du commerce en

vue d'effectuer des importations pouvait importer des marchandises sans avoir besoin d'autre permission ou autorisation, sauf pour les produits pour lesquels une licence d'importation était exigée.

111. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la Société équestre accordait une licence pour l'importation de chevaux autres qu'arabes, après avis favorable du Département du contrôle vétérinaire et phytosanitaire du Ministère de l'agriculture et de l'eau, dans les 30 jours suivant la réception d'une demande en bonne et due forme. À cet égard, des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur les délais de délivrance des autres licences d'importation. Ils ont fait remarquer, en particulier, que l'article 3:5 f) de l'Accord sur les procédures de licences d'importation disposait que les licences d'importation devaient normalement être délivrées dans les 30 jours suivant la réception des demandes en bonne et due forme. Ces membres ont noté que la délivrance de licences d'importation prenait plus de 30 jours pour certaines catégories de produits, en particulier pour les appareils de radiocommunication (un à deux mois) et pour les équipements de réseaux (six à 12 mois). Ils ont signalé que l'importation de ces produits devait aussi être approuvée par le Département chargé des fréquences du Ministère des postes, télégraphes et téléphones. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que le Département chargé des fréquences examinait en général les demandes en une semaine. Si le produit était conforme aux spécifications relatives à la fréquence et aux spécifications techniques, la Commission des licences se prononçait d'ordinaire sur l'octroi d'une licence d'importation dans un délai de 30 jours.

112. En réponse à d'autres questions d'un membre du Groupe de travail concernant les licences d'importation pour les équipements de télécommunication, le représentant de l'Arabie saoudite a donné les informations suivantes:

- i) Conformément à l'article 39 de la Loi sur les télécommunications et à l'article 3 des règles et procédures applicables devant le Comité d'examen des réclamations, la procédure d'appel ouverte aux demandeurs de licence était de 90 jours à compter du jour où l'appel avait été déposé auprès du Ministre des télécommunications et des technologies de l'information. L'appel devait être déposé dans les 60 jours suivant la notification à l'intéressé du rejet de sa demande. Si les 90 jours expiraient sans qu'une réponse soit donnée, l'appel serait rejeté.

Le Comité d'examen des réclamations pouvait être saisi d'une demande d'invalidation de la décision ministérielle dans les 60 jours suivant la notification du rejet au demandeur ou l'expiration du délai de 90 jours sans qu'une réponse soit parvenue. Le temps laissé au Comité d'examen des réclamations pour prendre sa décision dépendait de la nature de chaque affaire.

- ii) Les normes de l'UIT sont génériques et couvrent un large éventail de spécifications. Les normes saoudiennes sont conformes à celles de l'UIT et couvrent les besoins locaux.

- iii) Si une fréquence allouée n'est pas utilisée dans un délai de deux mois, elle sera récupérée. Cependant, si elle est utilisée dans ce délai, la licence de communication et la fréquence radio seront prolongées de 12 mois.

113. Les membres du Groupe de travail ont demandé aussi à l'Arabie saoudite de préciser les fondements et les détails du régime de licences d'importation de la Société équestre. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que ce régime était nécessaire pour des raisons liées à une politique très importante pour le Royaume. Il autorisait en effet les autorités à suivre de près l'importation de chevaux non arabes afin de préserver le cheptel des pur-sang arabes en Arabie saoudite. Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que seul un suivi étroit des importations de chevaux vivants pouvait offrir cette garantie.

114. En réponse aux demandes d'informations concernant les redevances à acquitter pour obtenir une licence d'importation, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'obtention d'une licence d'importation n'était pas assujettie au paiement d'une redevance; les ministères saoudiens, et en particulier ceux de l'agriculture, de la santé et du commerce et de l'industrie, ne percevaient pas de redevance dans le cadre des procédures de licences d'importation, notamment pour les demandes. Les sociétés et les personnes physiques qui voulaient importer des marchandises pour les exposer dans une foire commerciale obtenaient des licences qui leur permettaient d'importer tous les échantillons nécessaires, à condition de ne pas les mettre en vente directement.

115. Des membres du Groupe de travail ont demandé quels étaient exactement les lois et règlements régissant les délais de délivrance des licences d'importation. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'il n'existait pas de loi ou d'arrêté administratif relatif à la délivrance des licences d'importation. Les délais moyens étaient de l'ordre de 30 jours. Si une demande de licence était rejetée, le demandeur pouvait faire appel de la décision devant le Comité d'examen des réclamations.

116. Un membre de Groupe de travail a demandé des informations sur la durée des procédures d'appel contre les décisions ministérielles de rejet des demandes. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que l'intégralité de la procédure (y compris le renouvellement de l'appel) devant le Ministère de la santé prendrait en règle générale 30 jours ouvrables. Il a déclaré par ailleurs que la procédure d'appel devant le Ministère du commerce et de l'industrie dépendait de l'accomplissement des formalités de licence par l'importateur, ce qui revenait à dire que la licence serait délivrée si l'importateur remplissait les conditions requises. Dans le cas des produits chimiques, par exemple, l'émission de la licence prendrait une journée; pour le matériel de distillerie, ce processus exigerait de deux à trois jours. Quant aux appels devant le Ministère de l'agriculture, le représentant de l'Arabie

saoudite a déclaré que la procédure d'appel, une fois les documents correctement remplis, ne durerait dans la plupart des cas qu'une seule journée.

117. En réponse à d'autres demandes de renseignements, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'il était possible de faire appel en premier recours, devant le ministre compétent ou le responsable de l'organisme concerné, d'une décision de ne pas accorder une licence d'importation. Tout appel ultérieur devait être formé devant le Comité d'examen des réclamations. (La composition et le fonctionnement de ce comité sont décrits aux paragraphes 69 et 70.)

118. Des membres du Groupe de travail ont demandé si l'importation de pétrole et de bitume naturel était soumise à licence et ont prié l'Arabie saoudite de justifier, au regard des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC, le maintien de licences d'importation pour ces produits. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que le pétrole et le bitume naturel étaient auparavant soumis à licence d'importation, mais qu'il n'y avait plus désormais de restrictions à leur importation incompatibles avec l'OMC.

119. En réponse aux questions posées par des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que l'importation d'extincteurs nécessitait une licence délivrée par le Ministère de l'intérieur. Il a indiqué aussi qu'une licence était nécessaire pour l'importation de photocopieuses de haute qualité et que cette licence était délivrée par le Département de la sécurité publique chargé de la lutte contre la contrefaçon. Cela tenait au fait que ces photocopieuses permettaient d'obtenir des copies de très grande qualité, de sorte qu'il était difficile de faire la différence entre l'original et la copie de papier-monnaie, documents officiels, certificats, passeports, cartes ou timbres. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté qu'il fallait aussi une licence pour l'importation d'alarmes contre le vol et l'incendie, pour éviter tout emploi abusif par des criminels ou des terroristes. En conséquence, les licences d'importation étaient accordées uniquement aux entreprises publiques et aux personnes physiques ou morales qui avaient passé un contrat avec l'État pour la fourniture de dispositifs de sécurité de ce type provenant du pays ou de l'étranger. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur la justification des licences d'importation exigées pour des raisons de sécurité. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit que ces mesures étaient nécessaires pour empêcher l'importation de ces marchandises ou leur emploi abusif par des personnes pouvant représenter un risque pour la sécurité. Le Ministère de l'intérieur était chargé de déterminer si l'importateur représentait un tel risque. La liste des marchandises dont l'importation était soumise à licence était actuellement réexaminée; le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué à cet égard que l'obligation d'obtenir une licence pour l'importation de matériel de lutte contre l'incendie avait été levée récemment. Ce matériel pouvait désormais être importé sans licence, après un contrôle des

douanes visant à déterminer s'il était conforme aux normes saoudiennes ou aux normes internationales.

120. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur le régime de licences d'importation appliqué aux machines agricoles. Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que ce régime était appliqué afin d'administrer les subventions accordées aux importateurs de matériel agricole. La licence d'importation était exigée même si l'importateur n'avait pas l'intention de demander une subvention.

121. Un membre du Groupe de travail s'est enquis des procédures relatives aux produits médicaux, et en particulier aux produits pharmaceutiques. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'aucune licence d'importation n'était exigée pour les produits pharmaceutiques ou médicaux agréés. Les produits pharmaceutiques ou médicaux qui n'avaient pas été approuvés au préalable étaient soumis à un processus d'approbation destiné à évaluer ces produits et à s'assurer que leur fabricant suivait de bonnes pratiques en la matière. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que ce processus pouvait prendre jusqu'à 18 mois.

122. Un membre du Groupe de travail a observé que les importateurs commerciaux de produits chimiques devaient obtenir une licence auprès du Ministère du commerce alors qu'il fallait une licence du Ministère de l'industrie et de l'électricité pour importer des produits chimiques destinés aux usines. Il a fait observer que, les produits chimiques importés pour des besoins commerciaux ou industriels étant les mêmes, leur traitement ne devrait pas être différent. Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que les procédures avaient été rationalisées et que, désormais, le Ministère du commerce et de l'industrie était responsable des licences pour les importations de produits chimiques à destination des sociétés et des usines.

123. Un membre du Groupe de travail a souhaité que l'Arabie saoudite explique pourquoi elle imposait des licences d'importation pour certains "appareils de distillation". En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que, dans le passé, des appareils de distillation importés avaient été utilisés pour fabriquer des boissons alcoolisées. Il a expliqué que, comme la production de boissons alcoolisées était interdite par la loi saoudienne (charia), l'Arabie saoudite avait décidé de réguler l'importation d'appareils de distillation pour résoudre ce problème.

124. Un membre du Groupe de travail a demandé des précisions sur les procédures applicables aux pesticides. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les licences d'importation de pesticides étaient valides six mois (ou pour le reste de la période d'enregistrement) car cela permettait au Ministère de l'agriculture de mieux suivre les volumes de substances potentiellement dangereuses

importés et facilitait l'établissement de statistiques. Il a indiqué par ailleurs que le système aidait à assurer que les documents d'enregistrement de l'importateur étaient valides durant la période. En outre, si une demande était rejetée pour quelque motif que ce soit, le demandeur pouvait faire appel de la décision devant le Ministre, qui émettait une licence dès que le demandeur avait rempli de façon satisfaisante la documentation requise.

125. Un membre du Groupe de travail a demandé des détails sur les procédures de licence applicables aux médicaments vétérinaires, vaccins, denrées alimentaires et animaux domestiques. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que, si les documents étaient conformes et complets, le processus d'appel et d'émission de licence par le Ministère de l'agriculture devait prendre une journée. Il a expliqué par ailleurs que l'utilisation du terme "additifs alimentaires" indiquait que la disposition en question s'appliquait seulement aux additifs alimentaires et non pas aux aliments, et qu'une licence était requise pour l'importation d'autres produits relatifs aux animaux domestiques.

126. Un membre du Groupe de travail a demandé à l'Arabie saoudite des précisions sur le régime qu'elle applique aux semences et engrais. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que le processus d'examen et d'approbation par le Ministre de la santé d'une demande de licence d'importation ou d'un appel (ou renouvellement d'appel) ne prendrait qu'un jour si la documentation était complète. Il a indiqué que les organes autorisés à fournir des certificats pour les semences et engrais étaient les autorités gouvernementales du pays d'origine et les laboratoires officiels du pays d'origine qui avaient été agréés par le Ministère de l'agriculture. Il a indiqué aussi que ces certificats étaient émis par le Ministère de la santé de l'Arabie saoudite, et qu'ils étaient faciles à obtenir lorsque les produits étaient exempts de parasites ou de maladies. S'agissant des spécifications utilisées par la SASO pour approuver ou non une demande de licence d'importation de semences, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que la liste des prescriptions avait été soumise au Groupe de travail ("Spécifications de la SASO en matière de semences", jointe au rapport du Groupe de travail en annexe D). Les délais fixés en ce qui concerne les licences d'importation s'expliquaient par la nécessité de faire en sorte que le Ministère de l'agriculture puisse vérifier la validité des documents d'enregistrement de l'importateur et de permettre aux autorités saoudiennes d'assurer, à des fins statistiques, le traçage des volumes d'importation de semences et d'engrais.

127. En réponse aux questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a communiqué un plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur les licences d'importation dans le cadre du document WT/ACC/SAU/40. Par la suite, il a déclaré que le plan d'action avait été mis en œuvre en totalité et que le Conseil des ministres avait publié deux décisions (n° 84 de juillet 2000 et n° 88 de juillet 2002) visant à assurer la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC

sur les procédures de licences d'importation. La Loi sur les licences d'importation promulguée par la Décision n° 88 du 6.6.1432 H (juillet 2002) du Conseil des ministres transposait dans le droit interne saoudien les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. Ses grandes lignes étaient les suivantes:

- i) Les personnes, entreprises et institutions autorisées à présenter des demandes de licence d'importation sont: a) les sociétés saoudiennes et étrangères et les coentreprises enregistrées selon le droit saoudien; b) les personnes physiques inscrites au registre du commerce; et c) les Saoudiens et les personnes non saoudiennes titulaires d'un permis de résidence, sans enregistrement commercial, pour autant que les demandes d'importation portent sur des biens destinés à leur usage personnel.
- ii) Les importations effectuées par les catégories a) et b) seront limitées aux produits relevant du champ d'activité déclaré lors de l'enregistrement commercial.
- iii) Les demandes de licences d'importation automatiques peuvent être soumises n'importe quel jour ouvrable avant le dédouanement des marchandises. Les licences seront émises dans un délai maximum de dix jours à compter de la date des demandes.
- iv) Les demandes de licences d'importation non automatiques peuvent être soumises dans un délai de 21 jours avant la clôture des demandes. Les licences seront émises dans un délai de 30 jours à compter de la date des demandes.
- v) Les demandes ne seront pas rejetées en cas de variation minime de leur valeur ou d'erreurs minimes sur les documents.
- vi) Les demandeurs de licence n'ont à prendre contact qu'avec un organe administratif. Au besoin, celui-ci coordonne son action avec d'autres organes administratifs.
- vii) Les licences non automatiques sont requises pour les importations soumises à des restrictions quantitatives ou autres (l'Arabie saoudite n'applique pas de contingents).
- viii) L'article 9 de la loi contient des dispositions détaillées sur l'allocation de contingents conformément aux dispositions de l'article 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (l'Arabie saoudite n'applique pas de contingents).
- ix) La loi prévoit la publication au Journal officiel du montant des contingents, et des modifications qui peuvent y être apportées, 30 jours au moins avant la date de la demande (l'Arabie saoudite n'applique pas de contingents).
- x) En cas de rejet de la demande, les motifs du refus seront fournis au demandeur s'il en fait la requête.
- xi) Il est possible de faire appel devant le chef de l'organe administratif dans un délai de 15 jours à compter de la date du rejet. Un autre droit d'appel est prévu, devant le Comité d'examen des réclamations, dans un délai de 30 jours à compter de la date de la décision.

128. Les membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de fournir une liste des produits soumis à l'obligation de licences d'importation automatiques et non automatiques. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que son pays ne soumettait aucune importation au régime des licences automatiques, et qu'une liste des importations soumises à licence non automatique était jointe en annexe E. Il a confirmé par ailleurs que l'Arabie saoudite avait annexé au rapport du Groupe de travail sa réponse au questionnaire "Information sur les procédures de licence d'importation".

129. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'à partir de la date de son accession son pays mettrait fin aux restrictions quantitatives imposées sur les importations et toutes les autres mesures non tarifaires - licences d'importation, permis, prescriptions en matière d'autorisations préalables, licences obligatoires et autres restrictions d'effet équivalent ne pouvant pas être justifiées au regard des dispositions de l'Accord sur l'OMC - et que l'Arabie saoudite n'entendait pas en introduire, réintroduire ou appliquer de nouvelles. Les modifications apportées au régime de licences d'importation après l'accession seraient entièrement conformes à toutes les dispositions pertinentes de l'OMC, y compris à celles de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que son pays n'imposait plus de licence pour le "lait à usage industriel". Il a en outre confirmé que tout pouvoir discrétionnaire permettant aux agents du Royaume de suspendre les importations et les exportations ou toute prescription en matière de licences pouvant avoir pour effet de suspendre, interdire ou restreindre d'une autre manière le commerce serait appliqué, à partir de la date d'accession, en conformité avec les prescriptions de l'OMC, et notamment celles des articles XI, XII, XIII, XVIII, XIX, XX et XXI du GATT de 1994, et avec les prescriptions de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, de l'Accord sur les sauvegardes et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Restrictions quantitatives à l'importation, y compris les interdictions et contingents

130. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a donné des détails sur les restrictions quantitatives en vigueur en Arabie saoudite. Outre les informations contenues dans le Mémoire sur le régime du commerce extérieur, il a fourni, dans le document WT/ACC/SAU/29/Add.3, une liste des produits soumis à des restrictions (interdictions et contrôles) en Arabie saoudite et une justification des mesures prises. Cette liste a été mise à jour ensuite par la liste des importations interdites jointe en annexe F. Le représentant de l'Arabie saoudite a fait observer par ailleurs que des informations supplémentaires pouvaient être obtenues auprès de la direction ou de la division concernée du ministère compétent ou de son centre d'information. Les renseignements pouvaient aussi être demandés à la Chambre du commerce et de l'industrie.

131. Certains membres du Groupe de travail ont souhaité obtenir de plus amples détails sur les restrictions quantitatives à l'importation, s'agissant notamment des produits suivants: lait pasteurisé longue conservation sous emballage d'une capacité supérieure à 1 litre (poste 0401.00.00 du tarif douanier); dattes; riz; poulet, bœuf et agneau; abats; médicaments thérapeutiques utilisés pour la nourriture animale; lentilles; et certains pneus. Le représentant de l'Arabie saoudite a noté que son pays avait pris une série d'initiatives pour se conformer aux dispositions de l'OMC. Il a donné les réponses suivantes:

- i) lait pasteurisé longue conservation: l'Arabie saoudite a levé l'interdiction d'importation et l'a remplacée par un droit de douane;
- ii) dattes: l'Arabie saoudite a levé l'interdiction d'importation et l'a remplacée par un droit de douane;
- iii) riz en provenance des États-Unis: l'Arabie saoudite n'interdit pas les importations de riz en provenance des États-Unis;
- iv) poulet, bœuf et agneau en provenance des États-Unis: l'Arabie saoudite n'interdit pas les importations de poulet, bœuf et agneau en provenance des États-Unis;
- v) abats: la Décision du Ministère du commerce et de l'industrie n° 1308 en date du 27.5.1424 H (27 juillet 2003) autorise les importations d'abats en provenance de pays dont le bétail ne souffre pas de maladies infectieuses;
- vi) médicaments thérapeutiques utilisés dans la nourriture animale: le Ministère de l'agriculture étudie la question pour assurer la protection du cheptel national;
- vii) lentilles d'Australie: l'interdiction frappant les lentilles en provenance d'Australie a été levée après la signature d'un accord entre l'Arabie saoudite et l'Australie. L'interdiction et les problèmes qu'elle a causés ont été au cœur de discussions bilatérales fructueuses entre les deux pays, qui sont convenus que l'interdiction serait levée et que l'Australie certifierait les envois futurs;
- viii) pneus: le Ministère du commerce et de l'industrie a interdit l'importation de certains pneus après une série d'accidents mortels aux États-Unis dus à des problèmes de conception ou de fabrication. Cette initiative a été prise pour des motifs de sécurité publique et compte tenu du climat de l'Arabie saoudite, qui pourrait rendre des accidents similaires encore plus probables qu'aux États-Unis. Le Ministère a demandé aux autorités américaines de lui communiquer les conclusions de l'enquête et, en attendant que celles-ci soient connues, il a jugé prudent d'interdire l'importation de ces pneus. L'interdiction se limite aux modèles fabriqués dans des usines spécifiques qui se rapprochent le plus des pneus impliqués dans les accidents. Elle ne s'applique donc qu'à certains modèles et à certaines tailles de pneus produits dans des usines données. Le représentant de l'Arabie saoudite a fait observer que des informations spécifiques étaient disponibles sur demande.

132. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'à partir de la date de son accession son pays éliminerait les restrictions quantitatives imposées sur les importations et toutes les autres

mesures non tarifaires comme les licences d'importation, contingents, interdictions, permis, prescriptions en matière d'autorisation préalable, licences obligatoires et autres restrictions d'effet équivalent ne pouvant pas être justifiées au regard des dispositions de l'Accord sur l'OMC et que l'Arabie saoudite n'entendait pas en introduire, réintroduire ou appliquer de nouvelles. Les autres modifications qui pourraient être apportées à la législation saoudienne après l'accession seraient pleinement conformes aux dispositions pertinentes de l'OMC. Le représentant de l'Arabie saoudite a en outre confirmé que tout pouvoir discrétionnaire permettant aux agents du Royaume d'Arabie saoudite de suspendre les importations et les exportations ou de restreindre d'une autre manière le commerce serait appliqué à partir de la date d'accession en conformité avec les prescriptions de l'OMC, notamment celles des articles XI, XII, XIII, XVIII, XIX, XX et XXI du GATT de 1994, et les prescriptions de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, de l'Accord sur les sauvegardes et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Évaluation en douane

133. Des membres du Groupe de travail ont dit que le système d'évaluation en douane décrit dans l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, à l'annexe 4 du document WT/ACC/SAU/4, et dans le document WT/ACC/SAU/18 ne semblait pas pleinement conforme à certaines prescriptions de l'Accord sur l'évaluation en douane. Ils ont demandé qu'il soit remanié sur plusieurs points pour se conformer à l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, ses Notes interprétatives et les décisions et déclarations s'y rapportant. En particulier, les intervenants ont fait remarquer qu'outre les problèmes de transparence et de prévisibilité, le régime saoudien d'évaluation en douane reposait fondamentalement sur la "valeur équivalente la plus proche" comme substitut de la valeur transactionnelle. Cela risquait de créer une situation où les fonctionnaires des douanes disposeraient d'une grande latitude pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'à compter de la date d'accession à l'OMC le régime d'évaluation en douane de son pays serait pleinement conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

134. S'agissant de l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane et du droit de faire appel devant une instance judiciaire, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que le droit d'appel devant une instance judiciaire indépendante (en l'occurrence, le Comité d'examen des réclamations) était garanti par le Décret royal n° 190 en date du 16 Dhu Al-Hujah 1409 H (19 juillet 1989). Ce décret s'appliquait au Département des douanes. Les prescriptions de l'article 12 concernant la publication

des lois, règlements et décisions étaient satisfaites par la disposition 65 du Décret royal n° 425 en date du 5.3.1372 H (22 novembre 1952), qui disposait que ces textes devaient être publiés au Journal officiel *Umm Al-Qura*, de même que tous les avis administratifs tels que les modifications apportées aux taux des droits. Le représentant de l'Arabie saoudite a noté que l'article 26 de la Loi sur l'évaluation en douane et l'article 1.3 de son règlement d'application mettaient en œuvre l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Il a confirmé que les Décisions n° 3.1 et 4.1 du Comité de l'évaluation en douane seraient mises en œuvre au plus tard à la date de l'accession.

135. À propos de l'utilisation de valeurs minimales aux fins de l'évaluation en douane, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que son pays souhaiterait formuler une réserve au titre du paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane afin de pouvoir continuer à utiliser des valeurs minimales pour quelques produits. Il le fallait car, même si l'Arabie saoudite devait à terme abandonner ce système, elle aurait besoin pour cela d'une période de transition pour étudier avec soin les conséquences du changement et élaborer des procédures pour mettre fin aux pratiques qui obligeaient à utiliser les valeurs minimales. La flexibilité demandée serait nécessaire pendant deux ans à compter de la date d'accession à l'OMC. Entre-temps, l'Arabie saoudite entreprendrait, pendant la première année de mise en œuvre, une étude approfondie afin d'élaborer des procédures visant à mettre fin à l'utilisation de valeurs minimales. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que son pays utilisait et souhaitait continuer d'utiliser des valeurs minimales pour les produits suivants:

- SH 21.02 – Levure;
- SH 40.11 – Pneus;
- SH 57.01 – Tapis;
- SH 57.02 – Tapis;
- SH 60.01 – Couvertures;
- SH 85.25 – Téléphones mobiles.

136. Les Membres ont demandé à l'Arabie saoudite pourquoi elle souhaitait émettre des réserves l'autorisant à maintenir des valeurs minimales pour ces produits. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a fait état de la sous-évaluation très sensible des importations correspondant à ces postes. Les autorités douanières saoudiennes ont estimé qu'il était extrêmement difficile de vérifier ces sous-évaluations, en dépit des dispositions de l'article 17 de l'Accord sur l'évaluation en douane et du paragraphe 6 de l'Annexe III de cet accord. La réserve était par conséquent nécessaire pour aider les autorités saoudiennes dans cet effort.

137. Le représentant de l'Arabie saoudite a également fait remarquer que son pays formulerait une réserve au titre des paragraphes 3 et 4 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane. Cette

demande se justifiait par le fait que, l'Administration des douanes de l'Arabie saoudite n'ayant pas atteint le niveau de savoir-faire et de compétences techniques des pays développés, elle ne pourrait pas appliquer les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'évaluation en douane avant cette date. La réserve continuerait de s'appliquer pendant une période indéterminée. Après son accession à l'OMC, l'Arabie saoudite engagerait des études pour déterminer s'il était possible de lever ces réserves.

138. Par la suite, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le plan d'action concernant la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane, distribué sous la cote WT/ACC/SAU/38/Rev.1, avait été mené à bien, que les douaniers et transitaires avaient reçu une formation et que les lois et règlements nécessaires sur l'évaluation en douane avaient été élaborés. Il a confirmé que l'Arabie saoudite était en mesure de mettre en œuvre l'Accord sur l'évaluation en douane dès son accession à l'OMC. Le représentant de l'Arabie saoudite a présenté la Loi sur le régime douanier commun et ses règlements d'application, qui mettent en place un nouveau système d'évaluation compatible avec l'OMC. Les articles 26, 27 et 28 de la loi et l'article premier des règles d'application traitent de l'évaluation en douane. Ils sont compatibles avec les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son pays appliquait la nouvelle Loi sur le régime douanier commun et ses règlements d'application depuis le 1^{er} janvier 2003. L'Arabie saoudite a donc d'ores et déjà mis en œuvre l'Accord d'évaluation en douane de l'OMC, sauf en ce qui concerne les valeurs minimales pour les produits susmentionnés.

139. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit que, s'agissant de l'article 20 de l'Accord sur l'évaluation en douane, son pays mettrait en œuvre intégralement les dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (concernant l'évaluation en douane) à compter de la date de son accession à l'OMC, sans recourir à une période de transition. (L'Arabie saoudite se prévaudrait d'une période de transition pour utiliser les valeurs minimales et émettrait une réserve au sujet des paragraphes 3 et 4 de l'Annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane, comme il est dit plus haut.) À cet égard, la Loi douanière et son règlement d'application tenaient pleinement compte des prescriptions des Notes interprétatives de l'Annexe I de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 et de la Décision 4.1 relative à l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés au matériel de traitement des données. Il a indiqué que toutes les méthodes d'évaluation utilisées seraient strictement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Règles d'origine

140. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit que son pays n'appliquait aucune règle d'origine dans le cas du commerce non préférentiel, mais que les règles qui pourraient être adoptées à l'avenir

seraient appliquées conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. En réponse à des demandes de renseignements, il a indiqué qu'il fallait présenter un certificat d'origine attesté par une ambassade ou un consulat d'Arabie saoudite pour importer des produits à des conditions préférentielles. S'il n'y avait pas d'ambassade ou de consulat d'Arabie saoudite, les certificats devaient être attestés par la Chambre de commerce du pays exportateur. D'autres prescriptions concernaient notamment la teneur minimale dans le cadre du régime préférentiel. Depuis 1996, l'origine devait être imprimée ou marquée au moyen d'une substance indélébile sur tous les textiles de prix importés. L'objet de cette prescription était de protéger les consommateurs des pratiques de nature à induire en erreur. Un produit textile était jugé "de prix" à partir d'une analyse de facteurs tels que la qualité, la marque, la texture, le motif représenté et le prix du produit par rapport aux autres produits textiles.

141. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que, à compter de la date de son accession, les règles d'origine préférentielles et non préférentielles de l'Arabie saoudite seraient pleinement conformes à l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Les prescriptions de l'article 2 h) et du paragraphe 3 d) de l'Annexe II de l'Accord seraient aussi mises en œuvre intégralement avant l'accession. Il a indiqué par ailleurs qu'en tout état de cause, à compter de la date d'accession, les autorités douanières fourniraient une évaluation de l'origine de l'importation à la demande d'un exportateur, d'un importateur ou de toute autre personne ayant un motif valable. Les demandes d'évaluation seraient acceptées même avant que les échanges de la marchandise en question ne commencent. Ces évaluations seraient exécutoires pendant trois ans. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Autres formalités douanières

142. Des membres du Groupe de travail ont fait observer que l'authentification consulaire des documents douaniers dans le pays d'exportation était une pratique courante dans la région de l'Arabie saoudite. De telles prescriptions imposaient souvent une charge inutile aux exportateurs et servaient à prélever des redevances consulaires supplémentaires. Ils ont demandé à l'Arabie saoudite de confirmer que l'authentification des documents douaniers par ses consulats ou par les Chambres de commerce n'était pas exigée dans le pays d'exportation et qu'aucune redevance supplémentaire n'était perçue. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que l'authentification des certificats d'origine et des factures par les consulats saoudiens ou les Chambres de commerce était une obligation d'ordre général imposée par l'Ordonnance du Conseil des Ministres n° 5 en date du 3.01.1406 H (18 septembre 1985), qui s'appliquait à divers types de documents et non pas aux seuls documents de commerce. Le Ministère des affaires étrangères percevait, pour l'intervention des consulats, une

redevance nominale de 8 dollars EU par document. Cette pratique était nécessaire, a-t-il rappelé, pour combattre la fraude commerciale et s'assurer que des produits interdits pour des raisons sanitaires n'étaient pas exportés vers l'Arabie saoudite.

Autres mesures à la frontière

143. Les membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de décrire les nouvelles procédures douanières en vigueur depuis la création de l'union douanière du CCG, notamment en ce qui concerne les marchandises importées dans un premier temps par d'autres pays du CCG. L'un des membres du Groupe de travail a observé que, dans certains cas, l'Arabie saoudite avait renvoyé des importations qui étaient destinées à son marché et qui, initialement, étaient entrées et avaient acquitté des droits dans un autre État membre du CCG. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que toutes les procédures douanières (dépôt de la déclaration en douane, inspection des marchandises, fixation et recouvrement des droits de douane) étaient effectuées dans le premier État membre du CCG où entraient les marchandises en provenance de pays tiers. Une fois les formalités douanières accomplies dans ce premier pays, les marchandises destinées à un autre pays membre du CCG pouvaient y être acheminées après apposition des sceaux douaniers, et elles étaient accompagnées d'une copie de la déclaration d'importation en douane indiquant la valeur des marchandises et attestant le paiement des droits y afférents. Il n'y avait pas d'autre fixation ou recouvrement de droit dans le pays de destination finale des marchandises. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'en l'absence de détails et de précisions spécifiques il était difficile de dire si les importations avaient été renvoyées et pourquoi. Il se pouvait que les sceaux n'aient pas été intacts ou que les marchandises expédiées n'aient pas été accompagnées de la déclaration en douane ou encore, par exemple, que l'importation des marchandises ait été interdite en Arabie saoudite mais pas dans le pays du CCG où elles avaient été importées initialement (dans le cas des boissons alcoolisées, par exemple).

144. Les membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de décrire comment les droits perçus étaient répartis entre les différents États membres du CCG. Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que, pendant les trois premières années suivant la création de l'union douanière du CCG, ces droits seraient répartis en fonction de la destination finale des marchandises. L'Accord serait réexaminé après cette période transitoire de trois ans.

Application de taxes intérieures

145. Un membre du Groupe de travail a demandé si l'Arabie saoudite se conformerait aux dispositions en matière de non-discrimination des articles I^{er} et III du GATT de 1994 concernant l'application de taxes intérieures à compter de la date d'accession. Le représentant de l'Arabie

saoudite a répondu que son pays n'imposait pas de taxe à la valeur ajoutée, ni de droit d'accise sur les produits importés ou produits localement.

146. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que, si des taxes intérieures étaient instituées, l'Arabie saoudite les appliquerait conformément aux dispositions des articles I^{er} et III du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Mesures antidumping, mesures compensatoires et sauvegardes

147. Certains membres du Groupe de travail se sont dits préoccupés par la Loi sur la protection et la promotion de l'industrie nationale. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que cette loi serait réexaminée et mise en conformité avec les prescriptions de l'OMC d'ici à la date d'accession.

148. Des membres ont aussi noté que l'Arabie saoudite ne disposait pas, à l'heure actuelle, d'une législation sur les mesures correctives commerciales l'autorisant à imposer des droits antidumping, droits compensateurs ou mesures de sauvegarde. Ils ont demandé à l'Arabie saoudite de s'engager à ne pas imposer de telles mesures tant qu'une législation appropriée, compatible avec les dispositions de l'OMC, n'aura pas été adoptée. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé le Groupe de travail qu'une loi sur les mesures correctives commerciales incluant des dispositions sur les droits antidumping, droits compensatoires et sauvegardes avait déjà été adoptée par le Conseil de la Shoura et soumise au Conseil des ministres. Le projet de loi sur les mesures correctives commerciales était compatible avec les dispositions de l'OMC. Après promulgation de la loi par décret royal, des règlements d'application seraient publiés, qui seraient eux aussi compatibles avec les dispositions des accords pertinents de l'OMC. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail concernant les importations auxquelles s'appliquerait la loi, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que la loi n'était pas adoptée pour cibler des importations spécifiques, et qu'elle n'instituerait des mesures correctives commerciales que dans les situations prévues par les Accords de l'OMC sur les mesures antidumping, les mesures compensatoires et les sauvegardes. Des exemplaires de la loi et de ses règlements d'application seraient disponibles après leur publication.

149. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit que son pays n'appliquerait aucune mesure antidumping, compensatoire ou de sauvegarde aux importations en provenance des Membres de l'OMC tant qu'il n'aurait pas notifié et mis en œuvre des lois appropriées conformes aux dispositions des Accords de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI, sur les subventions et les mesures compensatoires et sur les sauvegardes. Il a confirmé que l'Arabie saoudite ferait en sorte que cette législation soit pleinement conforme aux dispositions pertinentes de l'OMC, y compris à celles des articles VI et XIX du GATT de 1994, de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI, de l'Accord sur

les subventions et les mesures compensatoires et de l'Accord sur les sauvegardes. Une fois cette législation mise en œuvre, l'Arabie saoudite appliquerait uniquement des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde pleinement conformes aux dispositions pertinentes de l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS

Restrictions à l'exportation

150. Des membres du Groupe de travail ont demandé si le Royaume d'Arabie saoudite exerçait des contrôles à l'exportation. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que son pays n'interdisait aucune exportation, à l'exception de produits comme les semis de dattier, les chevaux de reproduction, le blé et la farine de blé. Des membres du Groupe de travail ont demandé si l'Arabie saoudite entendait lever ces interdictions avant son accession à l'OMC. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que l'exportation de blé et de farine de blé n'était interdite que si ces produits étaient subventionnés. Il a ajouté que l'Arabie saoudite interdisait l'exportation de semis de dattier et de chevaux de reproduction parce que les variétés et les races locales étaient pures et rares. Il a indiqué aussi qu'une liste des exportations interdites était jointe au rapport du Groupe de travail en annexe G, et qu'une liste des exportations soumises à autorisation/licence était jointe en annexe H. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté qu'après son accession à l'OMC l'Arabie saoudite se conformerait à toutes les prescriptions des règles de l'OMC applicables en la matière.

151. Un membre du Groupe de travail a observé que les denrées alimentaires importées en Arabie saoudite ne pouvaient être réexportées sans une approbation, laquelle n'était obtenue qu'au terme d'un très long processus. Il a demandé que toutes les prescriptions concernant l'approbation préalable à la réexportation de denrées alimentaires importées soient supprimées d'ici à la date de l'accession. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la prescription concernant l'approbation de la réexportation de denrées alimentaires serait supprimée à compter de la date d'accession. La réexportation des denrées alimentaires subventionnées serait assujettie au remboursement du montant de la subvention. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

152. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'à compter de la date de son accession l'Arabie saoudite ferait en sorte que ses lois, règlements et prescriptions relatifs au droit d'exporter et toutes les redevances, impositions ou taxes perçues en relation avec ce droit soient pleinement conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC, notamment avec celles énoncées aux articles VIII:1 a), XI:1 et III:2 et 4 du GATT de 1994, et qu'elle appliquerait ces lois et règlements en pleine conformité avec ces obligations. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

153. Le représentant de l'Arabie saoudite a aussi confirmé que tout contrôle à l'exportation encore en vigueur à la date de l'accession serait pleinement compatible avec les dispositions de l'OMC, y compris celles des articles XI, XVII, XX et XXI du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Droits à l'exportation

154. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur les droits à l'exportation appliqués par l'Arabie saoudite. Ils ont fait remarquer que ces droits semblaient être imposés uniquement dans le but de produire des recettes et avaient des effets de distorsion sur le commerce. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que l'article XI du GATT de 1994 autorisait expressément l'imposition de droits d'exportation et ne restreignait pas le droit d'y recourir. Les droits à l'exportation ne s'appliquaient qu'aux cuirs et peaux non tannés tombant sous les rubriques n° 4101, 4102 et 4103 du SH. Le taux des droits à l'exportation était de 2 000 riyals saoudiens la tonne.

Subventions à l'exportation

155. Les membres du Groupe de travail ont demandé des informations sur les incitations et les subventions à l'exportation. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que son pays n'appliquait pas d'incitations ou de subventions à l'exportation prohibées et n'avait pas l'intention d'y recourir.

156. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que son pays n'accordait pas de subventions, y compris à l'exportation, répondant à la définition d'une subvention prohibée, au sens de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et qu'il n'accorderait pas de subventions prohibées à l'avenir. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Politique industrielle, y compris les subventions

157. En réponse aux demandes de renseignements sur les prêts ne portant pas intérêt accordés par le Fonds de développement industriel saoudien, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que les entreprises à capital exclusivement étranger, comme les sociétés saoudiennes, pouvaient obtenir des prêts couvrant jusqu'à 50 pour cent du coût du projet. Il a indiqué que le programme de prêts géré par le Fonds de développement industriel saoudien était entièrement conforme au GATT de 1994 et à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Les prêts n'étaient pas subordonnés aux résultats à l'exportation ni à l'utilisation de produits nationaux plutôt qu'importés. La

décision d'accorder un prêt était fondée sur l'examen de chaque cas, dans le cadre des paramètres définis par la Loi sur le Fonds de développement industriel saoudien. En vertu de l'article 2 de cette loi, le Fonds pouvait octroyer des prêts à moyen ou à long terme 1) aux nouvelles entreprises industrielles établies en Arabie saoudite et 2) aux entreprises industrielles du secteur privé existantes, pour le développement de leurs activités ou le remplacement de leur matériel et la modernisation de leurs méthodes. Conformément à l'article 4, le Fonds devait procéder à un examen approfondi des avantages économiques de l'entreprise à financer, en tenant compte de la qualité de sa gestion pour évaluer l'intérêt économique, financier et technique de l'entreprise. Le Fonds était aussi tenu de vérifier si l'ensemble de l'entreprise était financé de manière rationnelle et si le volume de l'aide qu'il apportait représentait un pourcentage raisonnable des besoins de financement totaux de l'entreprise; il lui fallait aussi obtenir des garanties financières suffisantes pour le financement qu'il accordait.

158. En réponse aux questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a précisé qu'aucun autre soutien ou aucune autre subvention n'avait été approuvé ou sanctionné pour des projets visant à créer des capacités de production de pétrole raffiné et de produits pétrochimiques.

159. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que les éventuels programmes de subventions seraient administrés conformément à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et que tous les renseignements nécessaires sur ces programmes seraient communiqués au Comité des subventions et des mesures compensatoires, dès l'entrée en vigueur du Protocole d'accession de l'Arabie saoudite, conformément aux dispositions de l'article 25 de l'Accord. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Obstacles techniques au commerce

160. Le représentant de l'Arabie saoudite a donné au Groupe de travail des informations sur les normes (y compris les normes techniques) et le Programme international de certification de la conformité (ICCP) de son pays figurant dans les documents WT/ACC/SAU/21, 26, 29, 34, 36, 37 (Procédures et directives détaillées révisées de l'ICCP) et WT/ACC/SAU/41 (Plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord OTC).

- Description du régime saoudien

161. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé par ailleurs les membres du Groupe de travail que l'Arabie saoudite avait créé et mettait en place un régime OTC compatible avec les dispositions de

l'Accord OTC. Il l'avait fait en publiant et en mettant en œuvre la directive technique de la SASO (qui a force de loi) le 18 juillet 2000. Les principales caractéristiques du système étaient les suivantes:

- i) Toutes les normes, réglementations techniques et procédures d'évaluation de la conformité de la SASO étaient et resteraient tout à fait conformes à l'Accord OTC.
- ii) La SASO avait mis en place un point de contact unique pour l'information (Enquiry Point) dans le cadre de la quatrième partie de la Directive technique. Elle fournirait aussi, sur demande, les documents pertinents.
- iii) Le Ministère du commerce et de l'industrie était l'autorité responsable des notifications à l'OMC.
- iv) Le point 2 de la quatrième partie de la Directive technique imposait une structure de redevances non discriminatoires fondées sur les coûts.
- v) Le point 4/5/1 de la deuxième partie de la Directive technique imposait la publication, dans le journal de la SASO, de notices sur les réglementations, normes et procédures d'évaluation de la conformité proposées.
- vi) Les points 3/3/1 et 4/5/4 de la deuxième partie de la Directive technique prévoyaient une période de 60 jours pour la présentation d'observations et leur examen non discriminatoire dans le cadre de la préparation des réglementations finales.
- vii) Le point 4/8 de la deuxième partie de la Directive technique prévoyait une période raisonnable entre la publication finale et l'entrée en vigueur d'une réglementation technique.
- viii) Le point 2/1 de la deuxième partie de la Directive technique énonce que la SASO suivrait le code de bonnes pratiques pour la préparation, l'adoption et l'application des normes publiées par l'ISO.
- ix) Le point 2/3 de la deuxième partie de la Directive technique et le poste 2 de la troisième partie de la Directive technique prévoyaient l'application du traitement national et la non-discrimination des produits lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des réglementations techniques et procédures d'évaluation de la conformité.
- x) Le point 2/4 de la deuxième partie de la Directive technique énonçait que "les normes facultatives et obligatoires de l'Arabie saoudite ne devront pas ériger d'obstacles non nécessaires au commerce international, sauf en cas de violation de la Loi islamique ou pour des impératifs de sécurité nationale ou pour la prévention de pratiques de nature à induire en erreur et la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la santé ou de la vie des animaux et des végétaux ou de l'environnement".
- xi) Le point 4/9 de la deuxième partie de la Directive technique mettait en place un processus d'examen des règles techniques visant à s'assurer de leur adéquation aux objectifs légitimes poursuivis.
- xii) Les points 3/1 et 4/1 de la deuxième partie de la Directive technique imposaient à la SASO de tenir compte des normes internationales pertinentes lors de la préparation des réglementations et des normes techniques saoudiennes, sauf si ces normes internationales ou des volets de celles-ci étaient inefficaces ou inadaptés pour

atteindre les objectifs légitimes du pays. Cette inadaptation pourrait être due, par exemple, à leur incompatibilité avec la Loi islamique ou à des facteurs climatiques, géographiques ou techniques.

- xiii) Les points 3/2 et 4/4 de la deuxième partie de la Directive technique indiquaient que les réglementations et normes techniques devaient, autant que possible, être préparées sur la base de prescriptions de résultats plutôt qu'en termes de conception ou de caractéristiques descriptives des produits.
- xiv) Le point 4/3 de la deuxième partie de la Directive technique imposait à la SASO de prendre en compte les réglementations techniques équivalentes d'autres Membres, sauf si elles étaient inefficaces ou inadaptées pour atteindre les objectifs légitimes du pays.
- xv) Le point 2 de la troisième partie de la Directive technique imposait à la SASO d'accepter les résultats des procédures d'évaluation de la conformité menées par les organes des pays Membres exportateurs, à condition que les spécificités nationales de l'Arabie saoudite aient été prises en compte.

162. En réponse aux questions posées par certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que, dans son pays, les importateurs devaient se conformer à la législation saoudienne, qui exigeait que tous les produits, importés ou nationaux, soient conformes aux normes saoudiennes. Sauf indication contraire, la conformité avec ces normes était une condition implicite de tout contrat entre un acheteur et un vendeur. Les normes saoudiennes étaient harmonisées le plus possible avec les normes internationales; des normes spécifiques n'étaient adoptées que dans les cas où, en raison de la législation islamique, des impératifs de la défense nationale ou de problèmes climatiques, géographiques ou technologiques fondamentaux, les normes internationales se révélaient inefficaces ou inappropriées pour atteindre les objectifs légitimes recherchés, comme il était prévu à l'article 2.4 de l'Accord OTC. Par conséquent, l'Arabie saoudite considérait que l'utilisation d'un régime d'inspection avant expédition pour vérifier la conformité avec les normes saoudiennes répondait aux critères énoncés à l'article 2:4 et dans la note de bas de page 2 de l'Accord sur l'inspection avant expédition.

163. En réponse aux questions concernant la conformité des normes techniques saoudiennes avec les normes internationales, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que la différence entre les normes saoudiennes et d'autres normes nationales, attribuable aux conditions climatiques, culturelles et de sécurité nationale fondamentales qui caractérisaient son pays, rendait la seule norme ISO 9001 insuffisante pour donner pleinement confiance dans la qualité, la sécurité et la conformité des marchandises. À cet égard, il a fait remarquer que l'Arabie saoudite était membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), de la Commission électrotechnique internationale (CEI), de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML) et de la Commission du Codex Alimentarius. Toutes les normes saoudiennes étaient notifiées aux membres de ces organisations.

Une bonne partie des normes saoudiennes utilisaient comme référence des normes internationales et d'autres normes nationales généralement acceptées. Le représentant de l'Arabie saoudite a donné aux membres du Groupe de travail une liste des normes de la SASO qui se fondaient sur les normes du CODEX, ainsi que la liste complète des 1 323 normes saoudiennes avec renvoi, le cas échéant, aux normes internationales correspondantes quand celles-ci étaient adoptées intégralement comme normes par la SASO (document WT/ACC/SAU/34).

164. Des membres du Groupe de travail ont demandé la liste des normes jugées équivalentes aux normes saoudiennes. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que la SASO avait publié une liste des normes et il les a invités à se reporter, sur ce point, aux informations contenues dans le document WT/ACC/SAU/15. Il a aussi rappelé qu'il avait, dans une déclaration antérieure, indiqué que les normes saoudiennes étaient autant que possible harmonisées avec les normes internationales. À certaines normes saoudiennes correspondaient des normes équivalentes de l'ISO ou de la CEI qui étaient indiquées dans la liste publiée des normes de la SASO. D'autres normes saoudiennes adoptaient comme référence des normes internationales ou d'autres normes nationales reconnues. Le représentant de l'Arabie saoudite a fait remarquer qu'il n'était pas possible de déterminer à l'avance l'équivalence de ces normes, en raison de leur diversité ainsi que de l'incorporation de prescriptions et de différences propres à divers pays. Le processus d'enregistrement au titre de l'ICCP offrait un mécanisme qui permettait d'évaluer et de déterminer cas par cas l'équivalence des normes faisant l'objet d'une déclaration de conformité de la part des exportateurs, ou de reconnaître les éléments pertinents des normes satisfaisant partiellement aux prescriptions saoudiennes. À mesure que de nouvelles normes étaient évaluées, une base de données se mettait en place et pouvait être consultée pour chaque nouvelle évaluation d'équivalence.

165. En réponse à d'autres questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a fait remarquer que l'homologation constituait le facteur d'assurance additionnel idéal, surtout s'il s'agissait déjà de la méthode la plus souvent acceptée et utilisée pour vérifier la conformité du dessin au titre du Module H. Néanmoins, à la place de l'homologation, l'ICCP accepterait les résultats de la procédure définie dans le Module H, conjugués à d'autres renseignements montrant qu'en général les prescriptions saoudiennes étaient connues et comprises par le fabricant et que celui-ci en avait tenu compte à toutes les étapes de son système, soit depuis l'examen du contrat jusqu'au dessin, à la production, à l'inspection, aux essais et à l'acceptation.

166. Des membres du Groupe de travail ont indiqué que le fait que les membres du CCG avaient été récemment exemptés de l'ICCP, qui supposait la reconnaissance implicite de l'équivalence des procédures de tous les membres du CCG en matière d'inspection, d'exécution et de mise en conformité

avec les éléments pertinents des normes du CCG et/ou de la SASO soulevait des questions au regard de l'article 4 de l'Accord SPS et des dispositions de l'OMC sur la transparence. Ils ont demandé si les États membres du CCG étaient tenus d'adopter en totalité ou en partie les normes du CCG. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les membres du CCG n'étaient pas exemptés de l'ICCP. Il a ajouté que l'article 5.4 du Règlement de l'Organisation de normalisation et de métrologie des pays du CCG stipulait que les normes obligatoires du CCG étaient adoptées par consensus, tandis que les normes facultatives ou directives étaient adoptées à la majorité. Des membres du Groupe de travail ont aussi demandé la liste des pays membres du CCG qui avaient officiellement adopté les normes élaborées par la SASO, par catégorie de produits, et qui les avaient incorporées (en totalité ou en partie) dans leurs normes nationales. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a donné la liste des normes de la SASO qui avaient été adoptées en tant que normes du CCG et qui avaient été de ce fait incorporées dans les normes nationales des autres pays du CCG (annexe III du document WT/ACC/SAU/29).

167. Des membres ont aussi demandé des précisions sur la façon dont la SASO élaborait ses normes techniques. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les normes jugées vitales pour atteindre des objectifs légitimes en matière de sécurité ou de santé, par exemple, et qui concernaient un large éventail de parties et de secteurs économiques, étaient soumises aux "comités techniques". Au cours de la période récente, toutefois, la SASO avait eu pour pratique de confier systématiquement l'examen des normes à ces comités. Toutes les parties concernées par la question faisant l'objet du projet de normes étaient normalement représentées dans le "comité technique" pertinent en tant que membres actifs; il pouvait s'agir du secteur public, des milieux universitaires et des secteurs industriels et commerciaux. C'était la raison pour laquelle le projet de normes n'était distribué qu'une fois, car cela suffisait pour que les autres parties intéressées aient la possibilité de faire des observations. Lorsque le projet de normes était élaboré par les spécialistes de la SASO, une première mouture était distribuée, ce qui offrait la possibilité de prendre en considération les observations formulées par toutes les parties concernées pour l'élaboration du deuxième projet. Le représentant de l'Arabie saoudite a également communiqué au Groupe de travail le texte des procédures à suivre pour l'élaboration des normes de la SASO, reproduit à l'annexe IV du document WT/ACC/SAU/29.

168. À la suite d'autres observations faites sur le projet de procédures et directives détaillées relatives à l'ICCP, certains membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite si elle envisageait d'apporter d'autres changements à l'ICCP avant son accession à l'OMC. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que, après une analyse et un examen approfondis des observations faites par les Membres de l'OMC, d'autres modifications avaient été apportées, ainsi qu'il est expliqué dans les documents WT/ACC/SAU/34, 36 et 37. L'Arabie saoudite ne voyait pas la nécessité de

prévoir des exonérations ou des périodes de transition relatives à des dispositions de l'OMC dans le cadre de l'ICCP. Elle se réservait néanmoins le droit de demander une telle exception à tout moment durant les négociations en vue de son accession, si nécessaire.

169. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que l'évaluation en douane ne relevait pas du cadre de l'ICCP. Il a aussi fait remarquer que des procédures d'appel étaient prévues dans une annexe aux directives relatives à l'ICCP, et qu'elles avaient été révisées à la suite de suggestions faites par des Membres de l'OMC de manière à inclure le recours à des procédures d'examen indépendant, en conformité avec l'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition.

170. En réponse aux observations de divers membres du Groupe de travail au sujet de l'ICCP, le représentant de l'Arabie saoudite a précisé que l'ICCP cesserait progressivement, conformément à la Décision du Conseil des ministres n° 213 en date du 3.8.1424 H (30 septembre 2003), tout comme avait été introduite progressivement la Loi sur l'accréditation des laboratoires privés. Un certain nombre de communautés économiques désireuses de participer à ce dispositif en avaient d'ores et déjà fait la demande, et la procédure à suivre pour exploiter des laboratoires privés avait été établie, et approuvée en avril 2002 par l'autorité compétente. L'objectif était de procéder à la vérification de produits d'origine locale aussi bien que de produits importés.

171. Des membres du Groupe de travail ont demandé au représentant de l'Arabie saoudite si les laboratoires d'essai et les organismes d'évaluation de la conformité pouvaient être accrédités par les autorités qui administraient l'ICCP. Il a répondu que l'Arabie saoudite reconnaissait les organismes d'évaluation de la conformité des autres pays en acceptant leur accréditation comme un signe de compétence adéquate et donc comme un critère qui les rendait admissibles à l'agrément. Quant aux autres partenaires commerciaux qui ne disposaient pas d'organismes d'accréditation, l'Arabie saoudite les invitait tous à désigner leurs propres laboratoires candidats à l'agrément, sous la responsabilité de chacun des gouvernements concernés. Les formalités étaient limitées au minimum nécessaire pour atteindre les objectifs du Programme. En fait, les procédures étaient entièrement rationalisées, comme en témoignait le fait qu'il n'y avait pour ainsi dire pas de retards ni de plaintes de la part des exportateurs.

172. Le représentant de l'Arabie saoudite a poursuivi en expliquant que la procédure d'agrément était très simple et très facile à appliquer. Les laboratoires demandant l'agrément de la SASO devaient remplir le formulaire de candidature de la SASO/ICCP (voir le document WT/ACC/SAU/34 distribué aux membres du Groupe de travail). Ce formulaire fournissait à la SASO des informations sur les accréditations qui avaient déjà été accordées au laboratoire et sur le genre de produits

réglementés aux fins de l'ICCP qu'il était en mesure de tester, en totalité ou en partie. Ces informations étaient évaluées et vérifiées avant l'approbation du laboratoire. Dans les pays qui ne disposaient pas d'organismes reconnus à l'échelle nationale pour accréditer les laboratoires en conformité avec le Guide 25 de l'ISO, un examen plus poussé était effectué afin de vérifier la compétence du laboratoire. Les laboratoires qui demandaient l'agrément de la SASO n'avaient aucun coût à assumer.

173. Les membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de préciser le processus d'obtention des certificats de conformité. Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué qu'un exportateur de produits réglementés vers l'Arabie saoudite pouvait obtenir un certificat de conformité de trois façons différentes: i) vérification de la conformité avant expédition (pour les produits non enregistrés/non vérifiés); ii) enregistrement et inspection avant expédition; ou iii) homologation. Il a fait observer que la dernière option permettait aux fabricants qui respectaient pleinement les normes correspondantes d'exporter leurs produits moyennant une intervention minimale du programme. La pleine conformité devait être prouvée par l'homologation du (des) produit(s) dans un laboratoire approuvé par la SASO, laquelle s'ajoutait au processus d'évaluation, d'approbation et de surveillance du système de contrôle de la qualité du fabricant destiné à assurer une conformité continue. Une fois que le système de contrôle de la qualité du fabricant avait obtenu la licence et l'approbation de la SASO, il n'y avait plus de prescription d'inspection avant chaque expédition. Une fois que le fabricant avait reçu l'homologation, l'inspection avant expédition n'était plus requise pour chacune de ses expéditions. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la procédure de délivrance des certificats de conformité avait été incorporée aux procédures et directives détaillées jointes à l'Appendice D, sous la rubrique Demande de certification.

174. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur la possibilité que les certificats de conformité soient annulés dans le cas où les produits faisant l'objet desdits certificats s'avéraient non conformes. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit que, dans un tel cas, les Douanes saoudiennes retiraient le numéro d'ordre du certificat de conformité et annulaient ce certificat. Puis elles en avisaient la SASO et le fabricant. Une enquête était ensuite rapidement menée et des actions appropriées seraient engagées en fonction des conclusions de l'enquête. Selon la gravité, la fréquence et la cause de la non-conformité, il pouvait s'agir d'une suspension ou d'un retrait du certificat d'homologation. Les actions engagées étaient toujours proportionnelles, cas par cas, à la gravité des faits. La suspension (qui pouvait être temporaire) ou le retrait du certificat d'homologation n'était envisagé que dans les cas extrêmes, par exemple dans les cas de fraude ou d'inexactitude importante.

175. Des membres du Groupe de travail ont demandé si les certificats délivrés par d'autres organismes d'homologation nationaux ou internationaux étaient pris en considération par les centres d'accréditation régionaux ICCP. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les rapports d'essais, ou les certificats produits par des organismes agréés pour le produit réglementé dans le cadre d'un autre régime d'homologation ou d'évaluation de la conformité national ou international, pouvaient être présentés par les exportateurs pour prouver leur conformité. Ces rapports/certificats étaient dûment reconnus dans la mesure où ils satisfaisaient aux prescriptions saoudiennes. Quand toutes les prescriptions saoudiennes étaient satisfaites, le rôle du centre d'accréditation régional ICCP se limitait à évaluer, vérifier, administrer, délivrer et valider la confirmation de l'enregistrement ou du certificat d'homologation. Le Bureau de pays de la SASO continuerait de faire les inspections avant expédition prescrites relativement à l'enregistrement et à la délivrance des certificats de conformité finals. Pour les produits bénéficiant d'une licence d'homologation de la SASO, les certificats de conformité pourraient être émis par les fabricants eux-mêmes, ce qui signifiait qu'il ne serait pas nécessaire de procéder à l'inspection préalable de chaque expédition. Cela valait pour tous les produits et tous les pays.

176. En réponse aux questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la SASO était le seul organisme de normalisation du pays. Son conseil d'administration était composé de représentants des ministères et des organismes gouvernementaux concernés et du secteur privé. La SASO et les autres autorités saoudiennes se concertaient avant l'adoption de règlements susceptibles d'avoir un effet sur le commerce extérieur de l'Arabie saoudite. Des comités techniques adressaient à la SASO des recommandations indiquant si une norme devait être facultative ou impérative. Comme le prévoyait l'Accord OTC, les critères d'adoption d'une norme impérative étaient fondés sur la réalisation d'objectifs légitimes, tels que la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, la sécurité nationale, la morale publique, la protection de l'environnement et la prévention des pratiques de nature à induire en erreur. Invité à préciser si des lignes directrices et/ou des critères seraient élaborés pour aider à déterminer, lors du réexamen d'une norme existante, si celle-ci devait rester impérative, le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les critères appliqués pour adopter une norme impérative s'appliqueraient de même pour le réexamen des normes existantes.

177. Des membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de confirmer que l'obtention du label de qualité SASO se ferait sur une base non discriminatoire et sans distinction quant à l'origine du produit. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que le label de qualité saoudien facultatif serait accordé sur une base non discriminatoire, sans distinction quant à l'origine des produits. En réponse à une autre question, il a confirmé que les fournisseurs nationaux et

étrangers pouvaient demander à obtenir le label de qualité pour les produits importés. L'utilisation de ce label serait accordée de façon non discriminatoire aux fournisseurs nationaux et étrangers satisfaisant aux prescriptions du programme.

178. Un membre du Groupe de travail a demandé des explications sur la prescription applicable à l'étiquetage du riz, selon laquelle l'information devait être imprimée sur au moins 50 pour cent de la surface de l'emballage. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que cette prescription avait été retirée et ne s'appliquait donc plus.

179. Des membres du Groupe de travail lui ont aussi demandé de confirmer que le Programme saoudien d'évaluation de la conformité (SCAP) en cours d'élaboration serait conforme aux règles de l'OMC et que les redevances éventuellement perçues pour l'évaluation de la conformité des produits originaires du territoire d'autres Membres étaient équitables, comparées à celles qui seraient exigibles pour l'évaluation de la conformité de produits similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays, comme le prévoyait l'Accord OTC. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'Arabie saoudite veillerait à ce que le SCAP soit conforme à toutes les prescriptions pertinentes de l'OMC relatives au traitement national, y compris en ce qui concernait les redevances imposées. Il a indiqué que le SCAP serait appliqué afin d'assurer la conformité des produits d'origine nationale avec la norme nationale. L'ICCP assurait, de son côté, que les produits importés soumis à réglementation étaient conformes aux normes pertinentes. Les deux programmes, le SCAP et l'ICCP, seraient donc appliqués parallèlement et assureraient l'équivalence des procédures pour les produits importés et pour les produits d'origine nationale.

180. En réponse à une question de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'une liste des produits soumis à certification obligatoire avait été jointe, en annexe I, au rapport du Groupe de travail.

Transparence

181. Des membres du Groupe de travail ont demandé que le gouvernement saoudien publie les projets de normes dans un journal officiel ou une autre publication unique accessible au grand public et aux autres parties intéressées. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que cela serait fait. Il a observé que la SASO commencerait à publier tous les projets de normes dans un même journal officiel qui paraîtrait au premier semestre de 2004. Il a aussi confirmé que, jusqu'à ce que cet objectif soit atteint, les projets de normes saoudiennes continueraient d'être annoncés dans les journaux du pays et diffusés dans toutes les ambassades étrangères d'Arabie saoudite. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Mise en œuvre des obligations au titre de l'Accord OTC

182. À la suite des explications et des éclaircissements ci-dessus donnés par le représentant de l'Arabie saoudite, des membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de décrire les mesures qu'elle prenait pour garantir la pleine mise en œuvre de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC). En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a présenté au Groupe de travail le Plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord OTC, reproduit dans le document WT/ACC/SAU/41. Il a fait observer que le Plan d'action renvoyait aux diverses prescriptions de l'Accord OTC et décrivait les pratiques ou les dispositions en vigueur en Arabie saoudite ainsi que les améliorations prévues, y compris l'adoption d'une législation de mise en œuvre. Le Plan d'action avait été exécuté intégralement et la législation nécessaire pour mettre en œuvre l'Accord OTC avait été publiée dans le cadre de la Directive détaillée de la SASO de juillet 2000, dont des exemplaires avaient été distribués aux membres du Groupe de travail, en octobre 2000.

183. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'Arabie saoudite se conformerait à toutes les obligations découlant pour elle de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce à compter de la date de son accession sans recourir à une période de transition. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Inspection avant expédition

184. Des membres du Groupe de travail ont dit que le programme ICCP susmentionné fonctionnait comme un régime d'inspection avant expédition. Ils ont observé que, même si la plupart des prescriptions de l'Accord sur l'inspection avant expédition semblaient être observées, divers éléments de l'ICCP continuaient de susciter des préoccupations. Ainsi, certains membres du Groupe de travail se sont dits préoccupés par la redevance *ad valorem* imposée pour l'évaluation de la conformité, qui pourrait ne pas être compatible avec les prescriptions de l'article VIII du GATT de 1994. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que l'article VIII du GATT de 1994 visait à assurer que les redevances n'incluent pas de frais supplémentaires imposés par les pouvoirs publics en sus du coût des services rendus. Les droits perçus par l'ICCP étaient acquittés dans leur intégralité par les exportateurs directement auprès des entités engagées par la SASO et couvraient uniquement les services d'inspection, d'enregistrement, d'agrément et de certification effectivement rendus. Aucune partie de ces droits n'était payée ou allouée à la SASO ou à tout autre organisme gouvernemental et, par conséquent, ces droits ne servaient pas à protéger la branche de production nationale, ni à accroître les recettes fiscales. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que les droits imposés ne devaient pas absolument correspondre exactement au coût des services rendus; un degré d'approximation raisonnable était autorisé. Des programmes d'inspection avant expédition globaux

étaient utilisés par 33 Membres de l'OMC et la méthode *ad valorem* était toujours la plus répandue avant l'adoption de l'Accord sur l'inspection avant expédition. Comme cet accord ne traitait pas spécifiquement de la question des droits, cela impliquait l'acceptation, la polyvalence et la légitimité de la méthode *ad valorem* existante et confirmait qu'elle était compatible avec l'article initial du GATT de 1994. Sinon, les 33 Membres de l'OMC violeraient directement l'Accord sur l'OMC.

185. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué également que l'application de droits d'inspection avant expédition *ad valorem* par des Membres de l'OMC utilisateurs de programmes d'inspection avant expédition n'avait pas jusqu'ici fait l'objet de différends dans le cadre de l'OMC. Il a ajouté que l'Accord sur l'inspection avant expédition reconnaissait en outre que les gouvernements confiaient habituellement par contrat l'administration des programmes d'inspection avant expédition à des entités spécialisées, comme l'avait fait l'Arabie saoudite. Les droits demandés par toutes les entités reconnues spécialisées dans le domaine de l'inspection avant expédition (membres de l'IFIA) pour la prestation de services professionnels complets d'inspection avant expédition reposaient sur le système de droits *ad valorem*. L'Arabie saoudite n'opérait pas en vase clos et ne pouvait pas imposer unilatéralement au secteur de l'inspection avant expédition un régime totalement à part et contraire aux usages en vigueur dans ce secteur. Elle avait réussi néanmoins à apporter des modifications raisonnables à la méthode des droits *ad valorem* fixes en adoptant une structure de droits fondée sur un pourcentage modulé de la valeur f.a.b. et tenant compte des coûts. Cette structure figurait parmi les plus basses du monde, et comme il était possible aussi de regrouper les expéditions, le système en place correspondait beaucoup plus au coût approximatif des services rendus et était beaucoup plus équitable. L'Arabie saoudite avait aussi apporté d'autres modifications pour tenir compte des cas où il existait un écart entre le coût des services d'inspection avant expédition et le pourcentage de la valeur f.a.b. du produit, les droits d'inspection des voitures ne pouvant dépasser 48,00 dollars EU par voiture, par exemple.

186. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que, si les Membres de l'OMC déterminaient par consensus que le régime *ad valorem* n'était pas approprié et si une modification prévoyant un autre régime de droits était apportée à l'actuel Accord sur l'inspection avant expédition, l'Arabie saoudite serait prête à suivre la pratique internationale et à s'y conformer. Il a aussi fait remarquer qu'il serait essentiellement discriminatoire de désapprouver le régime de l'ICCP de son pays en invoquant sa structure de droits d'inspection, étant donné que l'OMC acceptait que certains Membres appliquent un régime de droits *ad valorem* fixes. Il a été déterminé par consensus que l'Arabie saoudite continuerait d'appliquer des redevances *ad valorem* dans le cadre du programme ICCP, mais les Membres de l'OMC se sont réservé le droit de régler cette question par la voie des procédures de règlement des différends de l'OMC.

187. En réponse aux observations de divers membres du Groupe de travail concernant le rôle de l'ICCP et de l'inspection avant expédition, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que l'ICCP était progressivement supprimé en application de la Décision du Conseil des ministres n° 213 datée du 3.8.1424 H (30 septembre 2003). L'Arabie saoudite a confirmé que son régime d'inspection avant expédition serait provisoire et ne resterait en vigueur que jusqu'au moment où l'Administration des douanes pourrait remplir elle-même les fonctions exercées actuellement par les fournisseurs de services d'inspection avant expédition, c'est-à-dire à l'expiration des contrats en vigueur.

188. En réponse à une demande de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'une liste des produits soumis à inspection avant expédition était jointe, en annexe J, au rapport du Groupe de travail.

189. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré qu'à compter de la date de son accession à l'OMC, l'Arabie saoudite ferait en sorte que les prescriptions de l'Accord sur l'inspection avant expédition soient pleinement respectées. Il a de plus confirmé que l'Arabie saoudite veillerait à ce que les opérations conduites par toutes les entreprises spécialisées dans l'inspection avant expédition dont elle retiendrait les services respectent les prescriptions de l'Accord sur l'OMC, notamment aux prescriptions relatives à l'établissement des redevances et impositions de l'article VIII du GATT de 1994, et qu'elle s'assurerait que ces entreprises se conforment aux prescriptions de transparence et de régularité de la procédure des Accords de l'OMC, en particulier aux prescriptions énoncées à l'article X du GATT de 1994 et dans l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

190. En réponse aux demandes d'information qui lui avaient été adressées, le représentant de l'Arabie saoudite a donné des précisions sur le régime sanitaire et phytosanitaire (SPS) de l'Arabie saoudite dans le document WT/ACC/SAU/17. Il a aussi communiqué des informations sur la durée de conservation des produits alimentaires dans le document WT/ACC/SAU/27.

191. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le fondement juridique des prescriptions sanitaires et phytosanitaires saoudiennes était le Décret royal n° M/10 du 3.3.1392 H (16 avril 1972) établi par l'organisme de normalisation compétent, à savoir l'Organisation saoudienne de normalisation (SASO). Les normes saoudiennes couvraient les prescriptions sanitaires applicables aux produits alimentaires au moyen:

- i) de mesures conformes aux normes et directives du Codex Alimentarius;
- ii) de mesures non couvertes par les normes et directives du Codex Alimentarius qui se fondaient sur des études scientifiques ou sur les mesures les plus pertinentes d'autres Membres de l'OMC.

192. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué en outre que le Règlement relatif à la quarantaine animale, promulgué par le Décret du Conseil des ministres n° 109 du 34.4.1424 H (30 juin 2003), énonçait les prescriptions et les mesures sanitaires et vétérinaires relatives aux animaux et aux produits d'origine animale conformément au Code zoosanitaire international, qui spécifiait la réglementation recommandée par l'Office international des épizooties pour le commerce international des animaux et des produits d'origine animale. Il a noté également que le Règlement relatif à la quarantaine agricole, promulgué par le Décret du Conseil des ministres n° 207 du 26.1.1396 H (28 janvier 1976), établissait des prescriptions et mesures phytosanitaires conformes aux règles de la CIPV fondées initialement sur des publications de la FAO. Les circulaires de prévention sanitaire que le Ministère de la santé publiait périodiquement reprenaient l'essentiel des relevés épidémiologiques hebdomadaires de l'OMS et traitaient également des mesures sanitaires et phytosanitaires.

193. En réponse à d'autres demandes d'information sur le rôle du CCG et l'évaluation du risque, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que, s'agissant du système de quarantaine de l'Arabie saoudite et de l'évaluation du risque associé, le Conseil des ministres avait publié sa Décision n° 109 datée du 30.04.1424 H (30 juin 2003). Par cette décision n° 109, l'Arabie saoudite a adopté le système de quarantaine vétérinaire applicable aux pays du CCG. (Il a indiqué qu'un nouveau système de quarantaine phytosanitaire était toujours à l'étude.) Le représentant de l'Arabie saoudite a noté que l'union douanière des pays du CCG avait adopté un système de port d'entrée unique pour l'ensemble des marchandises importées dans les pays du CCG. Selon ce système, toute marchandise autorisée à entrer dans l'un des ports du CCG était autorisée à entrer dans tous les pays du CCG, et des procédures douanières telles que l'inspection, l'analyse en laboratoire et les redevances douanières étaient effectuées dans le premier port d'entrée. En conséquence, ce système d'évaluation du risque dans tous les pays du CCG était unifié.

194. Un membre du Groupe de travail a demandé comment l'Arabie saoudite s'assurerait que les mesures prises dans chaque pays du CCG répondaient aux prescriptions de l'article 5 de l'Accord SPS (c'est-à-dire que les mesures prises dans chaque pays membre ne seraient pas plus restrictives que nécessaire pour répondre aux risques auxquels chaque membre était confronté). Le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que l'union douanière assurait la libre circulation des marchandises entre

les pays du CCG, et qu'il n'était donc pas possible de restreindre les importations dans un pays du CCG tout en les autorisant dans un autre.

195. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué par ailleurs que son pays avait publié précédemment des mesures concernant la santé animale, et que le Ministère de l'agriculture appliquait, avec le Ministère du commerce et de l'industrie et celui des collectivités locales, des mesures visant à prévenir la propagation des épidémies et à contrôler l'utilisation des médicaments vétérinaires et des pesticides. Les mesures sanitaires concernant les fruits et légumes frais étaient régies par les normes de la SASO et appliquées par le Ministère de l'agriculture. Lorsqu'il n'existait pas de norme internationale approuvée pour ces produits, le Royaume d'Arabie saoudite adoptait les normes en vigueur dans les États de la Communauté européenne et dans les pays Membres de l'OMC. Les normes sanitaires concernant les produits alimentaires (viande, produits carnés et aliments transformés) étaient approuvées par la SASO, mais appliquées par le Ministère de l'industrie et le Ministère du commerce dans le cas des produits fabriqués dans le pays, et par le Ministère du commerce dans le cas des produits importés. Le Ministère des collectivités locales prenait part au contrôle interne des produits sur les marchés principalement contrôlés par le Ministère du commerce. Les mesures relatives aux effets sur la santé de l'homme et au rapport entre celle-ci et la préservation des végétaux, la santé des animaux et la sécurité sanitaire des produits alimentaires étaient établies par le Ministère de la santé par le biais de circulaires périodiques de prévention visant à informer les autres organismes concernés des risques en cause et à les mettre en garde.

196. Le représentant de l'Arabie saoudite a de plus fait remarquer que les mesures sanitaires saoudiennes étaient conformes aux dispositions de l'Accord SPS et aux recommandations et directives émanant d'organisations internationales et régionales. L'Arabie saoudite était un membre actif et permanent des organisations internationales de réglementation sanitaire et phytosanitaire, dont la FAO, la Commission du Codex Alimentarius et l'Office international des épizooties (OIE). Les mesures SPS qu'elle prenait ne créaient pas de discriminations arbitraires ou injustifiées entre des pays où prévalaient des conditions identiques ou similaires. Elles ne faisaient pas non plus de distinction entre le territoire de l'Arabie saoudite et ceux des autres pays où prévalaient des conditions identiques ou similaires. Les mesures SPS de l'Arabie saoudite n'étaient pas appliquées de manière à constituer une restriction déguisée au commerce international.

197. En réponse aux demandes de renseignements au sujet de la transparence des mesures SPS, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que les mesures SPS de son pays étaient publiées à l'avance. L'Arabie saoudite avait un système bien établi pour informer les gouvernements et les autres organismes de normalisation de tout changement apporté, et des dossiers complets de directives

décrivant dans le détail toutes les prescriptions étaient mis à la disposition des parties intéressées. Elle notifiât ses mesures et prescriptions sanitaires et phytosanitaires aux ambassades présentes dans le Royaume ainsi qu'aux chambres de commerce saoudiennes. Le représentant de l'Arabie saoudite a noté en outre que, dans le cas des normes OTC, la SASO avait entrepris de publier, dans une même édition de son journal, les projets de normes proposés dans le domaine alimentaire. (Tant que cet objectif n'aura pas été atteint, les mesures sanitaires et phytosanitaires saoudiennes resteront disséminées, ainsi qu'il est expliqué plus haut.)

198. Les membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de préciser les mesures supplémentaires prises pour mettre en œuvre les obligations souscrites, dans le cadre de l'Accord SPS, en matière de transparence et d'évaluation des risques. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les obligations SPS avaient été mises en œuvre par diverses décisions récentes du Conseil des ministres. Il a indiqué en particulier que la Décision du Conseil des ministres n° 85 en date du 01.04.1421 H (4 juillet 2000) contenait une série de mesures d'application des obligations de l'Accord SPS. Premièrement, la Décision n° 85 imposait au Ministère du commerce et de l'industrie de notifier toutes les initiatives concernant les mesures SPS à l'OMC et à l'ensemble de ses Membres et de répondre à toute enquête à ce sujet. Deuxièmement, cette décision avait créé un Comité technique permanent chargé de suivre les mesures SPS saoudiennes et de s'assurer qu'elles étaient mises en œuvre conformément aux obligations de l'Arabie saoudite dans le cadre de l'OMC. Le Comité technique permanent rassemblait des représentants du Ministère du commerce et de l'industrie, du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la santé, de la SASO et de la Direction des douanes. Troisièmement, la Décision n° 85 demandait au Ministère du commerce et de l'industrie de préparer une liste exhaustive des mesures SPS prises par l'Arabie saoudite; cette liste était jointe en annexe K.

199. Des membres du Groupe de travail ont déclaré que les renseignements que l'Arabie saoudite avait communiqués sur ses mesures SPS donnaient un bon aperçu du régime. Ils ont toutefois demandé confirmation du fait que ces mesures étaient établies sur la base d'une évaluation du risque effectuée conformément à l'article 5 de l'Accord SPS. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que les mesures SPS de son pays étaient conformes à toutes les normes, directives ou recommandations élaborées par les organismes internationaux expressément nommés dans l'Accord SPS, c'est-à-dire la Commission du Codex Alimentarius, l'Office international des épizooties et la Convention internationale pour la protection des végétaux. L'Arabie saoudite était membre de ces trois organismes. Conformément à l'article 3:2 de l'Accord SPS, ces mesures étaient en totale conformité avec l'Accord SPS. Quant aux mesures découlant de l'évaluation des risques non visés par les trois organismes précités (comme les risques microbiologiques et la durée de conservation des produits alimentaires), l'Arabie saoudite s'appuyait sur des études scientifiques, des directives et des

recommandations établies par elle-même (dans quelques cas) ou émanant d'établissements de recherche spécialisés, d'universités et d'organismes scientifiques de réputation internationale. Le niveau de protection adopté par l'Arabie saoudite était compatible avec les directives et recommandations émises par ces organismes de réputation internationale, et il tenait compte de l'objectif consistant à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que les mesures SPS de l'Arabie étaient établies sur la base d'une évaluation des risques, conformément à l'article 5 de l'Accord SPS.

200. Des membres du Groupe de travail ont recensé quelques points susceptibles de ne pas être compatibles avec les prescriptions de l'Accord SPS, dont la prescription énoncée à l'article 6 de la Résolution du Conseil des ministres n° 207 (26.1.1396 H) (28 janvier 1976) "Règlement sur la quarantaine phytosanitaire", selon laquelle les produits devaient être exempts de toute graine de mauvaises herbes, que les graines soient ou non susceptibles de quarantaine, comme le préconisaient les directives internationales pertinentes. Certains membres ont aussi noté que l'article 3 de la Décision du Conseil des ministres n° 109 intitulé "Texte réglementant la quarantaine vétérinaire", en date du 34.04.1424 H (30 juin 2003), disposait qu'"aucun animal ne sera admis ... en provenance d'un pays infecté par une quelconque épidémie [...]". Ces membres estimaient que cette prescription n'était pas compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'après son accession le Royaume d'Arabie saoudite se conformerait aux règles pertinentes de l'OMC. En réponse à d'autres questions sur l'importation des semences, il a signalé qu'aucun droit n'était perçu pour l'inspection des semences importées. Les semences étaient soumises à une vérification visuelle destinée à vérifier qu'elles ne contenaient pas d'impuretés et à garantir l'exactitude des renseignements phytosanitaires figurant sur les documents d'importation. Par la suite, les échantillons de semences étaient expédiés aux laboratoires où serait décelée, le cas échéant, la présence d'aflatoxines.

201. Un membre du Groupe de travail a demandé à l'Arabie saoudite de préciser le traitement appliqué à la viande en conteneurs scellés lorsque celle-ci était d'abord entrée dans un autre pays du CCG. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son pays comprenait l'importance de cette question, sur laquelle le Ministère du commerce et de l'industrie se penchait. Le Ministère étudiait ce dossier et devait prendre prochainement une décision à ce sujet.

202. Des membres du Groupe de travail ont dit que certains textes, tels ceux qui étaient intitulés "Approbation des importations de semences de luzerne et de plantes potagères en provenance de pays non arabes" et "Approbation des importations de graines pour jardin d'agrément et de semences de plantes fourragères en provenance de pays non arabes", ne semblaient viser que les pays "non arabes",

auquel cas il pouvait y avoir un problème de compatibilité avec le principe du traitement de la nation la plus favorisée. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que, dès son accession à l'OMC, le Royaume se conformerait aux dispositions pertinentes de l'OMC. Des membres du Groupe de travail ont estimé que cette position ne semblait pas compatible avec la prescription de l'Accord SPS selon laquelle, dans l'application des mesures SPS, les Membres de l'OMC devaient tenir compte des "conditions régionales" influant sur les risques pour la santé et la vie des humains, des animaux et des plantes. Pour répondre à ces préoccupations et à d'autres points soulevés par des membres du Groupe de travail à propos de certains règlements et pratiques du régime SPS de l'Arabie saoudite, le représentant de ce pays a dit que les règlements seraient réexaminés.

203. Des membres du Groupe de travail ont fait remarquer que les durées de conservation établies en Arabie saoudite semblaient excessivement courtes. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que son pays révisait les prescriptions relatives à la durée de conservation afin de s'assurer de leur conformité aux dispositions des Accords SPS et OTC.

204. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué par ailleurs que les normes de l'Arabie saoudite concernant la durée de conservation avaient été adoptées initialement en tenant compte du climat extrême et d'autres conditions spécifiques au pays. La durée de conservation était déterminée, en Arabie saoudite, sur la base d'enquêtes scientifiques, de normes internationales et de certaines normes nationales, d'études scientifiques et de rapports conduits/publicés par des universités et instituts de recherche spécialisés de réputation internationale, et de références scientifiques internationales. La détermination finale de la durée de conservation se faisait sur la base d'études pour lesquelles les "conditions d'entreposage spécifiées" étaient les plus proches de celles de l'Arabie saoudite. Ces conditions avaient été étudiées et examinées de manière exhaustive par l'Arabie saoudite dans le rapport intitulé *"Proceedings of Symposium on the Transportation, Handling & Storing of Food Products in the Kingdom, Part I and II"*, daté des 26-28 février 1989. À cet égard, le représentant de l'Arabie saoudite a fait remarquer que le Codex définissait "la date limite d'utilisation" comme étant "la date estimée d'expiration du délai" après lequel, dans les conditions d'entreposage spécifiées, le produit n'aurait probablement pas la qualité que le consommateur était en droit d'attendre. Après cette date, le produit ne devrait plus être considéré comme "commercialisable". Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que les expressions "inacceptables pour le consommateur" et "impropres à la consommation" correspondaient de toute évidence l'une et l'autre à la définition ci-dessus. Il a également précisé que, pour déterminer la durée de conservation appropriée, l'Arabie saoudite se fondait sur les conclusions d'études scientifiques effectuées par des organismes spécialisés, crédibles et internationalement reconnus ainsi que sur des références reposant sur des recherches conduites à

des fins universitaires, industrielles ou commerciales. Le fait que certaines de ces recherches étaient menées par des fabricants prouvait que l'Arabie saoudite prenait en compte les différences entre les méthodes de fabrication et de conditionnement. La diversité des fondements scientifiques sur lesquels s'appuyait l'Arabie saoudite ne limitait pas son droit de déterminer elle-même la durée de conservation des produits alimentaires périssables (au titre des mesures SPS) et non périssables (au titre des mesures OTC), de manière à tenir compte de ses conditions climatiques.

205. Répondant à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a signalé que les durées de conservation établies par les fabricants qui étaient respectées par d'autres pays n'étaient pas uniformes et ne pouvaient pas non plus être considérées comme des mesures SPS officielles par les gouvernements. Néanmoins, les durées de conservation des produits alimentaires périssables n'étaient pas imposées unilatéralement par le gouvernement saoudien, mais adoptées en suivant le même processus ouvert que celui utilisé pour les normes, c'est-à-dire en faisant appel à des comités techniques chargés d'établir les durées de conservation appropriées. Les membres de ces comités, qui regroupaient des représentants des secteurs industriel et commercial, avaient ainsi la possibilité d'influer sur la détermination de la durée de conservation et de faire en sorte qu'elle soit conforme aux besoins du secteur, sans parler de la période de consultation durant laquelle les parties intéressées pouvaient présenter leurs observations. En outre, les procédures et directives administratives de la SASO donnaient aux fabricants la possibilité de présenter à tout moment à la SASO, pour évaluation, les preuves scientifiques sur lesquelles ils se fondaient pour déterminer la durée de conservation de leurs produits. S'ils pouvaient démontrer objectivement que cette durée était conforme au niveau de protection SPS et aux critères de qualité des aliments de l'Arabie saoudite, la SASO modifiait en conséquence ses normes de durée de conservation.

206. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que les durées de conservation étaient les mêmes pour les produits alimentaires d'origine nationale et les produits importés. Dans le cas des produits de longue conservation, l'Accord OTC donnait à l'Arabie saoudite le droit de tenir compte des effets des conditions climatiques et d'infrastructure qui lui étaient propres (transport, entreposage et manutention). Cependant, pour la SASO, les conditions climatiques étaient le déterminant essentiel de la durée de conservation. Dans les rares cas où les études et les références scientifiques internationales ne concordaient pas, l'Arabie saoudite avait tendance à adopter de préférence les durées de conservation plus courtes recommandées pour compenser, indirectement, le fait que les facteurs d'infrastructure n'étaient pas spécifiquement pris en compte. L'amélioration des infrastructures permettrait d'adopter un système moins contraignant.

207. En réponse à d'autres questions des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que son pays avait entrepris un réexamen des prescriptions en matière de durée de conservation. Un comité technique auquel participaient différents ministères (Ministère du commerce et de l'industrie, Ministère de la santé, Ministère de l'agriculture, Ministère des collectivités locales), des universités et la SASO était chargé de réviser les normes obligatoires saoudiennes concernant la durée de conservation des denrées alimentaires en fonction des accords SPS et OTC, de la Commission du Codex alimentarius, des références scientifiques internationales ainsi que des recherches et études scientifiques conduites dans le Royaume et à l'étranger. Un projet révisé sera adressé aux organes concernés, qui auront deux mois pour présenter leurs observations. Ces dernières seront examinées par le Comité technique chargé de préparer la version finale, laquelle sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration de la SASO. Le Comité technique étudiera aussi s'il y a lieu de supprimer la disposition visant à ne pas autoriser les produits alimentaires qui ont déjà dépassé plus de la moitié de leur durée de conservation telle que définie dans la norme saoudienne "Durée de conservation des denrées alimentaires". Toutes les mesures mentionnées devraient être prises au cours du premier semestre de 2004.

208. Certains membres du Groupe de travail ont observé que, selon l'Accord SPS, les Membres de l'OMC devaient accepter les mesures sanitaires et phytosanitaires des autres Membres, si ces derniers démontraient objectivement au pays importateur que leurs mesures permettaient d'atteindre le niveau de protection SPS qu'il souhaitait. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué qu'après son accession son pays accepterait les mesures des pays exportateurs conformément aux prescriptions de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

209. Des membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite d'indiquer tous les points de divergence et le calendrier suivant lequel le régime saoudien serait rendu conforme aux prescriptions de l'Accord SPS. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que son gouvernement avait d'ores et déjà engagé un processus interne de révision de son régime SPS, en tenant compte des observations des membres du Groupe de travail. Il a ensuite présenté aux membres du Groupe de travail un plan d'action détaillé en vue de la mise en œuvre de l'Accord SPS, dans le document WT/ACC/SAU/42. Enfin, il a informé le Groupe de travail que le plan d'action avait été exécuté dans le cadre de la Décision du Conseil des ministres n° 85 de juillet 2000 et de la Décision du Conseil des ministres n° 943 du 1^{er} juillet 2003 sur la législation SPS, intitulée "Procédures sanitaires et phytosanitaires unifiées", qui était conforme aux dispositions de l'Accord SPS de l'OMC. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué par ailleurs que la nouvelle loi SPS incorporait les modifications apportées au "Règlement sur la quarantaine phytosanitaire" et aux "Instruments réglementaires concernant la quarantaine vétérinaire",

assurant ainsi la conformité avec les prescriptions de l'Accord SPS. Il a indiqué que les principales caractéristiques de la nouvelle législation saoudienne étaient les suivantes:

- i) L'Arabie saoudite appliquera les mesures SPS d'une façon cohérente avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures SPS (article 2.1 de la loi saoudienne).
- ii) Les mesures SPS seront limitées à ce qui est nécessaire pour protéger la vie ou la santé des êtres humains, des animaux et des végétaux (article 2.2 de la loi saoudienne).
- iii) Les mesures SPS seront fondées sur des règles et principes scientifiques et ne seront pas maintenues sans preuve scientifique suffisante (article 2.2).
- iv) Il n'y aura pas de discrimination injustifiée entre l'Arabie saoudite et les Membres de l'OMC où des conditions identiques ou similaires prévalent (article 2.3).
- v) Les mesures SPS ne s'appliqueront pas d'une manière constituant une restriction déguisée du commerce international (article 2).
- vi) Les mesures SPS prises par l'Arabie saoudite seront fondées sur des normes, directives ou recommandations internationales, sauf si des motifs d'ordre scientifique justifient des mesures assurant un niveau de protection plus élevé (article 3.1 de la loi saoudienne).
- vii) L'Arabie saoudite acceptera les mesures SPS d'autres Membres de l'OMC comme mesures équivalentes si elles permettent d'atteindre le niveau de protection qu'elle recherche (article 4.1).
- viii) L'article 5 de la Loi SPS de l'Arabie saoudite suit les dispositions de l'article 5 de l'Accord SPS de l'OMC.
- ix) L'article 6 de la loi de l'Arabie saoudite suit les dispositions de l'article 6 de l'Accord SPS.
- x) Les articles 7 et 8 de la loi saoudienne suivent les dispositions des articles 7 et 8 de l'Accord SPS.

210. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que le régime sanitaire et phytosanitaire saoudien serait conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires à compter de la date de son accession à l'OMC, et que son pays n'appliquerait les mesures prévues dans cet accord qu'en prenant soin de créer le moins possible de restrictions au commerce, et ce, à compter de la date de son accession, sans recourir à une période de transition. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce

211. Des membres du Groupe de travail ont félicité l'Arabie saoudite pour son régime d'investissement, très libéral dans l'ensemble, et ont demandé s'il contenait des mesures incompatibles avec l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC). Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'aucune des mesures en vigueur en Arabie saoudite n'était incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les MIC. Il a fait remarquer en particulier que l'Arabie saoudite n'appliquait aucune des mesures décrites dans la Liste exemplative figurant à l'Annexe de l'Accord sur les MIC. Des membres du Groupe de travail ont demandé si l'Arabie saoudite imposait des prescriptions quant au transfert de connaissances techniques ou de gestion ou à l'investissement étranger. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu qu'aucune prescription particulière ne visait ces types de transfert.

212. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son pays ne maintiendrait aucune mesure incompatible avec l'Accord sur les MIC et qu'il appliquerait ledit accord à compter de la date de son accession sans recourir à une période de transition. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Commerce d'État

213. Certains membres du Groupe de travail ont demandé au représentant de l'Arabie saoudite si des entreprises opérant sur le territoire du Royaume bénéficiaient de privilèges exclusifs ou spéciaux, tels qu'ils sont définis à l'article XVII du GATT de 1994. Il a répondu que l'Office des silos à grain et minoteries (GSFMO) a été créé par décret royal en 1973 pour accompagner le développement du secteur agricole national, et en particulier la production de blé, pour des raisons de sécurité nationale, en formant un conglomérat de stockage des céréales et de production de farine et en créant un marché stable des céréales afin de préserver les agriculteurs des fluctuations des prix. C'était le seul organisme habilité à importer des céréales, de la farine et des aliments pour animaux. Il avait été seul habilité à importer du blé et de l'orge, mais le régime d'importation de ces produits avait été libéralisé. Les importateurs privés pouvaient désormais importer du blé et de l'orge, et le GSFMO n'importait plus ces produits. Il n'était plus une entreprise d'importation d'État. En réponse à une question, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que 18 sociétés privées importaient du blé et de l'orge depuis la fin du monopole du GSFMO. L'Arabie saoudite a confirmé que le GSFMO n'était plus une entreprise engagée dans les importations pour le compte de l'État.

214. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé qu'après son accession à l'OMC son pays se conformerait aux dispositions de l'OMC, et en particulier à l'article XVII du GATT de 1994, au Mémoire d'accord sur l'interprétation dudit article et à l'article VIII de l'AGCS concernant le commerce d'État, les entreprises appartenant à l'État et les autres entreprises et entités exerçant les privilèges spéciaux ou exclusifs décrits ci-dessus. L'Arabie saoudite s'attacherait en particulier à respecter les dispositions relatives à la notification et à la non-discrimination, et ses opérations commerciales s'inspireraient de considérations d'ordre commercial. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Zones franches

215. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré qu'il n'existait pas de zones franches ou de zones économiques franches en Arabie saoudite. Il a indiqué par ailleurs que, si de telles zones voyaient le jour, l'Arabie saoudite les administrerait conformément aux dispositions de l'OMC, notamment en ce qui concerne les subventions, les MIC et les ADPIC, et que les biens produits dans ces zones sous des dispositions fiscales et douanières exonérant les importations et les intrants importés de droits de douane et de certaines taxes ou impositions seraient soumis aux formalités douanières normales, en particulier à l'application de droits et d'éventuelles taxes et impositions, lorsqu'ils entreraient dans le reste du pays. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Commerce de transit

216. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé le Groupe de travail que les marchandises transitant par l'Arabie saoudite bénéficiaient d'un régime d'admission en franchise de droits au titre des articles 69 à 73 de la Loi sur le régime douanier commun des États membres du CCG, qui s'appliquaient à l'Arabie saoudite. La politique du Royaume était d'autoriser les marchandises en transit à être transportées à travers le pays sans aucune discrimination quant à leur type, à leur origine ou à leur destination. Il a indiqué que les marchandises destinées à d'autres pays qui transitaient par l'Arabie saoudite étaient soumises aux conditions suivantes:

- i) Les biens interdits n'étaient pas autorisés à transiter par l'Arabie saoudite, conformément à la Loi sur le régime douanier commun du CCG.
- ii) Les types et marques des marchandises devaient être spécifiés dans la déclaration d'accompagnement.
- iii) Les marchandises devaient être transportées en conteneurs modulaires à accès unique dûment équipés de cadenas pour permettre l'apposition effective du sceau de la douane; ce sceau ne devait pas être brisé.

- iv) Le transit des marchandises à travers l'Arabie saoudite devrait être couvert par la garantie d'un transitaire au port d'entrée.
- v) La cargaison devrait sortir dans le délai spécifié par le port d'entrée.

217. En réponse à une question d'un membre du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que la législation et la pratique des autorités d'Arabie saoudite en matière de commerce de transit seraient parfaitement conformes aux dispositions de l'Accord sur l'OMC, et en particulier à l'article V du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Politique agricole

218. Le représentant de l'Arabie saoudite a fourni des renseignements sur le secteur agricole saoudien, dont les tableaux sur le soutien interne et les subventions à l'exportation figurant dans les documents WT/ACC/SAU/19 et 28 et WT/ACC/SPEC/SAU/1/Rev.6 et Corr.1.

219. Des membres du Groupe de travail ont demandé que l'Arabie saoudite fournisse des renseignements détaillés sur le rôle tenu par la Banque agricole saoudienne (BAS), et plus particulièrement sur son mandat en matière de prêts et de subventions à l'agriculture. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que la BAS avait été fondée par le Décret royal n° 58 publié le 3.12.1382. Il s'agissait d'un établissement public à caractère financier spécialisé dans le financement du secteur agricole, dont l'objectif était d'accompagner le développement de l'agriculture et d'améliorer sa productivité via la mise en œuvre des méthodes scientifiques et techniques les plus modernes. Par l'intermédiaire de ses 13 succursales, qui administraient 57 agences réparties dans tout le Royaume, la Banque accordait des prêts visant à faciliter la prestation de services aux agriculteurs de chacune des régions. La BAS mettait à la disposition des agriculteurs, promoteurs de projets agricoles, pêcheurs, apiculteurs et coopératives agricoles deux types de prêts sans intérêt. Toutefois, les investisseurs agricoles qui souhaitaient obtenir un prêt de la BAS supportaient des coûts occultes, comme l'attestaient le nombre et le montant des prêts recensés au tableau ci-dessous. Il fallait beaucoup de temps pour déposer une demande de prêt et obtenir son approbation, en raison de la lenteur bureaucratique qui caractérisait d'ordinaire les organismes publics. En conséquence, les coûts d'opportunité pour les prêts agricoles étaient très faibles.

| Année | Nombre | Montant total (en milliers de riyals saoudiens) |
|-------|--------|--|
| 1992 | 4 374 | 775 150 |
| 1993 | 4 429 | 930 561 |
| 1994 | 3 822 | 670 556 |
| 1995 | 2 642 | 412 589 |
| 1996 | 3 065 | 431 708 |
| 1997 | 3 942 | 626 956 |
| 1998 | 5 607 | 897 310 |
| 1999 | 6 628 | 903 010 |
| 2000 | 6 147 | 1 112 221 |
| 2001 | 8 037 | 1 444 925 |

Source: Banque agricole saoudienne, Rapport annuel n° 38, 1421/1422 (2001).

220. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que la BAS avait aussi été chargée de financer une série de subventions agricoles versées par l'État pour réduire les dépenses agricoles et accroître le rendement moyen de la production agricole. Ces subventions avaient été versées pour des moteurs, des pompes d'irrigation, des machines agricoles, du matériel destiné à l'élevage de volailles et à la production laitière, ainsi que pour les coûts de transport du pays d'origine des vaches de race importées dans le Royaume. Le tableau suivant indique le montant total des subventions agricoles versées par l'intermédiaire de la BAS durant la période 1992-2001:

| Année | Total des subventions (en milliers de riyals saoudiens) (1 dollar = 3,75 riyals saoudiens) |
|-------|---|
| 1992 | 677 902 |
| 1993 | 248 624 |
| 1994 | 355 434 |
| 1995 | 0 (pas de subventions) |
| 1996 | 296 937 |
| 1997 | 229 376 |
| 1998 | 225 492 |
| 1999 | 197 358 |
| 2000 | 228 960 |
| 2001 | 249 880 |

Source: Banque agricole saoudienne, Rapport annuel n° 38, 1421/1422 (2001).

221. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que, dans le cadre de son Plan de développement actuel, son pays distribuerait des terres dans des zones convenablement dotées en ressources en eau renouvelables. Les investissements seraient encouragés dans les grands projets agricoles dépendant de l'existence de ressources en eau renouvelables et utilisant des systèmes d'irrigation modernes économes en eau. La production intérieure de légumes et de fruits en serre serait encouragée, tout comme la pêche au moyen de techniques modernes. Comme prévu, la production de blé, supérieure à 4 millions de tonnes avant 1994, a été progressivement réduite pour tomber à 2,8 millions de tonnes en 1994, 2 millions de tonnes en 1998 et 1,8 million de tonnes en 2001. La production d'orge a fait de même, passant de 2 millions de tonnes en 1994-1995 à 1 million de tonnes en 1998, puis à moins de 200 000 tonnes en 2001. L'orge produite localement était achetée par le GSFMO, puis vendue aux éleveurs au prix fixe de 133 dollars EU la tonne. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le GSFMO avait cessé de recevoir l'orge produite localement, conformément au Décret royal n° 4/B/49434 daté du 8.12.1423 H (10 février 2003). Les agriculteurs ont été encouragés à se reconvertir dans d'autres produits plus économes en eau.

222. Des membres du Groupe de travail ont demandé si le secteur laitier était lui aussi subventionné. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que ce secteur ne bénéficiait d'aucun soutien spécifique, sauf pour le coût du transport des vaches importées dans des conditions particulières.

223. En réponse à des questions sur l'irrigation des cultures, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que les eaux d'irrigation étaient fournies par des particuliers et non par l'État. Il a fait observer qu'aucune subvention n'était versée au titre de l'exploitation du matériel d'irrigation.

224. Des membres du Groupe de travail ont demandé au représentant de l'Arabie saoudite de préciser le rôle joué par le GSFMO dans l'exportation du blé et les subventions à ce secteur. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que le GSFMO n'exportait plus ni blé ni orge depuis 1995. Les exportations de blé et d'orge subventionnées faisaient l'objet de contrôles par le biais des licences d'exportation. Répondant à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que l'exportation de semis de dattier, d'orge, de maïs et de fèves de soja était subordonnée au remboursement des subventions versées pour soutenir la production intérieure.

225. Les engagements pris par l'Arabie saoudite en matière de [droits sur les produits agricoles] soutien interne et de subventions à l'exportation des produits agricoles sont énumérés dans la Liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises (document WT/ACC/) jointe en annexe au projet de protocole d'accession de l'Arabie saoudite.

Commerce des aéronefs civils

226. Des membres du Groupe de travail ont demandé que l'Arabie saoudite s'engage à accéder à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils à compter de la date d'entrée en vigueur de son Protocole d'accession. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que son pays n'avait aucunement l'intention, à l'heure actuelle, d'accéder audit accord.

Régime de protection de la propriété intellectuelle touchant au commerce

Généralités

Protection de la propriété industrielle

227. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que l'objectif de la politique conduite en matière de propriété intellectuelle était d'assurer la protection effective et adéquate de toutes les catégories de propriété intellectuelle, conformément aux dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Outre l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, le représentant de l'Arabie saoudite a présenté un Aide-mémoire supplémentaire sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (WT/ACC/SAU/5). Il a fourni au Groupe de travail les textes de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de la Loi sur les brevets et de la Loi sur la protection du droit d'auteur (L/7645/Add.1).

228. Des membres du Groupe de travail ont félicité l'Arabie saoudite pour le niveau généralement élevé de la protection qu'elle accordait aux droits de propriété intellectuelle. Ils ont rappelé qu'elle avait pris une série d'initiatives pour rendre son régime commercial pleinement conforme à l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), mais que quelques problèmes subsistaient. Certains membres ont demandé que l'Arabie saoudite prenne immédiatement les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes qui subsistent dans son régime de protection de la propriété intellectuelle et qu'elle s'engage à mettre pleinement en œuvre l'Accord sur les ADPIC sans recourir à une période de transition. En particulier, certains membres du Groupe de travail ont exprimé des préoccupations au sujet des points suivants: la protection du droit d'auteur; la durée de la protection conférée par les brevets; la protection des variétés végétales; le délai qui s'écoule avant l'application des prescriptions concernant la concession et l'exploitation des licences obligatoires; la protection des enregistrements sonores et des œuvres audiovisuelles; la protection des radiodiffusions et des diffusions par satellite; la protection explicite des programmes d'ordinateur; la mise en œuvre des articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne; et la protection des marques notoirement connues. En réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a réaffirmé l'engagement de son pays à s'acquitter des

obligations souscrites au titre de l'Accord sur les ADPIC et a communiqué les informations supplémentaires énoncées ci-après.

Organes responsables de la formulation et de la mise en œuvre des politiques

229. Répondant aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que différents organismes saoudiens étaient responsables des divers aspects de la formulation et de la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle, selon la nature précise de la question posée. Ainsi, le Ministère du commerce et de l'industrie était chargé de la mise en œuvre de la législation sur les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que de la formulation et de la mise en œuvre de la politique relative à la protection des informations non divulguées, conformément à la Loi sur les sociétés, à la Loi sur le travail, à la Loi sur le contrôle bancaire et à la nouvelle Loi sur la concurrence déloyale, en cours d'examen, dans laquelle cette question serait traitée de façon exhaustive. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré par ailleurs que la Cité du Roi Abdulaziz pour la science et la technologie (KACST) était chargée de mettre en œuvre la politique concernant les brevets, la protection des dessins industriels, des variétés végétales et des schémas de configuration des circuits intégrés. Il a ajouté que le Ministère de la culture et de l'information était chargé de l'application de la Loi sur le droit d'auteur.

Participation aux conventions internationales sur la propriété intellectuelle

230. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que son pays était partie à diverses conventions sur la propriété intellectuelle, dont:

- i) la Convention établissant l'OMPI;
- ii) la Convention de Berne;
- iii) la Convention de Paris;
- iv) la Convention universelle sur le droit d'auteur;
- v) l'Accord régional arabe sur le droit d'auteur et les droits connexes.

Application du traitement NPF et du traitement national aux ressortissants étrangers

231. En réponse à une question des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que le Royaume accordait le traitement NPF et le traitement national conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.

Redevances et impositions

232. En réponse à une question des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a donné les informations suivantes sur les redevances et impositions:

Droits d'auteur: aucune redevance ou imposition.

Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service

| | | |
|---|--|------------------------|
| - | Frais de dossier | 1 000 riyals saoudiens |
| - | Droit d'enregistrement: | 3 000 riyals saoudiens |
| - | Renouvellement de l'enregistrement: | 3 000 riyals saoudiens |
| - | Modification de l'enregistrement: | 1 000 riyals saoudiens |
| - | Pénalité pour retard dans le renouvellement: | 3 000 riyals saoudiens |

Normes de fond en matière de protection de la propriété intellectuelle, y compris les procédures d'acquisition et de maintien des droits y afférents

Droit d'auteur

233. S'agissant du droit d'auteur, certains membres du Groupe de travail ont estimé que la législation en vigueur en Arabie saoudite ne reflétait pas pleinement les obligations contractées par le pays au titre de la Convention universelle sur le droit d'auteur. De plus, les dispositions des lois saoudiennes n'assuraient pas la protection des enregistrements sonores. L'Arabie saoudite n'avait pas encore adhéré à la Convention de Berne, à la Convention de Paris et à la Convention de Genève sur les phonogrammes. L'adhésion à ces accords multilatéraux sur la propriété intellectuelle démontrait un engagement ferme en faveur de la protection de ces droits et facilitait leur respect sur le plan national. On notait d'autres lacunes, telles que l'absence de lois protégeant les radiodiffusions et les diffusions par satellite ou le fait que la durée de protection des œuvres audiovisuelles était de 25 ans, au lieu des 50 ans exigés par l'Accord sur les ADPIC. Les lois saoudiennes ne semblaient pas prévoir des sanctions suffisamment dissuasives en cas d'actes de piratage, comme de fortes amendes ou des peines d'emprisonnement. Dans sa réponse, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que le régime saoudien de protection de la propriété intellectuelle serait mis en pleine conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC à compter de la date de l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC. Il a présenté aux membres du Groupe de travail, en s'appuyant sur le document WT/ACC/SAU/39, un plan détaillé des mesures que prenait son pays pour mettre pleinement en œuvre l'Accord sur les ADPIC, conformément au plan d'action. Il a indiqué aussi que son pays avait adhéré aux Conventions de Berne et de Paris.

234. Répondant aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'examen en cours de la conformité de la législation saoudienne avec les règles de l'OMC avaient révélé certaines incompatibilités qui devaient être corrigées, soit en modifiant des lois en vigueur soit en adoptant de nouvelles. Il faudrait aussi mettre en place un mécanisme administratif pour assurer le respect des critères établis dans l'Accord sur les ADPIC. Par la suite, le représentant de l'Arabie saoudite a informé les membres du Groupe de travail que son pays avait promulgué une nouvelle loi sur le droit d'auteur, qui était pleinement conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Les grandes lignes de cette nouvelle loi, promulguée par décision du Conseil des ministres du 9 juin 2003, étaient les suivantes: 1) une protection plus explicite des logiciels et des bases de données informatiques (en prévoyant notamment une durée de protection de 50 ans); 2) une protection plus spécifique des œuvres audiovisuelles et des enregistrements sonores; 3) l'usage légal d'œuvres étrangères, telles que les traductions et les photocopies, serait précisé conformément à l'Accord sur les ADPIC; et 4) une durée de la protection de toutes les œuvres artistiques et littéraires fixée conformément aux prescriptions de la Convention de Vienne. Pour ce qui est du respect des droits, la loi modifiée indiquerait en détail tous les types d'atteinte aux droits et de piratage et alourdirait les sanctions (qui pourraient aller jusqu'à l'emprisonnement) pour satisfaire aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

Brevets

235. S'agissant des brevets, le représentant de l'Arabie saoudite a fait observer que les dispositions législatives saoudiennes relatives aux objets brevetables étaient en règle générale compatibles avec la section 5 de l'Accord sur les ADPIC. Les procédés (méthodes de fabrication) étaient brevetables, et étaient à ce titre protégés contre toute utilisation non autorisée. Les variétés végétales n'étaient pas brevetables pour le moment, en dépit du fait que l'Accord sur les ADPIC prescrivait qu'elles le soient (article 27:3). Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la protection des variétés végétales serait assurée conformément aux dispositions de l'article 27:3 b) de l'Accord. Les détenteurs de brevets en Arabie saoudite jouiraient des droits visés à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC. Ils étaient tenus de faire une utilisation industrielle intégrale de leur invention dans le Royaume dans les deux années suivant l'obtention du brevet. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé que, bien que l'actuelle Loi sur les brevets conférait une protection d'une durée de 15 ans avec prorogation possible pour cinq ans, il était prévu que les ressortissants des pays Membres de l'OMC obtiendraient automatiquement une prorogation de cinq ans à la fin de la période de protection initiale de 15 ans. Il a confirmé que les modifications de la Loi sur les brevets comprendraient une durée de protection de 20 ans.

236. S'agissant des licences obligatoires, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que la Loi sur les brevets mettrait la législation et la pratique nationales en conformité avec les prescriptions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. L'examen de la Loi avait révélé que, comparée à l'article 27:3 de l'Accord sur les ADPIC, l'exclusion de la brevetabilité prévue aux paragraphes a) et b) de l'article 8 était conforme à l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui limitait l'octroi de brevets à des inventions de produits ou de procédés; que le paragraphe c) de l'article 8 était pleinement conforme à l'alinéa b) de l'article 27:3 de l'Accord sur les ADPIC, si ce n'est que le paragraphe c) n'excluait pas les "micro-organismes" des "végétaux" et des "animaux" et n'incluait pas les "procédés non biologiques" dans les procédés exclus des "procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux"; et que le paragraphe d) de la Loi sur les brevets était entièrement conforme à l'alinéa a) de l'article 27:3 de l'Accord sur les ADPIC. Le représentant de l'Arabie saoudite a informé les membres du Groupe de travail que le projet de loi était parvenu à un stade avancé du processus législatif. Il a indiqué que ce projet était pleinement conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC et que ses dispositions couvraient non seulement les brevets, mais aussi les dessins industriels, les variétés végétales et les schémas de configuration de circuits intégrés.

| | Personnes physiques | Sociétés |
|---|---------------------|------------------|
| | Riyals saoudiens | Riyals saoudiens |
| Frais d'ouverture de dossier | 400 | 800 |
| Délivrance et publication de brevet | 500 | 1 000 |
| Redevance annuelle | 400 | 800 |
| Modifications/ajouts aux demandes de brevet | 100 | 200 |
| Changement de propriétaire | 200 | 400 |
| Copies certifiées du registre | 50 | 100 |
| Délivrance de licence obligatoire | 4 000 | 8 000 |
| Enregistrement de l'accord de licence | 400 | 800 |

Marques de fabrique ou de commerce

237. En réponse à des demandes d'information concernant la protection des marques de fabrique ou de commerce en Arabie saoudite, le représentant de l'Arabie saoudite a décrit diverses dispositions de la loi actuelle sur les marques de fabrique ou de commerce et leurs rapports avec les dispositions respectives de l'Accord sur les ADPIC. Répondant à des questions de membres du Groupe de travail, il a indiqué que les appellations géographiques ne pouvaient être enregistrées à titre de marque si leur utilisation provoquait un malentendu au sujet de la source des produits ou services ou de leur origine. Étant donné que la production, la vente, la consommation et l'importation de boissons alcooliques

étaient interdites dans le Royaume pour des motifs religieux, les indications géographiques de l'origine des vins et spiritueux n'étaient pas protégées en Arabie saoudite. Des membres du Groupe de travail ont fait remarquer que la période de protection d'une marque lorsque l'obligation d'usage n'était pas respectée était de cinq ans, soit deux années de plus que la période prescrite par l'article 19 de l'Accord sur les ADPIC. Ils ont aussi signalé que la durée de protection de l'enregistrement initial et de chaque renouvellement de l'enregistrement des marques de fabrication ou de commerce à l'égard desquelles l'obligation d'usage était acquittée était de dix ans, soit trois de plus que la période prescrite à l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC. Le représentant de l'Arabie saoudite a précisé ensuite qu'une nouvelle législation sur les marques de fabrique ou de commerce, compatible avec l'OMC, avait été promulguée par Décision du Conseil des ministres n° 140 du 5 août 2002 afin de mettre le régime des marques de fabrique ou de commerce en Arabie saoudite en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Indications géographiques, y compris les appellations d'origine

238. Des membres du Groupe de travail ont demandé des détails sur le traitement des indications géographiques par l'Arabie saoudite. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que la nouvelle Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, qui était compatible avec l'OMC et contenait aussi des dispositions concernant les indications géographiques, avait été promulguée par Décision du Conseil des ministres n° 140 du 5 août 2002. Elle était compatible avec l'Accord sur les ADPIC de l'OMC et prévoyait des dispositions sur la protection des indications géographiques.

Dessins industriels

239. En réponse aux demandes d'information concernant la protection des dessins industriels, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que les dessins industriels seraient protégés par les dispositions y afférentes du projet de loi sur les brevets, dessins industriels, variétés végétales et schémas de configuration de circuits intégrés, qui serait mis en œuvre par la Cité du Roi Abdulaziz pour la science et la technologie (KACST).

Schémas de configuration de circuits intégrés

240. En réponse aux demandes d'information concernant la protection des schémas de configuration, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que la protection des schémas de configuration de circuits intégrés était couverte par le projet de loi sur les brevets, dessins industriels, variétés végétales et schémas de configuration de circuits intégrés, qui est compatible avec les obligations au titre de l'OMC.

Protection des variétés végétales

241. En réponse aux questions de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que la protection des variétés végétales était assurée par le projet de loi sur les brevets, dessins industriels, variétés végétales et schémas de configuration de circuits intégrés.

Renseignements non divulgués

242. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la protection des renseignements non divulgués. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit que la Loi sur les sociétés, la Loi sur le travail et la Loi sur le contrôle des opérations bancaires protégeaient déjà les renseignements non divulgués, mais qu'une nouvelle loi sur la concurrence déloyale en cours d'élaboration traiterait exhaustivement de cette question. Elle serait mise en œuvre par le Ministère du commerce et de l'industrie. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que les pratiques anticoncurrentielles seraient aussi visées par la loi.

Respect des droits

243. Des membres du Groupe de travail ont relevé les initiatives prises par l'Arabie saoudite pour résoudre certains problèmes concernant les moyens de faire respecter les droits, en particulier pour ce qui était du piratage de la propriété intellectuelle. Il apparaissait que la législation nécessaire était en grande partie déjà en place, mais qu'il était difficile de mettre en œuvre et de faire respecter les nouvelles lois. Ces membres du Groupe de travail ont exhorté l'Arabie saoudite à s'efforcer de les rendre pleinement conformes aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC à compter de la date de son accession à l'OMC. Répondant à diverses observations sur les moyens de faire respecter les droits à la frontière, le représentant de l'Arabie saoudite a dit que les mesures à la frontière étaient dans l'ensemble conformes aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC, qui habilitait les autorités judiciaires ou administratives à suspendre provisoirement la mise en circulation des marchandises en application de l'article 22.7 de la Loi sur le droit d'auteur et de l'article 49 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. De plus, les autorités douanières, agissant en coordination avec le Ministère du commerce et de l'industrie et le Ministère de la culture et de l'information, saisissaient les marchandises contrevenant aux droits de propriété intellectuelle, en application des lois saoudiennes. Parallèlement à l'application des mesures à la frontière, les services douaniers saoudiens avaient entrepris de mettre en place une Unité des droits de propriété intellectuelle (DPI) qui servirait de base de données sur les marchandises de contrefaçon.

244. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'Arabie saoudite entendait se conformer pleinement aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC dès que cela serait possible. La plupart des lois nécessaires étaient déjà en place. De plus, la charia assurait une protection considérable aux droits de propriété intellectuelle. L'Arabie saoudite avait entrepris de codifier tous les textes législatifs requis par l'Accord sur les ADPIC.

245. En réponse aux demandes de membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, présenté dans le document WT/ACC/SAU/43, était en cours d'application. Certaines lois sur les ADPIC, telles que la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, y compris les indications géographiques, la Loi sur le droit d'auteur et la Loi sur les brevets du CCG (applicable également en Arabie saoudite), avaient déjà été adoptées, tandis que d'autres lois traitant de la propriété intellectuelle, y compris le projet de loi saoudienne sur les brevets, dessins industriels, variétés végétales et schémas de configuration de circuits intégrés, étaient parvenues à un stade avancé du processus législatif et seraient bientôt promulguées.

246. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que l'Arabie saoudite se conformerait pleinement à toutes les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce à compter de la date de son accession à l'OMC, sans recourir à une période de transition. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

MESURES INFLUANT SUR LE COMMERCE DES SERVICES

247. Outre l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, le représentant de l'Arabie saoudite a fourni au Groupe de travail des renseignements sur le régime saoudien des services dans un Aide-mémoire supplémentaire sur le régime de commerce extérieur (WT/ACC/SAU/5), ainsi que des informations supplémentaires et un document d'information qui ont été distribués sous les cotes WT/ACC/SAU/23 et 24.

248. Des membres du Groupe de travail ont félicité l'Arabie saoudite pour le caractère très libéral de son régime des services. Ils ont souligné en particulier le grand nombre de travailleurs et de fournisseurs de services étrangers qui résidaient déjà en Arabie saoudite.

249. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur le rôle de divers organismes publics dans l'approbation de nouveaux investissements de capitaux étrangers dans le secteur des services. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que la Direction générale de l'investissement en Arabie saoudite (SAGIA) récemment créée pour servir de guichet unique devait

approuver tous les investissements étrangers, sauf en ce qui concerne les activités énumérées dans une liste négative et celles pour lesquelles la licence était accordée par un autre organisme.

250. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la réglementation du secteur des services financiers, et en particulier sur les conditions dans lesquelles une banque étrangère souhaitant ouvrir une succursale en Arabie saoudite pouvait obtenir une licence. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les activités des sociétés financières étaient régies par la Loi sur le contrôle bancaire. Selon l'article 2 de cette loi, une personne physique ou morale devait être titulaire d'une licence pour s'engager dans les activités bancaires. Selon l'article 3, les prescriptions de licence relatives aux banques saoudiennes stipulaient, entre autres, que cette personne devait être une société par actions saoudienne. Cette disposition visait également les établissements bancaires constitués en coentreprise. Une banque étrangère pouvait obtenir une licence l'autorisant à ouvrir des succursales si elle remplissait les conditions fixées par le Conseil des ministres, sur recommandation du Ministre des finances. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que, lorsqu'elle était saisie d'une demande d'agrément, l'Agence monétaire saoudienne (SAMA) agissait en conformité avec les prescriptions des articles XVI et XVII de l'AGCS. Si la SAMA recommandait l'agrément, le Ministre des finances et le Conseil des ministres examinaient le dossier en tenant compte des critères objectifs suivants: besoins du système financier et bancaire du point de vue macro-économique, développement de nouveaux produits et services, intensité de la concurrence sur le marché, avantages pour les consommateurs, introduction de nouvelles technologies, incidence sur la stabilité financière et la solidité du système bancaire, compétences et réputation des fondateurs et des membres du conseil d'administration, et suffisance des capitaux.

251. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté par ailleurs que l'Arabie saoudite s'était déjà dotée d'une vaste gamme de procédures judiciaires, arbitrales et administratives concernant le commerce des services. Des procédures administratives pouvaient être engagées pour faire appel des décisions administratives ayant trait au commerce des services. Les recours contre ces décisions pouvaient être intentés auprès du Comité d'examen des réclamations, conformément à la Résolution du Conseil des ministres n° 190 du 16.11.1409 H concernant les règles et procédures à suivre par le Comité d'examen des réclamations et à la Loi sur le Comité d'examen des réclamations. Les différends commerciaux étaient en général portés devant ce conseil et d'autres instances permanentes ou spéciales. Des membres du Groupe de travail ont demandé au représentant de l'Arabie saoudite des renseignements sur les procédures régissant l'examen des décisions relatives à l'agrément des fournisseurs de services en Arabie saoudite. Celui-ci a répondu que divers ministères et organismes prenaient part au processus d'autorisation d'exercer une activité de services, par exemple: le Ministère du commerce et de l'industrie pour les ingénieurs, juristes, comptables et assureurs; le Ministère de la

défense et de l'aviation pour l'aviation civile, le tourisme et les agences de voyages; l'Office central de l'enseignement technique et de la formation professionnelle pour les instituts techniques et les centres professionnels nationaux; le Ministère de la santé pour les médecins, pharmaciens et hôpitaux; le Ministère des communications pour le transport maritime; et l'Agence monétaire saoudienne pour les banques et les compagnies d'assurance coopérative. Dans tous les cas, les ministères et organismes compétents avaient confié à des comités permanents internes composés de hauts fonctionnaires le mandat d'examiner les décisions administratives relatives à l'agrément. Il pouvait être fait appel des décisions de ces comités devant le ministre ou le directeur de l'organisme concerné. Les décisions administratives susceptibles d'aboutir à des actions civiles contre l'État pouvaient être portées devant le Comité d'examen des réclamations.

252. En réponse aux demandes d'information concernant la nature et l'étendue des incitations, exonérations fiscales et subventions proposées aux fournisseurs de services en Arabie saoudite sur la base du traitement national, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que les nouvelles règles sur l'investissement étranger d'avril 2000 ne prévoyaient pas d'exonérations fiscales.

253. Répondant à des demandes de renseignements sur les obstacles à la fourniture de services professionnels, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que tous les services professionnels étaient traités de la même façon. Toute société de services professionnels devait obtenir une licence. Pour que celle-ci lui soit accordée, la société devait: bénéficier d'une bonne réputation et d'une notoriété suffisante dans son secteur d'activité, être enregistrée et avoir exercé avec succès dans le domaine en question pendant au moins dix ans et être prête à participer à la formation et au renforcement de l'expérience des ressortissants saoudiens ainsi qu'à apporter les technologies nécessaires. De plus, la société étrangère devait employer (ou disposer d'au moins) un représentant en Arabie saoudite. Ce dernier devait résider en Arabie saoudite au moins neuf mois par an, être titulaire d'un diplôme universitaire dans le domaine de spécialisation de sa société et justifier d'une expérience réussie d'au moins dix ans dans ce domaine. Répondant à d'autres questions sur les conditions à remplir pour recevoir une licence, le représentant de l'Arabie saoudite a expliqué que, pour que l'on considère qu'une société étrangère avait une bonne réputation, était bien connue dans la profession et avait obtenu de bons résultats, il fallait qu'elle soit enregistrée conformément aux dispositions du droit des sociétés dans son pays et financièrement solide – cette solidité devant être attestée par sa banque; qu'elle puisse présenter des copies de ses comptes vérifiés des deux dernières années et une liste des contrats et travaux exécutés antérieurement en dehors de l'Arabie saoudite, une certification émanant de la Chambre de commerce et d'industrie de son pays et des certificats de bonne fin délivrés par d'anciens clients. Enfin, la société étrangère devait s'engager à former des Saoudiens et à introduire en Arabie saoudite les nouvelles technologies et le savoir-faire qu'elle utilisait dans son propre pays.

Le représentant de l'Arabie saoudite a également ajouté que les sociétés étrangères déjà agréées disposaient d'un an pour se conformer à ces conditions, faute de quoi l'agrément pouvait leur être retiré. Quant aux nouvelles sociétés, elles devaient remplir ces conditions d'emblée.

254. Des membres du Groupe de travail ont demandé si l'Arabie saoudite entendait assouplir les restrictions imposées à la participation étrangère dans la garantie d'émission de titres, le courtage dans le négoce des produits de base et les opérations de change, ainsi que les restrictions imposées à la participation étrangère dans les transports par voie terrestre et les services professionnels. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que, si la participation des personnes physiques étrangères et saoudiennes à la garantie d'émission de titres, au courtage et au négoce des produits de base et aux opérations de change était effectivement limitée, aucune restriction de ce type ne s'appliquait en revanche aux banques nationales et étrangères, si ce n'est l'obligation d'obtenir une licence. L'Arabie saoudite ne prévoyait pas de libéraliser ces conditions.

255. Des membres du Groupe de travail ont demandé si l'Arabie saoudite appliquait des mesures moins favorables que le traitement national aux fournisseurs de services étrangers. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que seuls les Saoudiens étaient autorisés à participer aux activités suivantes: agences commerciales, agences de transitaires en douane, agences immobilières, transports (services de transport par voie terrestre et de transport maritime côtier) et sécurité civile. Il a également précisé que certains secteurs, tels que les services postaux, les télécommunications de base et les services de radiodiffusion et de télédiffusion, étaient réservés à l'État. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que, conformément à l'article 8 de l'Accord économique unifié du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, le traitement national était accordé aux ressortissants des pays du CCG pour ce qui touchait notamment la liberté de mouvement, de travail et de résidence, le droit de propriété et la liberté d'exercer une activité économique - y compris la fourniture de services - et la libre circulation des capitaux. Avec les autres membres du CCG, l'Arabie saoudite avait entrepris de mettre en œuvre cet accord. De plus, certains des accords bilatéraux qu'elle avait signés accordaient, pour certains services, le statut de fournisseur préférentiel ou réciproque à des sociétés des États signataires. Les accords conclus avec l'Égypte et la Jordanie conféraient ce statut pour les véhicules assurant des liaisons transfrontières en matière de transport de marchandises et par la route et de transport public de passagers; les accords avec l'Égypte et la Tunisie accordaient la préférence aux transports nationaux, notamment maritimes, dans le cadre du commerce bilatéral; les accords avec le Liban, la Syrie et la Turquie prévoyaient un traitement réciproque en ce qui concerne les transports et les véhicules de transport; et l'accord avec le Maroc accordait des privilèges réciproques aux compagnies aériennes.

256. Répondant à des questions sur les conditions de séjour temporaire des étrangers en Arabie saoudite, le représentant de l'Arabie saoudite a dit qu'elles étaient régies par la Loi sur le séjour, appliquée par le Ministère de l'intérieur. Il a ajouté que le Ministère du travail approuvait les demandes de permis de séjour des étrangers qui travaillaient ou avaient l'autorisation de travailler dans le secteur privé. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des informations sur le système appliqué en ce qui concerne l'emploi des travailleurs étrangers et les investisseurs étrangers. Le représentant de l'Arabie saoudite a dit qu'une fois que l'on offrait un contrat à un employé étranger, un visa lui était accordé. Les étrangers en visite pour affaires devaient cependant être munis d'une lettre, invitation ou copie de document attestant l'existence d'un lien ou d'un accord avec une partie saoudienne.

257. En réponse aux questions concernant les limites imposées au nombre total de personnes physiques employées dans certains secteurs, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que le travail était considéré, par principe, comme un droit des citoyens saoudiens. Il n'était donc pas possible d'embaucher un étranger si cela devait se faire au détriment d'un travailleur saoudien. Le Règlement relatif au travail et aux travailleurs prévoyait que toute entreprise, saoudienne ou étrangère, devait faire en sorte que le pourcentage des travailleurs saoudiens engagés par un employeur ne soit pas inférieur à 75 pour cent de l'effectif total. Toutefois, le Règlement habilitait par ailleurs le Ministre du travail à réduire ce pourcentage lorsque le nombre des travailleurs saoudiens qualifiés ne suffisait pas. Les travailleurs étrangers étaient tenus d'obtenir un permis de travail auprès du Ministère du travail, et la demande de permis devait s'accompagner de la soumission, par l'employeur potentiel, d'un document confirmant qu'il n'y avait pas de travailleurs saoudiens qualifiés pour le poste en question. Dans toutes les activités de services, les entreprises étaient tenues, quelle que soit l'origine de leurs capitaux, de réserver à des Saoudiens certains postes, notamment ceux de chef du personnel, responsable du recrutement, réceptionniste, trésorier, agent de sécurité ou commis chargé du suivi des opérations auprès des services publics.

258. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur les qualifications requises et les procédures à suivre pour l'agrément des fournisseurs étrangers de services. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que différentes conditions de qualification s'appliquaient à différentes catégories de services. Ainsi, pour les services médicaux, le fournisseur de services devait avoir un diplôme de docteur en médecine conféré par un établissement reconnu. Pour les services éducatifs, le fournisseur de services devait avoir un grade universitaire approprié, conféré par une université ou autre établissement reconnu, dans la discipline considérée. Le fournisseur de services comptables devait être un expert-comptable professionnel, diplômé d'un institut reconnu. De plus, toutes les

entreprises étrangères devaient posséder les compétences techniques, les moyens financiers et les qualifications professionnelles nécessaires.

259. En réponse aux questions concernant les restrictions imposées aux fournisseurs de services étrangers dans le cadre des marchés de services aux entreprises, le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que les entrepreneurs non saoudiens devaient allouer au moins 30 pour cent des travaux prévus dans leur contrat à des sociétés détenues en totalité par des Saoudiens. Tous les entrepreneurs étaient tenus d'acheter les outils et le matériel nécessaires à l'exécution du marché auprès d'agents saoudiens lorsque ces outils et équipements existaient dans le pays. Ils étaient tenus également d'obtenir les services suivants auprès de sociétés saoudiennes: transport des biens et services sur le territoire saoudien (si l'entrepreneur n'assurait pas lui-même ce service en utilisant du matériel appartenant à son entreprise et du personnel directement employé par elle), services bancaires, location-bail et achat de terrains et d'immeubles, restauration et approvisionnement en denrées alimentaires.

260. Des membres du Groupe de travail ont demandé si un fournisseur de services étranger obtenait automatiquement l'autorisation d'acquérir des biens immobiliers en même temps que l'autorisation de mener des activités en Arabie saoudite en tant qu'entreprise étrangère. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que les établissements étrangers autorisés à exercer leurs activités dans le Royaume en vertu de la Loi sur l'investissement étranger pouvaient uniquement posséder des biens immobiliers destinés à être utilisés dans le cadre du projet autorisé, conformément aux règles relatives à la participation étrangère dans des actifs immobiliers. L'approbation par le Ministère concerné des demandes d'acquisition de biens immobiliers était une condition préalable à son examen par le Comité ministériel présidé par le Ministre de l'intérieur.

261. En réponse aux questions posées par des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arabie saoudite a fourni les informations suivantes sur le régime d'assurance du Royaume. Il a indiqué que l'assurance coopérative du Royaume était souscrite par l'intermédiaire de compagnies d'assurance agréées fonctionnant en coopérative, ainsi qu'il est prévu par les articles de la Loi sur le contrôle des compagnies d'assurance coopératives, et conformément aux principes de la charia. L'assurance coopérative avait pour but de maintenir un marché de l'assurance efficace, équitable, sûr et stable, fonctionnant de façon à bénéficier aux assurés comme aux actionnaires et à les protéger. L'assurance coopérative visait à renforcer des valeurs telles que la coopération et la solidarité sociale (takaful) parmi les assurés en indemnisant ceux d'entre eux qui subissaient des pertes contre lesquelles ils s'étaient assurés et en partageant équitablement le montant de ces pertes entre les participants.

262. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que les compagnies d'assurance coopérative offraient aux assurés et aux actionnaires la possibilité de bénéficier de leurs cotisations ou de leurs investissements via la répartition de l'excédent des opérations d'assurance entre assurés et actionnaires. Pour permettre une comptabilité plus claire de la répartition de l'excédent, les comptes des opérations d'assurance et de réassurance étaient séparés des comptes d'investissement des actionnaires. Les comptes des opérations d'assurance étaient tenus à partir des cotisations versées à la compagnie par les assurés, et réservés au paiement des primes et des dépenses liées au fonctionnement de la compagnie. Les assurés avaient droit à un pourcentage de l'excédent de revenu dégagé par le résultat d'exploitation et le rendement de l'investissement de leurs cotisations en fin d'année, sous forme d'une diminution de la prime d'assurance ou d'un versement en espèces. Les comptes d'investissement des actionnaires correspondaient à l'investissement de leur capital et du fonds des opérations d'assurance. Le rendement net de l'investissement du fonds des opérations d'assurance était ajouté, en tant que rendement de l'investissement, au compte des opérations d'assurances, et le solde était versé aux actionnaires.

263. Le règlement d'application de cette loi allait être publié par ordonnance du Ministre des finances et spécifierait les activités d'assurance couvertes par la législation. Il assurerait la transparence en rendant publiques l'ensemble des règles applicables au secteur de l'assurance et de la réassurance, favoriserait la concurrence sur le marché et protégerait les consommateurs et le secteur privé.

264. Sous réserve des dispositions de la Loi sur l'assurance-santé coopérative, promulguée par Décret royal n° M/10 en date du 1.5.1420 H, la Loi sur l'assurance coopérative habilitait l'Agence monétaire d'Arabie saoudite (SAMA), dans le cadre d'un processus de réglementation et de supervision clair, transparent et cohérent, à:

- i) examiner les demandes de licences et faire des recommandations à leur sujet au Ministère du commerce et de l'industrie;
- ii) autoriser la suspension et le retrait des autorisations réglementaires;
- iii) approuver les membres du Conseil représentant les compagnies d'assurance et de réassurance ainsi que les auditeurs externes;
- iv) suivre l'évolution de la solvabilité des compagnies d'assurance et de réassurance en adoptant des règles générales visant à assurer leur solvabilité, le respect des normes de capital, la solidité de leurs actifs et dispositions techniques, ainsi que leur aptitude à honorer leurs obligations vis-à-vis des assurés;
- v) inspecter les comptes directement ou par l'intermédiaire d'auditeurs, et demander les informations prévues par la réglementation;

- vi) approuver les fusions et acquisitions de compagnies d'assurance et de réassurance;
- vii) réguler les opérations d'assurance et de réassurance et approuver les règles d'investissement dans ce secteur;
- viii) mettre en place des minima de dépôt et arrêter le montant des fonds à déposer dans les banques locales pour l'exercice de chaque activité d'assurance;
- ix) approuver les formulaires des polices d'assurance;
- x) mettre sur pied une politique d'investissement des compagnies d'assurance et de réassurance;
- xi) intervenir en cas de violation des règles, y compris en demandant des liquidations;
- xii) établir les conditions préalables à la délivrance des licences nécessaires à la fourniture de services liés aux assurances, tels que les services de courtage et de consultant, d'inspection et de règlement d'avaries, d'experts en règlement des primes d'assurance et d'actuaire.

265. Les compagnies d'assurance et de réassurance avaient pour principal objet de s'engager dans des activités d'assurance et de réassurance, et non d'exercer d'autres activités, à moins que celles-ci ne soient complémentaires ou nécessaires. Les compagnies d'assurance et de réassurance ne pouvaient pas détenir directement des sociétés ou établissements de courtage, et les compagnies de réassurance ne pouvaient pas détenir des sociétés ou établissements de courtage en réassurance. Cependant, des compagnies d'assurance pouvaient, à condition d'obtenir l'approbation de la SAMA, posséder des sociétés ou des établissements engagés dans des activités de courtage en réassurance.

266. Le capital d'une compagnie d'assurance ne devait pas être inférieur à 100 millions de riyals saoudiens, et le capital libéré d'une compagnie de réassurance ou d'une compagnie d'assurance engagée dans des activités de réassurance ne devait pas être inférieur à 200 millions de riyals saoudiens. Le capital minimum ne devait pas être modifié sans l'approbation de la SAMA, et la modification devait se faire dans des conditions conformes à la Loi sur les sociétés.

267. Une fois que les négociations bilatérales avec les Membres de l'OMC seront achevées, la liste d'engagements spécifiques de l'Arabie saoudite concernant les services sera reproduite dans la partie II de l'annexe de son Protocole d'accession.

Marchés publics

268. Des membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arabie saoudite de s'engager à accéder à l'Accord sur les marchés publics dès son accession à l'OMC. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que, l'Accord sur les marchés publics étant un accord multilatéral, l'adhésion aux règles qu'il édicte n'était pas une condition préalable à l'accession à l'OMC.

269. Des membres ont fait remarquer que les marchés publics représentaient une part importante des importations de l'Arabie saoudite et que sa participation à l'Accord sur les marchés publics était une question importante. Le fait d'accéder audit accord permettrait, entre autres, d'abaisser le coût des marchés publics et d'en améliorer la transparence. En particulier, les dispositions de l'Accord concernant la transparence pouvaient être utiles à l'Arabie saoudite en lui assurant le meilleur rapport qualité/prix dans les marchés passés par des organismes publics.

270. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré que, dès l'accession à l'OMC, son gouvernement demanderait le statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics et suivrait les travaux du Groupe de travail de la transparence des marchés publics. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Transparence

271. Certains membres du Groupe de travail ont demandé des informations sur la mise en œuvre, par l'Arabie saoudite, des prescriptions de transparence visées à l'article X du GATT, à l'article III de l'AGCS et dans d'autres Accords de l'OMC. Ils ont demandé s'il était obligatoire, en Arabie saoudite, de publier au Journal officiel l'ensemble des lois, règlements, décisions judiciaires, directives administratives ou règlements d'application générale, ou toutes autres mesures d'effet similaire ayant trait à la politique commerciale ou économique "de manière que les gouvernements et les exportateurs en aient connaissance". Ils ont demandé aussi dans quelle mesure cette publication intervenait avant l'entrée en vigueur des mesures en question, et si ces dernières pouvaient prendre effet sans avoir été publiées au Journal officiel.

272. Le représentant de l'Arabie saoudite a répondu que l'article 71 de la Loi fondamentale prévoyait que toutes les lois étaient publiées dans le Journal officiel *Umm Al-Qura* avant leur entrée en vigueur, et prenaient effet à la date de leur publication à moins qu'une autre date ne soit spécifiée. Il a ajouté que le *Umm Al-Qura* était aussi le Journal officiel utilisé pour la publication des règlements, règlements d'application, décrets, décisions, ordonnances ministérielles, accords et concessions internationaux, qui ne pouvaient entrer en vigueur avant d'y être publiés. Ces règles ne couvraient cependant pas les directives administratives. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que, en vertu de l'article 47 de la Loi sur le Conseil des réclamations, les décisions judiciaires devaient être publiées. Il n'existait pas, à l'heure actuelle, d'autres prescriptions en matière de publication ou de notification. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé par ailleurs que son gouvernement avait créé des points d'information opérationnels, conformément aux prescriptions de l'article III de l'Accord général sur le commerce des services et aux Accords de l'OMC sur les OTC et les SPS.

273. Un Membre du Groupe de travail a déclaré qu'il était difficile de prendre connaissance en temps voulu de la législation publiée dans *Umm Al-Qura*, car les exemplaires de ce journal n'étaient pas immédiatement disponibles dans le public et de nombreuses entités privées ne pouvaient pas se procurer d'exemplaires des lois et règlements dans des délais suffisants pour se familiariser avec leurs dispositions avant que ces textes n'entrent en vigueur. En outre, bien que l'ensemble des lois et règlements soit publié dans le journal, la non-publication des directives administratives posait des problèmes d'ajustement lorsque ces dernières imposaient de nouvelles prescriptions en matière d'importations ou d'exportations. L'intervenant a suggéré que l'Arabie saoudite envisage d'afficher le Journal officiel *Umm Al-Qura* sur Internet afin d'améliorer l'accès du public aux lois, règlements, décisions judiciaires et règles administratives d'application générale, et s'est félicité des autres mesures pratiques prises par l'Arabie saoudite pour assurer une publication rapide de ces lois et règlements au Journal officiel et faciliter l'accès à ces textes.

274. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé que, à compter de la date d'accession de l'Arabie saoudite, son gouvernement appliquerait pleinement l'article X du GATT de 1994, l'article III de l'AGCS et les autres prescriptions de l'OMC en matière de transparence, y compris les dispositions relatives à la notification et à la publication. Comme tel, l'ensemble des lois, règlements, décrets, décisions judiciaires et règlements administratifs d'application générale afférents aux questions douanières, au commerce des marchandises, aux services, à la propriété intellectuelle et au contrôle des changes seraient publiés au *Umm Al-Qura* dans les meilleurs délais et selon des modalités conformes aux prescriptions de l'OMC; aucun de ces textes de lois, règlements ou autres dispositions normatives ne prendrait effet ou ne serait appliqué avant sa publication. Le représentant de l'Arabie saoudite a confirmé par ailleurs que les autorités saoudiennes avaient aussi décidé d'améliorer la transparence de la législation et des mesures d'effet similaire dans les domaines du commerce et de l'investissement. À cet égard, à compter de la date d'accession, l'Arabie saoudite créerait un site Web officiel (et peut-être un journal officiel complémentaire ou une version élargie de *Umm Al-Qura*) mis à jour de façon régulière et aisément accessible aux Membres de l'OMC, aux personnes privées et aux entreprises, qui permettrait de publier l'ensemble des règlements, décisions, ordonnances, règlements administratifs d'application générale et autres mesures afférents au commerce des marchandises, aux services et aux ADPIC, avant leur promulgation. La publication de ces règlements et autres mesures inclurait, au besoin, les noms des autorités (y compris les points de contact) responsables de la mise en œuvre de telle ou telle mesure et la date effective de celle-ci. On y trouverait une liste des produits et services touchés par chaque mesure, identifiés par leur ligne tarifaire et leur classification propre. Le représentant de l'Arabie saoudite a ajouté que son pays entendait aussi afficher le contenu des éditions actuelles et antérieures du Journal officiel sur ce site Web, et tenir celui-ci à jour. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Notifications

275. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que, dès l'entrée en vigueur du Protocole d'accession, son pays présenterait toutes les notifications initiales prescrites par les Accords faisant partie de l'Accord sur l'OMC. Tout règlement d'application des lois adoptées pour mettre en œuvre un Accord faisant partie de l'Accord sur l'OMC qui pourrait être promulgué ultérieurement serait également conforme aux prescriptions dudit accord. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Accords commerciaux

276. En réponse aux questions posées, le représentant de l'Arabie saoudite a présenté le texte de l'Accord économique unifié signé entre les pays du Conseil de coopération des États du Golfe le 11 novembre 1981. Il a déclaré que cet accord de libre-échange était conforme aux prescriptions de l'article XXIV du GATT de 1994, et aux paragraphes 5 b) et 8 b) en particulier. La zone de libre-échange avait entraîné la suppression, au sein du Conseil de coopération des États du Golfe, des droits et autres restrictions au commerce et à tous les échanges de marchandises originaires des États membres, et un effort d'harmonisation des politiques commerciales avait été engagé. Le représentant de l'Arabie saoudite a également présenté le plan de mise en œuvre de l'Accord destiné à faciliter et à développer les échanges commerciaux entre les États arabes en vue de créer une zone de libre-échange, et le texte de l'Accord destiné à faciliter et à développer les échanges commerciaux entre les États arabes. L'Arabie saoudite notifierait ces accords à l'OMC dès son accession.

277. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que l'union douanière du CCG avait été créée et était opérationnelle depuis le début de janvier 2003. L'Arabie saoudite et d'autres États membres du CCG appliquaient le tarif extérieur commun qu'il instituait. Les taux de celui-ci étaient de 5 pour cent ou zéro pour cent pour plus de 85 pour cent des lignes tarifaires. Le représentant de l'Arabie saoudite a déclaré qu'il était prévu, à terme, d'appliquer le tarif extérieur commun à tous les postes et de prendre des mesures pour mettre en place un marché commun et adopter une monnaie commune.

278. Le représentant de l'Arabie saoudite a fait état des progrès accomplis dans la mise en œuvre d'une zone de libre-échange arabe, et a indiqué que l'objectif était qu'une véritable zone de ce type soit en place à partir de 2005. Dans le contexte de cette zone de libre-échange arabe, les droits de douane des pays Membres avaient été abaissés de 80 pour cent. Il était prévu de négocier la création d'une union douanière.

279. L'Arabie saoudite et d'autres États membres du CCG examinaient, avec les Communautés européennes, la possibilité de créer une zone de libre-échange.

280. Le représentant de l'Arabie saoudite a indiqué que son gouvernement se conformerait, dans ses accords commerciaux, aux dispositions de l'OMC, y compris à l'article XXIV du GATT de 1994 et à l'article V de l'AGCS, et ferait en sorte que les dispositions de ces Accords de l'OMC régissant la notification et la consultation et les autres prescriptions afférentes aux zones de libre-échange et aux unions douanières dont l'Arabie saoudite était membre soient appliquées à compter de la date de son accession. Il a confirmé que, dès son accession, l'Arabie saoudite présenterait des notifications et des copies des textes relatifs à l'union douanière de la CGC et à la Zone de libre-échange de la Ligue arabe, pour examen par le Comité des accords commerciaux régionaux (CACR). Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

CONCLUSIONS

281. [Le Groupe de travail a pris note des explications et des déclarations de l'Arabie saoudite concernant son régime de commerce extérieur, telles qu'elles figurent dans le présent rapport. Il a pris acte des assurances données par l'Arabie saoudite sur certains points précis, qui sont reprises aux paragraphes [...] du rapport. Il a pris acte des engagements de l'Arabie saoudite sur certains points précis, qui sont repris aux paragraphes [...] du présent rapport. Le Groupe de travail a noté que ces engagements avaient été incorporés au paragraphe 2 du Protocole d'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC.]

282. [Après avoir examiné le régime de commerce extérieur de l'Arabie saoudite et compte tenu des explications, engagements et concessions présentés par le représentant de l'Arabie saoudite, le Groupe de travail a conclu que l'Arabie saoudite devrait être invitée à accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, conformément aux dispositions de l'article XII. Il a établi à cette fin le projet de Décision et le projet de Protocole d'accession reproduits dans l'Appendice du présent rapport, et il prend note de la Liste de concessions et d'engagements de l'Arabie saoudite concernant les marchandises [à élaborer] et de sa Liste d'engagements spécifiques concernant les services [à élaborer] qui sont annexées au Protocole. Il est proposé que le Conseil général approuve ces textes lorsqu'il adoptera le rapport. Lorsque la Décision aura été adoptée, le Protocole d'accession sera ouvert à l'acceptation de l'Arabie saoudite, qui deviendra Membre 30 jours après l'avoir accepté. Le Groupe de travail est donc convenu qu'il avait achevé ses travaux concernant les négociations en vue de l'accession de l'Arabie saoudite à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.]

[À COMPLÉTER]

ANNEXES

- Annexe A: Liste des produits soumis au contrôle des prix
- Annexe B: Comparaison de l'ancienne législation sur l'investissement étranger de 1979 avec la Loi sur l'investissement étranger de 2000
- Annexe C: Résumé des dispositions de la Loi sur le marché des capitaux
- Annexe D: Spécifications de la SASO en matière de semences
- Annexe E: Liste des produits soumis aux prescriptions de licences d'importation non automatiques
- Annexe F: Liste des importations interdites
- Annexe G: Liste des exportations interdites
- Annexe H: Liste des exportations soumises à autorisation/licence
- Annexe I: Liste des produits soumis à certification obligatoire
- Annexe J: Liste des produits soumis à inspection avant expédition
- Annexe K: Liste des mesures SPS en vigueur dans le Royaume d'Arabie saoudite (à soumettre)

ANNEXE A

Liste des produits soumis au contrôle des prix

| N° | Produit | Prix réglementé |
|----|-------------------------------|----------------------------------|
| 1. | Blé | 20/21 riyals saoudiens les 40 kg |
| 2. | Fuel | 6-12 halalas/litre |
| 3. | Essence | 90 halalas/litre |
| 4. | Diesel | 37 halalas/litre |
| 5. | Kérosène | 43,5 halalas/litre |
| 6. | Gaz de pétrole liquéfié (GPL) | 72 halalas/litre |
| 7. | Asphalte | 300 riyals saoudiens/tonne |

1 riyal saoudien = 100 halalas.

Le Conseil des ministres est l'autorité compétente sur le plan juridique.

ANNEXE B

Comparaison des dispositions de l'ancienne et de la nouvelle loi sur l'investissement étranger en Arabie saoudite

L'ancienne loi sur l'investissement étranger a été promulguée en 1979. Elle a été remplacée par la nouvelle loi sur l'investissement étranger, promulguée par le Décret royal n° M/1 en date du 9 avril 2000. Sous l'ancienne législation, c'est le Secrétariat à l'investissement étranger du Ministère de l'industrie et de l'électricité qui était compétent pour délivrer les licences. Sous la nouvelle législation, cette compétence appartient à la Direction générale de l'investissement en Arabie saoudite (SAGIA). Les autres différences notables entre l'ancienne et la nouvelle législation sont les suivantes:

Autorités chargées des services aux investisseurs et de la régulation de leur activité

| | |
|---------------|---|
| Ancienne loi: | Différents ministères et organes gouvernementaux. |
| Nouvelle loi: | Les Centres de service aux investisseurs de la Direction générale de l'investissement en Arabie saoudite (SAGIA). (La SAGIA regroupe les représentants de neuf ministères concernés par les investissements.) |

Domaines ouverts aux investisseurs étrangers

| | |
|---------------|---|
| Ancienne loi: | Selon l'ancienne législation, les projets devaient être des projets de développement approuvés dans le cadre du Plan de développement national, s'accompagner d'un savoir-faire étranger et de compétences techniques y afférentes afin de faciliter le transfert de technologie, et être approuvés en tant que projets viables par le Bureau de l'investissement étranger. |
| Nouvelle loi: | Tous les domaines sont ouverts à l'investissement, à l'exception de ceux qui figurent dans une liste négative. |

Délai de prise de décisions sur les demandes d'investissement

| | |
|---------------|----------------------|
| Ancienne loi: | Non spécifié. |
| Nouvelle loi: | 30 jours au maximum. |

Possibilité d'obtenir plus d'une licence

| | |
|---------------|---|
| Ancienne loi: | Restreinte, et limitée à une même activité. |
| Nouvelle loi: | L'investisseur étranger peut obtenir plus d'une licence l'autorisant à s'engager dans diverses activités. |

Type d'investissement étranger

| | |
|---------------|---|
| Ancienne loi: | La loi favorisait les coentreprises de préférence aux projets détenus à 100 pour cent par des intérêts étrangers. |
| Nouvelle loi: | Les projets détenus à 100 pour cent par des intérêts étrangers sont autorisés par la nouvelle loi, en plus des coentreprises. |

Incitations

- Ancienne loi: Les capitaux étrangers ne bénéficiaient des incitations offertes aux capitaux nationaux que dans le secteur manufacturier. La participation saoudienne devait être d'au moins 25 pour cent.
- Nouvelle loi: Les projets d'investissement étrangers bénéficient des mêmes incitations et privilèges que les projets locaux.

Garanties des investissements

- Ancienne loi: Aucune garantie n'était spécifiée. Aucun cas d'expropriation depuis 1957.
- Nouvelle loi: L'investisseur étranger a le droit de transférer hors du Royaume sa part du produit des cessions de participations ou de ses bénéfices, ainsi que tout montant requis pour assurer le règlement d'obligations contractuelles relevant du projet. Les investissements liés à l'investisseur étranger ne peuvent être confisqués sans une décision judiciaire. Ils ne peuvent pas faire l'objet d'une expropriation, sauf dans l'intérêt public et moyennant une compensation équitable conforme aux réglementations en vigueur.

Acquisition de biens immobiliers

- Ancienne loi: Les investisseurs étrangers ne pouvaient pas acquérir des biens immobiliers.
- Nouvelle loi: L'entité étrangère qui bénéficie d'une licence au titre de la Loi sur l'investissement étranger est habilitée à acquérir des biens immobiliers pour pratiquer l'activité autorisée par la licence ou loger son personnel. D'autre part, la réglementation immobilière autorise des investissements étrangers dans l'immobilier représentant 30 millions de riyals saoudiens ou plus.

Pénalités pour infractions

- Ancienne loi: Les autorités du Royaume pouvaient annuler une licence ou refuser des incitations à un investisseur ayant reçu un avertissement du Ministère de l'industrie et de l'électricité lui enjoignant de corriger une infraction dans un délai donné. Les investisseurs disposaient d'un délai de 30 jours pour faire appel de cette décision devant le Comité d'examen des réclamations.
- Nouvelle loi: L'investisseur peut saisir le Conseil d'examen des réclamations d'un recours contre les pénalités suivantes:
- retrait des incitations offertes à l'investisseur étranger;
 - imposition d'une amende ne dépassant pas 500 000 riyals saoudiens;
 - annulation de la licence sanctionnant la poursuite d'une infraction après notification écrite exigeant que la situation soit régularisée dans un délai spécifié par la SAGIA.

Exonération fiscale

- Ancienne loi: Les projets industriels et agricoles bénéficiaient d'une exonération fiscale de dix ans et les autres projets d'une exonération fiscale de cinq ans, à condition que la participation locale représente 25 pour cent du capital du projet. L'impôt sur les bénéfices pouvait atteindre 45 pour cent.
- Nouvelle loi: L'impôt sur les bénéfices a été abaissé à 30 pour cent et les pertes peuvent être reportées sur les années suivantes. Un nouvel allègement de la fiscalité est à l'examen.

Parrainage

- Ancienne loi: Les investisseurs étrangers devaient être parrainés par un citoyen saoudien.
- Nouvelle loi: La prescription prévue par l'ancienne loi a été supprimée. L'investisseur étranger et son personnel non saoudien seront parrainés par le projet d'investissement autorisé.

ANNEXE C

Résumé des dispositions de la Loi sur le marché des capitaux

Le chapitre 1 définit les termes utilisés dans la loi. Afin d'assurer la flexibilité et la certitude requises, l'Autorité du marché des capitaux (AMC) est compétente pour définir plus précisément ce qui n'est pas, ou ne sera pas, considéré comme un titre. L'AMC est créée officiellement au chapitre 2, qui définit aussi ses compétences étendues en matière d'élaboration des règles, sa structure organique et sa mission de faire rapport, tous les ans, au Président du Conseil des ministres. Le chapitre 3 crée la Bourse des valeurs d'Arabie saoudite sous forme d'une société par actions compétente pour adopter des statuts afin de créer et d'imposer aux courtiers des règles déontologiques et professionnelles exigeantes. L'AMC est aussi tenue de mettre en place et de maintenir un tribunal compétent pour connaître de tous les différends concernant des infractions à la réglementation des titres.

Le chapitre 4 dispose que la Bourse des valeurs est tenue de créer un Centre de dépôt des titres, qui sera seul responsable de la compensation, du règlement et de l'enregistrement de la propriété des titres négociés en bourse. Le chapitre 4 dispose que les livres du Centre sont une preuve probante de la propriété des titres négociés en bourse et autorise la Bourse à adopter les règles nécessaires pour assurer l'efficacité et la fiabilité de ses opérations de compensation, de règlement et d'enregistrement. Aux termes du chapitre 5, les courtiers doivent être agréés. Les prescriptions en matière de licences sont établies et administrées par la Bourse, mais c'est l'AMC qui délivre en fait les licences, sur recommandation de la Bourse. Le chapitre 6 dispose qu'à partir de 2005 l'AMC sera l'autorité compétente pour adopter les règles régissant des aspects spécifiés des activités des fonds d'investissement, fonds de placement collectifs, gestionnaires de patrimoine et conseillers en investissement. Jusqu'à 2005, la réglementation de ces entités (Fonds d'investissement bancaire) et parties continuera d'être assurée par les régulateurs actuels.

Les procédures de divulgation des informations en cas d'offre publique de titres et les obligations de divulgation qui s'appliquent actuellement à l'émission de titres cotés en bourse sont énoncées au chapitre 7. Aucune vente de titres par voie d'offre publique ne peut avoir lieu tant qu'un prospectus n'a pas été publié et n'a pas reçu l'approbation de l'AMC. Cette dernière donne son aval lorsqu'elle estime que le prospectus répond aux prescriptions de divulgation énoncées dans ses réglementations. Le chapitre 8 autorise l'AMC à publier des règles définissant la manipulation, le délit d'initié et la divulgation d'informations confidentielles.

Le chapitre 9 est consacré à l'annonce préalable des offres d'achat éventuelles. Quiconque accroît ses avoirs en un titre coté en bourse de façon à détenir 10 pour cent ou plus d'une société doit fournir certains renseignements sur lui-même et d'autres informations énoncées dans les réglementations de l'AMC. Ces dispositions sont similaires aux obligations de divulgation anticipée en vigueur dans d'autres pays. Le chapitre 9 autorise l'AMC à adopter un éventail de mesures de protection importantes pour les actionnaires de la société visée par l'offre de rachat. Dernier chapitre de la Loi sur le marché des capitaux, le chapitre 10 présente les procédures que l'AMC et les investisseurs privés peuvent engager en cas de violation des dispositions, règles ou réglementations de la Loi sur le marché des capitaux.

ANNEXE D

Spécifications de la SASO en matière de semences

1. La semence doit être conforme au type, à partir de la première génération certifiée et produite directement d'une semence enregistrée et du produit de la saison précédente.
2. Chaque cargaison doit inclure un certificat donnant les indications suivantes:
 - date et lieu de la production (nom du pays, de l'État ou de la province et de la ville);
 - pourcentage de pureté;
 - pourcentage de germination;
 - vitalité des semences;
 - pourcentage de matière inerte;
 - graines adventices (y compris le nombre de graines et de variétés dans un échantillon de 2 kg);
 - grains d'orge (y compris le nombre de grains dans un échantillon de 2 kg de semences de blé);
 - pourcentage d'humidité.

Le certificat doit être émis par un laboratoire national ou un laboratoire public autorisé (y compris un laboratoire d'État si les semences sont importées des États-Unis).

Pour les semences importées du Canada ou d'Europe, le certificat orange de l'AIES (Association internationale d'essais de semences) doit être présenté.

3. Les semences doivent être traitées avec les fongicides suivants:
 - triadiménol (connu commercialement sous l'appellation de Baytan) (15 à 30 pour cent); ou
 - mélange de triadiménol à 7,5 pour cent et d'imazalil à 3 pour cent, au taux recommandé par l'EPA (États-Unis); ou
 - prochloraz à 10 pour cent et carbendazim à 40 pour cent (connu commercialement sous l'appellation de Prelude) au taux de 2 kg par tonne de semences; ou
 - carboxine à 17 pour cent et thirame à 17 pour cent (connu commercialement sous l'appellation de Vitavax 200) au taux de 2,5 kg par tonne de semences.
4. Toutes les semences doivent être de couleur rouge et traitées de manière homogène afin de se différencier des grains destinés à la consommation.
5. La cargaison doit être conforme aux règles et réglementations internationales de l'AIES concernant la vérification des semences et le marquage de leur emballage. L'information figurant sur l'emballage doit être claire en anglais et en arabe, et spécifier que ces semences

ont été traitées avec des produits toxiques et sont impropres à la consommation humaine ou animale. Le symbole représentant un danger mortel doit être imprimé sur ces emballages.

Conditions et prescriptions

1. Le dédouanement de toute cargaison dépend du résultat d'une analyse effectuée sur un échantillon prélevé au hasard, à l'arrivée au port, par le technicien du Ministère de l'agriculture. Ce dernier détermine si les semences peuvent être acceptées.
2. Chaque destinataire doit soumettre les documents suivants:
 - a) raison sociale et adresse complète de l'importateur;
 - b) raison sociale et adresse de l'exportateur des semences;
 - c) nom de la variété (des variétés) de semences;
 - d) quantité importée (poids net);
 - e) prix c.a.f. à l'arrivée au port.
3. Le destinataire doit aussi présenter les documents suivants:
 - a) certificat d'inspection sur place par les autorités du pays d'origine indiquant que les lieux ont été inspectés et jugés adaptés à la production de semences;
 - b) certificat d'origine émis par les autorités gouvernementales du pays exportateur;
 - c) certificat authentifié par les autorités indiquant le nom du fongicide utilisé pour le traitement des semences et le taux, la méthode et la date d'application;
 - d) si les semences sont importées d'Europe, certificat établissant qu'elles sont exemptes de radiation, qui doit être authentifié par l'Ambassade saoudienne du pays exportateur.
4. L'importateur ne peut pas utiliser ou vendre les semences avant de recevoir une lettre du Directeur de la recherche au Ministère de l'agriculture indiquant les résultats de l'analyse effectuée en vertu du paragraphe 1 ci-dessus.
5. La cargaison de semences doit être inspectée avant l'expédition pour confirmer qu'elle répond aux spécifications et conditions d'importation. L'inspection peut être effectuée par un représentant de la société importatrice envoyé sur place ou par un laboratoire indépendant.
6. Une lettre de crédit doit être ouverte auprès d'une banque d'Arabie saoudite.
7. La cargaison de semences doit arriver dans les ports saoudiens durant la période de validité de la licence d'importation.
8. Aucune cargaison de semences ne peut être dédouanée sans une lettre du Directeur des quarantaines végétales indiquant que les conditions susmentionnées ont été remplies.

Condition du refus d'une cargaison

1. Toute cargaison importée sans autorisation préalable du Ministère de l'agriculture, ou qui ne remplit pas les spécifications et conditions énoncées à la section précédente, sera refusée. L'importateur des semences aura la pleine responsabilité de toutes les mesures nécessaires, y compris la réexportation des semences vers son pays.

2. Toute cargaison dont les pourcentages observés sont inférieurs aux recommandations ci-après sera refusée:
 - a) pourcentage de pureté inférieur à 98 pour cent;
 - b) pourcentage de germination inférieur à 92 pour cent;
 - c) pourcentage de matière inerte ne dépassant pas 1 pour cent;
 - d) pourcentage d'humidité ne dépassant pas 12 pour cent;
 - e) pourcentage d'orge (dans les cargaisons de semences de blé) ne dépassant pas cinq fractions d'orge dans un échantillon de 2 kg.
3. Toute cargaison contenant des graines adventices qui posent des difficultés de contrôle spécifiques, telles que *Avena sp. – lolium*, *phalaris spp* ou des herbes parasites (cuscute, *obanche spp*, *striga spp* ou *brome spp*), sera rejetée.
4. Toute cargaison dans laquelle les graines adventices (autres que celles susmentionnées) dépassent cinq graines par kg de blé ou d'orge sera refusée.
5. Toute cargaison sera refusée à moins que les tests en laboratoire montrent qu'elle est exempte des maladies suivantes:
 - a) ergot du blé et de l'orge causé par le champignon *claviceps purpurea*;
 - b) carie indienne causée par le champignon *neovossia indica*;
 - c) bactériose vasculaire du blé causée par *sclerotium rolfsii*;
 - d) charbon nu du blé causé par *ustilago tritici*, et de l'orge causé par *ustilago nuda*;
 - e) faux charbon nu de l'orge causé par *ustilago nigra*;
 - f) charbon foliaire du blé causé par *urocystis agropyri*;
 - g) charbon couvert du blé, causé par *tilletia spp*, et de l'orge, causé par *ustilago hordia*;
 - h) *septorios spp* du blé et de l'orge causé par *septoria spp*;
 - i) helminthosporiose du blé et de l'orge causée par *helminthosporium satirium*;
 - j) tache pâle de l'orge causée par *rhynihosporium secalis*;
 - k) helminthosporiose du blé causée par *helminthosporium teres*;
 - l) charbon strié de l'orge causé par *helmunthosporium granineum*;
 - m) fusariose du blé et de l'orge causée par *fusarium spp*;
 - n) piétin-échaudage du blé et de l'orge causé par *gacumannomyces graninis vartriaci*;
 - o) fusariose des épis de blé causée par *fusarium nivale*;
 - p) fumagine du blé causée par *alternaria*, *helminthosporium* et *fusarium spp*.

Maladies bactériennes

1. Brûlure bactérienne ou glume noire du blé et de l'orge causée par la bactérie *xanthomonas translucens*.
2. Flétrissement bactérien du blé et de l'orge causé par la bactérie *pseudomonas syrinag*.
3. Bactériose des épis de blé ou d'orge causée par la bactérie *corynebacterium tritici*.
4. Bactériose des épis de blé ou d'orge causée par *pseudomonas atrofaciens*.

Maladies virales

1. Virus de la mosaïque striée de l'orge.

Nématodose

2. Anguillule du blé causée par *Anguina tritici*.
3. En outre, toute cargaison laissant apparaître des preuves d'autres maladies transmissibles par les graines peut être refusée si le nombre de graines susceptibles d'être à l'origine de cette attaque est d'au moins 5 par kg.
4. Toute cargaison peut être refusée s'il existe des preuves d'une attaque par tout type d'insectes, à quelque stade que ce soit.

ANNEXE E

Liste des importations soumises à licences non automatiques

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|--|---|-------------------------|
| 1. | 01 01 10 10 | Chevaux | Article XI:2 b) du GATT |
| 2. | 01 01 90 10 | Chevaux | |
| 3. | 01 01 90 20 | Chevaux | |
| 4. | Chapitres 28 et 29 | Produits chimiques | Article XXI du GATT |
| 5. | 30.03 | Médicaments | Article XX b) du GATT |
| 6. | 30.04 | Médicaments | |
| 7. | 31 02 30 00 | Explosifs: | Article XXI du GATT |
| 8. | 31 02 50 00 | Articles pour feux d'artifice | |
| 9. | 36 01 00 00 | Poudres propulsives | |
| 10. | 36 02 00 00 | Chlorate de potassium | |
| 11. | 36 03 00 10 | Gélatine, élément | |
| 12. | 36 03 00 20 | Radiant, chlorure | |
| 13. | 25 01 00 30 | De sodium, paraffine | |
| 14. | 35 03 00 10 | Nitrate de sodium, et | |
| 15. | 90 22 19 10 | Nitrate d'ammonium | |
| 16. | 90 22 19 90 | | |
| 17. | 27.12, sauf 27 12 10 00 | | |
| 18. | 31.02 | Engrais chimiques | Article XXI du GATT |
| 19. | 31.03 | Engrais chimiques | |
| 20. | 31.04 | Engrais chimiques | |
| 21. | 31.05, sauf 31 02 30 00 et 31 02 50 00 | Engrais chimiques | |
| 22. | 36 04 10 00 | Feux d'artifice | Article XXI du GATT |
| 23. | 36 04 90 00 | | |
| 24. | 38 08 30 00 | Herbicides, inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance | Article XX b) du GATT |
| 25. | 58 07 10 00 | Uniformes militaires, écussons, | Article XXI du GATT |
| 26. | 85 07 90 00 | chevrons et accessoires militaires, | |
| 27. | 85 08 90 00 | tels que clichés, | |
| 28. | 73 26 90 99 | vêtements de protection, bâtons électriques, | |
| 29. | 93 04 00 90 | lunettes de vision nocturne | |
| 30. | 90 05 10 00 | et casques, etc., pour | |

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|--|---|-----------------------|
| 31. | 65 06 10 30 | les différents secteurs militaires | |
| 32. | 83 01 40 90 | Matériel de sécurité, tels que les caméras de surveillance, | Article XXI du GATT |
| 33. | 85 25 40 00 | systèmes de TV en circuit fermé, systèmes d'alarme antivol, | |
| 34. | 85 31 10 00 | portes et équipements d'entrée/de sortie | |
| 35. | 90 22 19 90 | utilisant les cartes magnétiques ou la reconnaissance digitale | |
| 36. | 90 22 19 10 | portes et équipements détecteurs de métaux, dispositifs d'inspection des bagages | |
| 37. | 84 19 40 00 | appareils de distillation | Article XX a) du GATT |
| 38. | 84 59 61 00 | machines de confection, copie et réparation des clés | Article XX d) du GATT |
| 39. | 84 59 69 00 | et instruments de tout type | |
| 40. | 84 72 30 00 | Machines d'affranchissement postal | Article XX d) du GATT |
| 41. | 85 25 20 11 | Appareils de transmission | Article XXI du GATT |
| 42. | 85 25 20 19 | | |
| 43. | 85 25 20 20 | | |
| 44. | 85 25 20 30 | | |
| 45. | 85 25 20 40 | | |
| 46. | 85 25 20 50 | | |
| 47. | 85 25 20 60 | | |
| 48. | 85 25 20 90 | | |
| 49. | 85.26 en plus de toute autre rubrique pertinente | | |
| 50. | 87.03 | Véhicules blindés | Article XXI du GATT |
| 51. | 89 02 00 00 | Bateaux de pêche | Article XXI du GATT |
| 52. | Chapitre 93 | Armes et munitions | Article XXI du GATT |
| 53. | Différentes rubriques | Animaux sauvages et produits dérivés, selon la CITES | Article XX b) du GATT |
| 54. | Différentes rubriques | Propriété culturelle et archéologique | Article XX f) du GATT |
| 55. | Différentes rubriques | Produits comprenant une représentation d'images, de modèles ou d'emballages en forme de monnaie ou autres | Article XX d) du GATT |

ANNEXE F

Liste des importations interdites

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|---|--|-----------------------|
| 1. | 01.03 | Animaux vivants de l'espèce porcine, viande, graisse, soies, sang, abats, membres | Article XX a) du GATT |
| 2. | 02 09 00 10 | et tous autres produits d'origine porcine | |
| 3. | 02 06 30 00 | | |
| 4. | 02 06 41 00 | | |
| 5. | 02 06 49 00 | | |
| 6. | 02.03 | | |
| 7. | 05 02 10 00 | | |
| 8. | 02 10 11 00 | | |
| 9. | 02 10 12 00 | | |
| 10. | 02 10 19 00 | | |
| 11. | 15 01 00 30 | | |
| 12. | 16 02 41 00 | | |
| 13. | 16 02 42 00 | | |
| 14. | 16 02 49 00 | | |
| 15. | 41 03 30 00 | | |
| 16. | 15 03 00 11 | | |
| 17. | 15 03 00 21 | | |
| 18. | 15 03 00 91 | | |
| 19. | 16 01 00 31 | | |
| 20. | 16 01 00 21 | | |
| 21. | 16 01 00 11, outre les autres rubriques pertinentes | | |
| 22. | 01 06 19 40 | Chiens, autres que les chiens de chasse, chiens de garde ou chiens d'aveugle, accompagnés d'un certificat de l'autorité compétente du pays d'exportation dûment reconnu par l'ambassade d'Arabie saoudite indiquant que le chien est admis en qualité de chien de chasse, chien de garde ou chien d'aveugle, outre la soumission à quarantaine vétérinaire | Article XX a) du GATT |
| 23. | 02 08 20 00 | Viande de grenouille | Article XX a) du GATT |
| 24. | 09 08 10 00 | Narcotiques de tous types, formes et descriptions | Article XX b) du GATT |
| 25. | 09 08 20 00 | | |
| 26. | 12 07 91 00 | | |

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|---|---|-----------------------|
| 27. | 12 07 99 10 | | |
| 28. | 12 07 99 20 | | |
| 29. | 12 11 30 00 | | |
| 30. | 12 11 40 00 | | |
| 31. | 12 11 90 20 | | |
| 32. | 12 11 90 60 | | |
| 33. | 13 02 11 00 | | |
| 34. | 13 02 19 10 | | |
| 35. | 29 39 91 10, en plus des autres rubriques pertinentes | | |
| 36. | 31.01 | Engrais organique naturel brut, d'origine animale ou végétale | Article XX b) du GATT |
| 37. | 12 11 90 90 | Noix de goro | Article XXI du GATT |
| 38. | 12 11 90 90 | Bétel | Article XX b) du GATT |
| 39. | 22.03 | Boissons alcoolisées et produits intoxicants de | Article XX a) du GATT |
| 40. | 22.04 | toutes sortes, y compris ceux contenant de | |
| 41. | 22.05 | l'alcool dans des proportions intoxicantes; | |
| 42. | 22.06 | | |
| 43. | 22 07 20 90 | | |
| 44. | 22.08, sauf 22 08 90 11 et 22 08 90 19 | | |
| 45. | 24 03 99 20 | Tabac à priser – tabac "sawika" | Article XX b) du GATT |
| 46. | 25 24 00 00 | Amiante et produits dérivés | Article XX b) du GATT |
| 47. | 29.31 | Gaz toxique sarin | Article XX b) du GATT |
| 48. | 36 04 10 00 | Articles pour feux d'artifice de toutes sortes destinés aux enfants (fusées, étoiles, etc.) tombant dans ce cadre | Article XX b) du GATT |
| 49. | 40.12, à l'exception de 40 12 90 00 | Pneus usés ou rechapés | Article XX b) du GATT |
| 50. | 49 01 99 10 | Livre sacré du Coran | Article XX a) du GATT |
| 51. | 49 07 00 11 | Timbres d'Arabie saoudite | Article XX d) du GATT |
| 52. | 49 09 00 20 | Cartes de vœux avec circuit électrique | Article XXI du GATT |
| 53. | 49 11 10 90 | Coupons de Hadi (animaux sacrificiels) | Article XX d) du GATT |
| 54. | 49 11 10 90 | Devis vierges de sociétés étrangères à l'étranger | Article XX d) du GATT |
| 55. | 85 12 30 00 | Équipements de détection radar sur véhicules | Article XXI du GATT |

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|-----------------------|--|-----------------------|
| 56. | 85 25 20 90 | Video Booster | Article XXI du GATT |
| 57. | 85.42 | Puces de mobiles et cartes mobiles prépayées | Article XX d) du GATT |
| 58. | 85 31 80 90 | Appareils reproduisant le son des sirènes des voitures de police ou le bruit de certains animaux | Article XXI du GATT |
| 59. | 87.03 | Voitures endommagées, sauf si l'accident est survenu au port d'arrivée | Article XX b) du GATT |
| 61. | 88 02 11 00 | Avions télécommandés et leurs pièces détachées | Article XXI du GATT |
| 62. | 88 02 20 00 | | |
| 63. | 95 05 80 00 | | |
| 64. | 97 05 00 00 | Animaux momifiés | Article XX a) du GATT |
| 65. | Différentes rubriques | Toutes denrées alimentaires à base de sang animal | Article XX a) du GATT |
| 66. | Différentes rubriques | Boisson correspondant à la description du Zamzam | Article XX a) du GATT |
| 67. | Différentes rubriques | Machines, matériels et outils de tous types destinés au jeux de hasard | Article XX a) du GATT |
| 68. | Différentes rubriques | Déchets industriels et toxiques | Article XX b) du GATT |
| 69. | Différentes rubriques | Équipements et matériel militaires provenant du conflit entre le Koweït et l'Iraq | Article XXI du GATT |
| 70. | Différentes rubriques | Matériel de toute sorte destiné à la publicité des cigarettes | Article XX b) du GATT |
| 71. | Différentes rubriques | Receveur Internet par satellite | Article XXI du GATT |
| 72. | Différentes rubriques | Téléphone mobile équipé de caméra | Article XXI du GATT |
| 73. | Différentes rubriques | Produits pollués par des radiations ou de la poussière nucléaire (par exemple montres de la marque Trophy) | Article XX b) du GATT |

ANNEXE G

Liste des exportations interdites

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|------------|--|-----------------------|
| 1. | 01.01 | Chevaux reproducteurs de race pure | Article XX b) du GATT |
| 2. | 01.02 | Animaux de race bovine reproducteurs de race pure | Article XX b) du GATT |
| 3. | 01.04 | Animaux de race ovine et caprine reproducteurs de race pure | Article XX b) du GATT |
| 4. | 0602.2010 | Jeunes pousses de palmiers dattiers des types suivants: Khalas, Nabut Saif, Munifi, Safri, Magfizi, Barhi, Sukkari, Shalabi, Safari, Barni, Ajwa, Ambara, Hulwa et Rothana | Article XX b) du GATT |
| 5. | 12.14 | Fourrage vert et foin | Article XX b) du GATT |
| 6. | 22.01 | Eau de Zamzam | Article XX a) du GATT |
| 7. | 44.01 | Laine | Article XX j) du GATT |
| 8. | 72.04 | Déchets et débris de fer | Article XX d) du GATT |
| 9. | 8407.2100 | Moteurs de bateau | Article XXI du GATT |
| 10. | 97.06 | Objets d'antiquité, archéologiques et historiques | Article XX f) du GATT |

ANNEXE H

Liste des exportations soumises à autorisation/licence

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|-------------|---|-------------------------|
| 1. | 01 01 10 10 | Chevaux | Article XI:2 b) du GATT |
| 2. | 01 01 90 10 | Chevaux | |
| 3. | 01 01 90 20 | Chevaux | |
| 4. | 10.01 | Blé | Article XX a) du GATT |
| 5. | 11.01 | Blé | |
| 6. | Chapitre 25 | Sable, pierre blanche (silice), sable de base, agrégats de concassage, calcaire et marbre | Article XX i) du GATT |
| 7. | 25.23 | Ciment et ciment non pulvérisé | Article XX i) du GATT |
| 8. | 27.13 | Asphalte, fuel, essence, diesel, kérosène | Article XX g) du GATT |
| 9. | 27.14 | Gaz de pétrole liquéfié (GPL) et gaz naturel (méthane et éthane) | |
| 10. | 27 10 11 41 | | |
| 11. | 27 10 11 42 | | |
| 12. | 27 10 11 49 | | |
| 13. | 27 10 11 14 | | |
| 14. | 27 10 11 31 | | |
| 15. | 27 10 11 32 | | |
| 16. | 27 10 11 33 | | |
| 17. | 27 10 11 39 | | |
| 18. | 27 11 13 00 | | |
| 19. | 27 11 12 00 | | |
| 20. | 27 11 11 00 | | |
| 21. | 27 14 90 10 | | |
| 22. | 27 10 11 29 | | |
| 23. | 27.15 | | |
| 24. | 28.45 | Éléments radioactifs | Article XX b) du GATT |
| 25. | 28.44 | Éléments radioactifs | |
| 26. | 90 22 19 10 | Éléments radioactifs | |
| 27. | 90 22 19 90 | Éléments radioactifs | |
| 28. | 29 03 19 90 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | Article XX b) du GATT |
| 29. | 29 03 42 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 30. | 29 03 43 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 31. | 29 03 44 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 32. | 29 03 45 20 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |

| N° | Code du SH | Description | Justification OMC |
|-----|-----------------------|--|-----------------------|
| 33. | 29 03 69 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 34. | 29 03 19 90 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 35. | 29 03 19 10 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 36. | 29 03 14 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 37. | 29 03 47 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 38. | 29 03 46 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 39. | 29 03 30 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 40. | 85 48 10 00 | Produits qui appauvrissent la couche d'ozone | |
| 41. | 30.03 | Médicaments | Article XX b) du GATT |
| 42. | 30.04 | Médicaments | |
| 43. | 73 11 00 30 | Cylindres pour gaz | Article XXI du GATT |
| 44. | 84.32 | Matériel agricole | Article XX d) du GATT |
| 45. | 84.33 | Matériel agricole | |
| 46. | 84 24 81 10 | Matériel agricole | |
| 47. | Différentes rubriques | Faune et flore sauvages, et produits dérivés | Article XX g) du GATT |

ANNEXE I

Produits soumis à certification obligatoire

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|---|
| Groupe I – Jouets | |
| Jouets, y compris les jeux vidéo et autres jouets électroniques | 8712.00/9501/9502/9503/9504.10/9504.90/9505/De 9506.99/ |
| Équipements pour terrains de jeux, divertissements et attractions foraines | 9508/De 3407/ |
| Groupe II – Appareils et produits électriques et électroniques | |
| Appareils pour le conditionnement de l'air, jusqu'à 60 000 btu (5 tonnes) | 8415.10.20/8415.81.20/8415.82.20/8415.83.20 |
| Systèmes audio et vidéo multifonctions (non professionnels) | 8518.30/8518.50/8520.30/Combinaisons de II-03, II-04, II-41, II-43 |
| Appareils audio autonomes non professionnels (sauf récepteurs radio) | 8518.21/8518.22/8518.29/8518.40/8519.21/8519.29/8519.31/8519.39/8519.92/8519.93/8519.99/8520.20/8520.90 |
| Systèmes d'enregistrement et de reproduction vidéo (non professionnels) | 8521.10/8521.90/8525.40 |
| Machines génératrices d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 8502.11/8502.20 |
| Moteurs d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 8501.10/8501.31/8501.32/8501.40/8501.51/8501 |
| Télécopieuses et télécriteurs | 8517.21/8517.22 |
| Appareils de cuisson de type ménager | 8516.60/8516.72 |
| Machines à laver le linge d'une capacité n'excédant pas 10 kg et machines à laver la vaisselle de type ménager | 8450.11/8450.12/8450.19/8422.1 |
| Machines à sécher le linge d'une capacité n'excédant pas 10 kg | 8451.21 |
| Fers à repasser électriques, machines à repasser et machines pour traiter les vêtements à la vapeur | 8451.30/8516.40/8516.32 |
| Appareils électromagnétiques de cuisine à usage domestique, y compris les robots de cuisine, les hacheurs et les broyeurs à viande | 8509.40/8509.80 |
| Appareils pour soins personnels et de beauté (rasoirs, tondeuses, appareils à épiler et appareils de massage) | 8510.10/8510.20/8510.30/9019.10 |
| Ascenseurs et monte-charges | 8428.10/8431.31 |
| Fours à micro-ondes de type ménager | 8516.50 |
| Fours électriques d'une puissance n'excédant pas 10 kW | 8516.60 |
| Appareils de photocopie et accessoires | 9009.11/9009.12/9009.30/9009.21/9009.22/9009.90 |

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|---|
| Ordinateurs personnels (de bureau et portatifs), unités de mémoire, périphériques et autres dispositifs d'entrée/de sortie | 8471.41/8471.49/8471.50/8471.60/8471.70/8473.30 |
| Transformateurs et convertisseurs pour une puissance n'excédant pas 1 000 kVA | 8504.21/8504.22/8504.31/8504.32/8504.33/8504.34 |
| Réfrigérateurs et congélateurs de type ménager d'une contenance n'excédant pas 40 pieds cubes, y compris les meubles vitrines réfrigérants de type ménager | 8418.10/8418.21/8418.22/8418.29/8418.30/8418.40/8418.50 |
| Appareils téléphoniques, y compris téléphones mobiles, téléphones sans fil et modems | 8517.11/8517.19/8517.50/8525.20 |
| Fils et câbles électriques, pour des tensions n'excédant pas 1 000 V | 8544.51/8544.59 |
| Appareils à laver les sols et shampooineuses, non industriels | 8509.10/8509.80 |
| Radiateurs et autres appareils électriques pour le chauffage de type ménager | 8516.29/8516.21 |
| Rafrâchisseurs et fontaines d'eau potable | 8418.69.10 |
| Rafrâchisseurs d'eau à évaporation (climatiseurs de désert et humidificateurs) d'une puissance n'excédant pas 1,5 kW | 8415.10.10/8415.82.10/8415.82.90/8415.83.10/8415.83.90 |
| Ventilateurs électriques à usage domestique | 8414.51/8414.60 |
| Compresseurs pour unités de réfrigération (jusqu'à 60 000 btu) | 8414.30 |
| Appareils pour la préparation du café et du thé et appareils pour chauffer les liquides | 8516.71 |
| Appareils d'éclairage électriques à incandescence, à fluorescence ou à décharge et douilles | 9405.10/9405.20/8536.61 |
| Interrupteurs manuels à usage domestique, coupe-circuits et fusibles, pour une intensité n'excédant pas 40 A | 8536.10/8536.20/8536.50 |
| Lampes à incandescence, fluorescentes et à décharge | 8539.21/8539.22/8539.29/8539.31/8539.32 |
| Ballasts pour lampes à décharge (y compris les tubes fluorescents) | 8504.10 |
| Démarrateurs pour lampes à décharge (y compris les tubes fluorescents) | 8532.10 |
| Fiches, prises de courant et adaptateurs d'emploi général | 8536.69 |
| Appareils d'éclairage pour les espaces et voies publiques | 9405.40 |

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|---|
| Batteries, y compris les batteries rechargeables et les batteries pour automobiles | 8506.10/8506.30/8506.40/8506.50/ 8506.60/8506.80/8507.10/8507.30/8507.40 |
| Appareils d'éclairage immergés pour piscines | 9405.40 |
| Équipement pour les soins des cheveux (sèche-cheveux à mains, appareils à friser et onduler et chauffe-fers à friser) | 8516.31, 8516.32 |
| Pompes à eau d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 8413.70 |
| Appareils récepteurs de télévision (en couleur ou en noir et blanc) | 8528.12/8528.13 |
| Convertisseurs électriques, dispositifs d'alimentation électrique et chargeurs de batteries d'emploi général | 8504.40 |
| Appareils récepteurs de radio autonomes | 8527.12/8527.13/8527.19/8527.21/8527.29 |
| Chauffe-eau à accumulation et chauffage instantané d'une contenance n'excédant pas 200 litres | 8516.10 |
| Compteurs d'électricité | 9028.30 |
| Machines à coudre de type ménager | 8452.10 |
| Groupe III – Automobiles | |
| Voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usages multiples (neufs) | 8701/8702/8703/8704/8705 |
| Voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usages multiples (usagés) | 8701/8702/8703/8704/8705 |
| Verre pour automobiles (pare-brise, glaces latérales et lunettes arrières) | 7007.21 |
| Pièces détachées de véhicules (neuves), y compris les radiateurs et les durites, les freins et leurs parties, les lumières, les filtres, les silencieux et les tuyaux d'échappement, les embrayages et leurs parties, les dispositifs de protection pour enfants, les bougies d'allumage, les balais et moteurs d'essuie-glace, les ceintures de sécurité, les réservoirs d'essence, les rétroviseurs, les pare-chocs, les serrures et les charnières, les chambres à air, les courroies trapézoïdales, les indicateurs de niveau, les jantes et certaines pièces de direction | 40.09/4010.22/4013.10, 4013.90/70.09/8301.20/8302.30/ 8421.23/8421.31/8501.10/8511.10/8512.20/8512.40/8539.10/ 8708.10/8708.70/8708.21/8708.29/8708.91/ 8708.92/8708.93/8708.94/8708.99/ 9026.20/9026.80/9401.20 |
| Pneus neufs pour voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usage multiple | 4011.10/4011.20 |

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|--|
| Groupe IV – Produits chimiques | |
| Huiles pour moteurs, huiles de transmission, huiles hydrauliques, huiles pour turbine et huiles pour transformateurs, liquides pour freins et préparations antigel/liquides de refroidissement | 2710.00.52/2710.00.53/2710.00.54/2710.00.55/2710.00.94/2710.00.95/2710.00.96/38.19/38.20 |
| Peintures | Tout 3208/Tout 3209 |
| Parfums et cosmétiques | 3302.90/Tout 3303/Tout 3304/Tout 3305/Tout 3306/3307.10/3307.20/3307.30/3307.49.10/3307.90.10/3401.1 |
| Pesticides et insecticides à usage domestique | 3808 |
| Groupe V – Autres | |
| Aluminium et produits en alliage d'aluminium pour construction | 7604/7606/7608/7609/7610/7616 |
| Tuyaux en acier et en ferroalliage | 7304/7305/7306/7307 |
| Articles de bijouterie en or et en argent (et pierres précieuses) | 7113.11/7113.19/7113.20/7114.11/7114.19/7114.20/7116.10/7116.21 |
| Coiffure pour hommes/keffieh de coton et/ou ghutras | 6505.90.10/6505.90.30 |
| Extincteurs (jusqu'à 24 kg) | 8424.10 |
| Ciment | 2523.21/2523.29.10/2523.29.20 |
| Allumettes de sûreté | 3605.00 |
| Détendeurs et autocuiseurs | 8481.10/7323.93/7323.99 |
| Papier hygiénique, serviettes à démaquiller, serviettes en papier et serviettes | 4818.10/4818.20/4818.30 |
| Cigarettes | 2402.20 |
| Appareils ménagers et réchauds à gaz, y compris les appareils de chauffage, les cuisinières, les barbecues et les lampes | 7321.11/7321.81/9405.50 |

ANNEXE J

Produits soumis à inspection avant expédition

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|---|
| Groupe I – Jouets | |
| Jouets, y compris les jeux vidéo et autres jouets électroniques | 8712.00/9501/9502/9503/9504.10/9504.90/9505/De 9506.99/ |
| Équipements pour terrains de jeux, divertissements et attractions foraines | 9508/De 3407/ |
| Groupe II – Appareils et produits électriques et électroniques | |
| Appareils pour le conditionnement de l'air, jusqu'à 60 000 btu (5 tonnes) | 8415.10.20/8415.81.20/8415.82.20/8415.83.20 |
| Systèmes audio et vidéo multifonctions (non professionnels) | 8518.30/8518.50/8520.30/Combinaisons de II-03, II-04, II-41, II-43 |
| Appareils audio autonomes non professionnels (sauf récepteurs radio) | 8518.21/8518.22/8518.29/8518.40/8519.21/8519.29/8519.31/8519.39/8519.92/8519.93/8519.99/8520.20/8520.90 |
| Systèmes d'enregistrement et de reproduction vidéo (non professionnels) | 8521.10/8521.90/8525.40 |
| Machines génératrices d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 8502.11/8502.20 |
| Moteurs d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 8501.10/8501.31/8501.32/8501.40/8501.51/8501 |
| Télécopieuses et télécriteurs | 8517.21/8517.22 |
| Appareils de cuisson de type ménager | 8516.60/8516.72 |
| Machines à laver le linge d'une capacité n'excédant pas 10 kg et machines à laver la vaisselle de type ménager | 8450.11/8450.12/8450.19/8422.1 |
| Machines à sécher le linge d'une capacité n'excédant pas 10 kg | 8451.21 |
| Fers à repasser électriques, machines à repasser et machines pour traiter les vêtements à la vapeur | 8451.30/8516.40/8516.32 |
| Appareils électromagnétiques de cuisine à usage domestique, y compris les robots de cuisine, les hacheurs et les broyeurs à viande | 8509.40/8509.80 |
| Appareils pour soins personnels et de beauté (rasoirs, tondeuses, appareils à épiler et appareils de massage) | 8510.10/8510.20/8510.30/9019.10 |
| Ascenseurs et monte-charges | 8428.10/8431.31 |
| Fours à micro-ondes de type ménager | 8516.50 |
| Fours électriques d'une puissance n'excédant pas 10 kW | 8516.60 |
| Appareils de photocopie et accessoires | 9009.11/9009.12/9009.30/9009.21/9009.22/9009.90 |

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|---|
| Ordinateurs personnels (de bureau et portatifs), unités de mémoire, périphériques et autres dispositifs d'entrée/de sortie | 8471.41/8471.49/8471.50/8471.60/8471.70/8473.30 |
| Transformateurs et convertisseurs pour une puissance n'excédant pas 1 000 kVA | 8504.21/8504.22/8504.31/8504.32/8504.33/8504.34 |
| Réfrigérateurs et congélateurs de type ménager d'une contenance n'excédant pas 40 pieds cubes, y compris les meubles vitrines réfrigérants de type ménager | 8418.10/8418.21/8418.22/8418.29/8418.30/8418.40/8418.50 |
| Appareils téléphoniques, y compris téléphones mobiles, téléphones sans fil et modems | 8517.11/8517.19/8517.50/8525.20 |
| Fils et câbles électriques, pour des tensions n'excédant pas 1 000 V | 8544.51/8544.59 |
| Appareils à laver les sols et shampoineuses, non industriels | 8509.10/8509.80 |
| Radiateurs et autres appareils électriques pour le chauffage de type ménager | 8516.29/8516.21 |
| Rafrâchisseurs et fontaines d'eau potable | 8418.69.10 |
| Rafrâchisseurs d'eau à évaporation (climatiseurs de désert et humidificateurs) d'une puissance n'excédant pas 1,5 kW | 8415.10.10/8415.82.10/8415.82.90/8415.83.10/8415.83.90 |
| Ventilateurs électriques à usage domestique | 8414.51/8414.60 |
| Compresseurs pour unités de réfrigération (jusqu'à 60 000 btu) | 8414.30 |
| Appareils pour la préparation du café et du thé et appareils pour chauffer les liquides | 8516.71 |
| Appareils d'éclairage électriques à incandescence, à fluorescence ou à décharge et douilles | 9405.10/9405.20/8536.61 |
| Interrupteurs manuels à usage domestique, coupe-circuits et fusibles, pour une intensité n'excédant pas 40 A | 8536.10/8536.20/8536.50 |
| Lampes à incandescence, fluorescentes et à décharge | 8539.21/8539.22/8539.29/8539.31/8539.32 |
| Ballasts pour lampes à décharge (y compris les tubes fluorescents) | 8504.10 |
| Démarrateurs pour lampes à décharge (y compris les tubes fluorescents) | 8532.10 |
| Fiches, prises de courant et adaptateurs d'emploi général | 8536.69 |
| Appareils d'éclairage pour les espaces et voies publiques | 9405.40 |

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|---|
| Batteries, y compris les batteries rechargeables et les batteries pour automobiles | 8506.10/8506.30/8506.40/8506.50/ 8506.60/8506.80/8507.10/8507.30/8507.40 |
| Appareils d'éclairage immergés pour piscines | 9405.40 |
| Équipement pour les soins des cheveux (sèche-cheveux à mains, appareils à friser et onduler et chauffe fers à friser) | 8516.31, 8516.32 |
| Pompes à eau d'une puissance n'excédant pas 12 kW | 8413.70 |
| Appareils récepteurs de télévision (en couleur ou en noir et blanc) | 8528.12/8528.13 |
| Convertisseurs électriques, dispositifs d'alimentation électrique et chargeurs de batteries d'emploi général | 8504.40 |
| Appareils récepteurs de radio autonomes | 8527.12/8527.13/8527.19/8527.21/8527.29 |
| Chauffe-eau à accumulation et chauffage instantané d'une contenance n'excédant pas 200 litres | 8516.10 |
| Compteurs d'électricité | 9028.30 |
| Machines à coudre de type ménager | 8452.10 |
| Groupe III – Automobiles | |
| Voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usages multiples (neufs) | 8701/8702/8703/8704/8705 |
| Voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usages multiples (usagés) | 8701/8702/8703/8704/8705 |
| Verre pour automobiles (pare-brise, glaces latérales et lunettes arrières) | 7007.21 |
| Pièces détachées de véhicules (neuves), y compris les radiateurs et les durites, les freins et leurs parties, les lumières, les filtres, les silencieux et les tuyaux d'échappement, les embrayages et leurs parties, les dispositifs de protection pour enfants, les bougies d'allumage, les balais et moteurs d'essuie-glace, les ceintures de sécurité, les réservoirs d'essence, les rétroviseurs, les pare-chocs, les serrures et les charnières, les chambres à air, les courroies trapézoïdales, les indicateurs de niveau, les jantes et certaines pièces de direction | 40.09/4010.22/4013.10, 4013.90/70.09/8301.20/8302.30/ 8421.23/8421.31/8501.10/8511.10/8512.20/8512.40/8539.10/ 8708.10/8708.70/8708.21/8708.29/8708.91/8708.92/ 8708.93/8708.94/8708.99/ 9026.20/9026.80/9401.20 |
| Pneus neufs pour voitures de tourisme, camions, autocars et véhicules à usage multiple | 4011.10/4011.20 |

| Produit | Codes du Système harmonisé |
|--|--|
| Groupe IV – Produits chimiques | |
| Huiles pour moteurs, huiles de transmission, huiles hydrauliques, huiles pour turbine et huiles pour transformateurs, liquides pour freins et préparations antigel/liquides de refroidissement | 2710.00.52/2710.00.53/2710.00.54/2710.00.55/2710.00.94/2710.00.95/2710.00.96/38.19/38.20 |
| Peintures | Tout 3208/Tout 3209 |
| Parfums et cosmétiques | 3302.90/Tout 3303/Tout 3304/Tout 3305/Tout 3306/3307.10/3307.20/3307.30/3307.49.10/3307.90.10/3401.1 |
| Pesticides et insecticides à usage domestique | 3808 |
| Groupe V – Autres | |
| Aluminium et produits en alliage d'aluminium pour construction | 7604/7606/7608/7609/7610/7616 |
| Tuyaux en acier et en ferroalliage | 7304/7305/7306/7307 |
| Articles de bijouterie en or et en argent (et pierres précieuses) | 7113.11/7113.19/7113.20/7114.11/7114.19/7114.20/7116.10/7116.21 |
| Coiffure pour hommes/keffieh de coton et/ou ghutras | 6505.90.10/6505.90.30 |
| Extincteurs (jusqu'à 24 kg) | 8424.10 |
| Ciment | 2523.21/2523.29.10/2523.29.20 |
| Allumettes de sûreté | 3605.00 |
| Détendeurs et autocuiseurs | 8481.10/7323.93/7323.99 |
| Papier hygiénique, serviettes à démaquiller, serviettes en papier et serviettes | 4818.10/4818.20/4818.30 |
| Cigarettes | 2402.20 |
| Appareils ménagers et réchauds à gaz, y compris les appareils de chauffage, les cuisinières, les barbecues et les lampes | 7321.11/7321.81/9405.50 |

APPENDICE

PROJET DE DÉCISION

ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Décision du [...]

Le Conseil général,

Eu égard au paragraphe 2 de l'article XII et au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"), et aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93),

Exerçant les fonctions du Conseil général dans l'intervalle entre les réunions, conformément au paragraphe 2 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC,

Prenant acte de la demande d'accession à l'Accord sur l'OMC datée du "date" présentée par le Royaume d'Arabie saoudite,

Prenant note des résultats des négociations menées en vue de définir les modalités d'accession du Royaume d'Arabie saoudite à l'Accord sur l'OMC, et ayant établi un protocole d'accession du Royaume d'Arabie saoudite,

Décide ce qui suit:

1. Le Royaume d'Arabie saoudite pourra accéder à l'Accord sur l'OMC selon les modalités et aux conditions énoncées dans le Protocole annexé à la présente Décision.

PROJET DE PROTOCOLE

PROJET DE PROTOCOLE D'ACCESSION DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Préambule

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée "l'OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC") et le Royaume d'Arabie saoudite (ci-après dénommé "l'Arabie saoudite"),

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC qui figure dans le document WT/ACC/SAU/... daté du [...] (ci-après dénommé "le rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC,

Convienient de ce qui suit:

PARTIE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. À compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur, l'Arabie saoudite accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel l'Arabie saoudite accédera sera l'Accord sur l'OMC, y compris les Notes explicatives de cet accord, tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe [...] du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
3. Sauf dispositions contraires du paragraphe [...] du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en œuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en œuvre par l'Arabie saoudite comme si elle avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.
4. L'Arabie saoudite peut maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS pour autant que cette mesure soit inscrite sur la liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II, qui est annexée au présent protocole, et qu'elle satisfasse aux conditions qui sont indiquées dans l'Annexe de l'AGCS sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

PARTIE II – LISTES

5. Les Listes annexées au présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé "le GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé "l'AGCS") de l'Arabie saoudite. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en œuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.

6. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

PARTIE III - DISPOSITIONS FINALES

7. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation de l'Arabie saoudite, par voie de signature ou autrement, jusqu'au ...

8. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où il aura été accepté.

9. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et à l'Arabie saoudite une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole par l'Arabie saoudite conformément au paragraphe 9.

Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à [lieu], le ... (jour, mois, année en toutes lettres), en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi, si ce n'est qu'une liste ci-annexée peut préciser ne faire foi que dans une seule de ces langues.

ANNEXE I

LISTE [...] – ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Seul le texte ... fait foi.

(Distribué sous la cote WT/ACC/SAU/[...]/Add.1)

LISTE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES SERVICES

LISTE D'EXEMPTIONS DES OBLIGATIONS ÉNONCÉES À L'ARTICLE II

Seul le texte ... fait foi.

(Distribuées sous la cote WT/ACC/SAU/[...]/Add.2)]

APPENDICE

Questionnaire

Information sur les procédures de licences d'importation

I. DESCRIPTION SUCCINCTE DES RÉGIMES

1. L'Arabie saoudite applique un régime de licences non automatiques géré conformément aux dispositions de la nouvelle Loi sur les procédures de licences d'importation publiée par Décision du Conseil des ministres n° 88 en date du 6.4.1423 H (juin 2002).

II. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME DE LICENCES

1. Identifier chaque régime de licences en vigueur et indiquer les produits visés en les groupant comme il convient.

Réponse: Une liste des produits soumis à licence non automatique est jointe au rapport du Groupe de travail, en annexe E.

2. Le système s'applique aux produits en provenance et à destination de quels pays?

Réponse: Le système s'applique aux biens en provenance et à destination de tous les pays.

3. Le régime de licences vise-t-il à restreindre la quantité ou la valeur des importations? Dans la négative, quel est son objet? D'autres méthodes ont-elles été envisagées pour atteindre les objectifs du régime de licences? Dans l'affirmative, lesquelles? Pourquoi n'ont-elles pas été adoptées?

Réponse: Non, le régime de licences n'a pas pour objet de restreindre le volume ou la valeur des importations. Il vise à assurer que les biens qui ne satisfont pas aux prescriptions énoncées dans les lois, règlements ou décisions ne seront pas importés. L'Arabie saoudite n'a pas envisagé d'autres méthodes.

4. Indiquer la loi, le règlement ou la directive administrative qui constituent le fondement juridique du régime de licences. Le régime de licences est-il imposé par une disposition législative? La législation laisse-t-elle à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences? Le gouvernement (ou l'exécutif) peut-il abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif?

Réponse: Le régime de licences repose sur la Décision n° 88 du Conseil des ministres, en date du 6.4.1423 H (juin 2002). La liste des produits soumis à l'obligation de licences peut être modifiée par le Ministre du commerce et de l'industrie, sur la base des observations communiquées par les organes gouvernementaux compétents. Ce système ne peut être supprimé que par décision du Conseil des ministres.

III. PROCÉDURES

1. S'agissant des produits dont la quantité ou la valeur des importations est soumise à des restrictions (qu'elles soient applicables globalement ou à un nombre limité de pays ou qu'elles soient instituées de façon bilatérale ou unilatérale):

(a) à k))

Réponse: Il n'existe pas de restrictions quant au volume ou à la valeur des importations; (les dispositions a) à k) ne sont donc pas applicables).

2. Lorsqu'il n'est pas imposé de limites quantitatives à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:

- a) Combien de temps avant l'importation la demande de licences doit-elle être déposée? Les licences peuvent-elles être obtenues dans un délai plus court ou pour des marchandises arrivant à la frontière sans licence (par exemple par suite d'une inadvertance)?

Réponse: Les demandes de licences non automatiques peuvent être soumises 21 jours avant la date de clôture des demandes.

- b) Une licence peut-elle être accordée immédiatement sur demande?

Réponse: Le délai maximum de prise de décisions sur une demande de licence est de 30 jours. Dans la pratique, toutefois, les licences sont accordées d'ordinaire dans des délais plus courts.

- c) La période de l'année pendant laquelle les demandes de licence peuvent être déposées et/ou l'importation peut être effectuée est-elle limitée? Dans l'affirmative, veuillez expliquer.

Réponse: Les demandes de licences et les importations n'ont pas à être effectuées durant une période donnée de l'année.

- d) Les demandes de licences sont-elles examinées par un seul organe administratif, ou doivent-elles être transmises à d'autres pour être visées, notées ou approuvées? Dans l'affirmative, quels sont ces organes? L'importateur doit-il s'adresser à plus d'un organe administratif?

Réponse: Oui, les demandes sont examinées par un seul organe administratif. Dans certains cas, celui-ci peut coordonner son action avec d'autres organes, mais le demandeur n'a pas à prendre contact avec plus d'un organe administratif.

3. Dans quelles circonstances, autres que la non-conformité avec les critères ordinaires, une demande de licence peut-elle être rejetée? Les motifs du rejet sont-ils communiqués à l'intéressé? Ce dernier a-t-il un droit de recours en cas de refus d'une licence et, dans l'affirmative, devant quels organes et selon quelles procédures?

Réponse: Les demandes ne peuvent être rejetées pour d'autres motifs que le non-respect des critères ordinaires. Les raisons du refus de licence sont fournies à l'intéressé, s'il le demande. Les demandeurs ont droit de faire appel en cas de rejet de leur demande. L'appel initial peut être déposé devant le responsable de l'organe administratif, dans les 15 jours suivant la décision. La décision du responsable de l'Organe administratif peut elle aussi faire l'objet d'un appel devant le Comité d'examen des réclamations, dans un délai de 30 jours à compter de la décision.

IV. CONDITIONS REQUISES DES IMPORTATEURS POUR ÊTRE HABILITÉS À DEMANDER UNE LICENCE

1. Toute personne physique, entreprise ou institution est-elle habilitée à demander une licence:

- a) dans le cadre de régimes de licences restrictifs?
- b) dans le cadre de régimes non restrictifs?

Dans la négative, existe-t-il un système d'enregistrement des personnes ou entreprises autorisées à importer? Quelles sont les personnes physiques ou entreprises habilitées à le faire? Perçoit-on un droit d'enregistrement? Publie-t-on la liste des importateurs agréés?

Réponse: Que les systèmes de licences soient restrictifs et non restrictifs, les mêmes conditions d'éligibilité s'appliquent aux parties. Les catégories d'importateurs agréés sont les suivantes:

- i) les sociétés saoudiennes et étrangères et les coentreprises enregistrées selon la législation saoudienne en vigueur;
- ii) les personnes physiques inscrites au registre du commerce;
- iii) les ressortissants saoudiens et les non-Saoudiens titulaires d'un permis de résident mais non inscrits au registre du commerce, à condition que les produits visés soient importés pour leur usage personnel.

Les importations effectuées par les catégories i) et ii) ci-dessus doivent se limiter aux biens relevant de leur activité économique, telle qu'elle est indiquée au registre du commerce.

VI. DOCUMENTS ET AUTRES FORMALITÉS À REMPLIR LORS DE LA DEMANDE DE LICENCE

1. Quels sont les renseignements à fournir dans la demande? Fournir un formulaire type. Quels documents l'importateur doit-il joindre à sa demande?

Réponse: Le demandeur doit fournir une description des marchandises, de leur valeur et de leur poids, ainsi que des copies de la facture et du connaissance.

2. Quels sont les documents exigés lors de l'importation effective?

Réponse: Les documents requis sont: la licence d'importation, la facture originale et le certificat d'origine. Les deux derniers documents sont nécessaires pour le dédouanement, et ne sont pas des prescriptions du régime de licences.

3. Est-il perçu un droit de licence ou une redevance administrative? Dans l'affirmative, quel en est le montant?

Réponse: Il n'existe ni droit de licence ni redevance administrative.

4. La délivrance de la licence est-elle assujettie au versement d'un dépôt ou à un paiement préalable? Dans l'affirmative, indiquer quel en est le montant ou le taux, préciser si la somme versée est remboursable, quelle est la période d'immobilisation et quel est le but de cette formalité.

Réponse: Le versement d'un dépôt ou le paiement d'une redevance n'est pas exigé en cas de demande de licence.

VII. CONDITIONS ATTACHÉES À LA DÉLIVRANCE DES LICENCES

1. Quelle est la durée de validité d'une licence? Peut-elle être prolongée? Comment?

Réponse: La validité d'une licence d'importation est d'un an à compter de sa date de délivrance. Sa prolongation est possible si elle est dans l'intérêt général.

2. Existe-t-il des sanctions en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence?

Réponse: Il n'existe aucune sanction en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

3. Les licences sont-elles cessibles? Dans l'affirmative, les cessions sont-elles soumises à des restrictions ou des conditions quelconques?

Réponse: Les licences ne sont pas cessibles entre importateurs.

4. La délivrance d'une licence est-elle subordonnée à d'autres conditions:

- a) s'il s'agit de produits soumis à des restrictions quantitatives?
- b) s'il s'agit de produits qui ne sont pas soumis à des restrictions quantitatives?

Réponse: Les licences ne sont assujetties à aucune autre condition.

VIII. AUTRES FORMALITÉS

1. Les importations sont-elles assujetties à d'autres formalités administratives préalables, en dehors de celle de la licence et des formalités administratives similaires?

Réponse: Il n'existe pas d'autres formalités administratives.

2. Les devises sont-elles automatiquement remises par les autorités bancaires pour les marchandises à importer? Faut-il détenir une licence pour obtenir des devises? Y a-t-il toujours des devises disponibles à concurrence des licences délivrées? Quelles sont les formalités à remplir pour obtenir des devises?

Réponse: Il n'existe ni restriction ni contrôle des changes en Arabie saoudite.
